

# Le temps

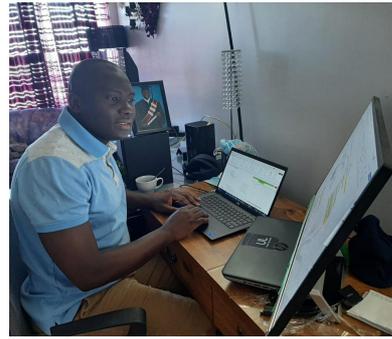
– Rapport d'activités 2021 –



*Bamako, Mai 2022*



*Moussa Coulibaly, Responsable DAF*



*Ousmane Z Traoré, Responsable DEF*



*Boubacar Bougoudogo, Responsable DER*



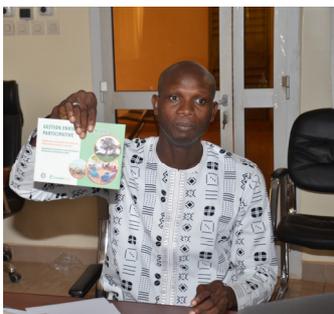
*Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC*



*Wélé Badiégué Diallo, comptable*



*Djénéba Diarra, assistante de recherche*



*Lansine Sountoura, chercheur associé*



*Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif*

---

## Table des matières

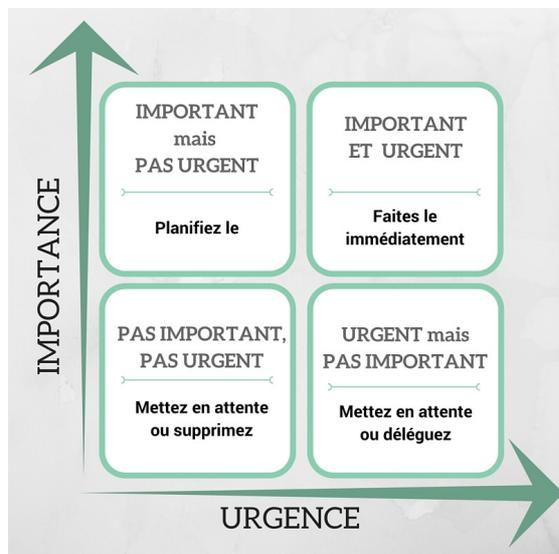
---

Avant-propos .....	1
Résumé exécutif .....	3
Introduction .....	6
1. Études et recherche.....	7
1.1. Développement durable.....	7
1.1.1. Problèmes et priorités de développement.....	7
1.1.2. Tendances de mise en œuvre des ODD au Mali .....	8
1.2. Santé et assainissement .....	11
1.2.1. Politiques sociales et de prévention de la Covid-19 au Mali .....	11
1.2.2. Impacts de la Covid-19 sur l'économie.....	13
1.2.3. Hygiène, eau et assainissement .....	15
1.3. Information et réseaux sociaux.....	16
1.4. Identité sociale.....	18
1.4.1. Identité nationale et de groupe .....	18
1.4.2. Chefferie traditionnelle .....	20
1.4.3. Les arts comme vecteurs de co-construction du savoir (voix citoyenne).....	21
1.5. Inégalités de genre.....	22
1.5.1. Femmes et VSBG .....	23
1.5.2. Jeunes et femmes sur le marché du travail .....	24
1.5.3. Représentativité des femmes dans les instances de décision .....	27
1.6. Inclusion sociale.....	28
1.6.1. Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre .....	28
1.6.2. Distribution et redistribution du revenu .....	29
1.7. Finances locales.....	32
1.8. Intégration et mondialisation.....	34
1.8.1. Influences positive de la Chine et mitigée de la région.....	35
1.8.2. Modélisation de la mise en œuvre de la ZLECAf .....	36
1.9. Gouvernance.....	38
1.9.1. Direction de marche du pays .....	38
1.9.2. Crédibilité des élections .....	39
1.10. Evaluation de politiques .....	41
1.10.1. Performances du gouvernement .....	41
1.10.2. Evaluation WASPA de la politique d'assainissement.....	42
1.10.3. Evaluation à mi-parcours d'un projet d'autonomisation des femmes .....	44
1.11. Offres diverses d'études et de recherche .....	45
1.11.1. Enquête de perception du CICR .....	45
1.11.2. Analyse des données "Women Respond to COVID-19" .....	46
1.11.3. Travail des enfants au Mali .....	47
1.11.4. Règlementation communautaire et intégration économique .....	48
1.11.5. Evaluation de la Politique nationale genre du Mali.....	49
2. Enquêtes .....	51
2.1. Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité mondiale .....	51
2.2. Enquête de suivi pour l'évaluation d'impact du projet SWEDD .....	51
2.3. Enquête de mesure de la compétitivité africaine des entreprises .....	51
2.4. Enquête qualitative sur les inégalités de revenu.....	52
2.5. Enquête qualitative sur les finances locales .....	52
2.6. Enquête téléphonique de mesure des violences de genre et de conflit.....	53
2.7. Enquête de mesure d'impact des interventions du projet FARM.....	53
3. Formation et renforcement des capacités .....	55

3.1.	Ateliers de formation.....	55
3.1.1.	Construire sa MCS .....	55
3.1.2.	Approfondir Excel.....	56
3.2.	Renforcement de capacités sur Excel.....	57
4.	Communication et information .....	58
4.1.	Dissémination.....	58
4.1.1.	Atelier sur la mesure de la migration au Mali.....	58
4.1.2.	Atelier de validation sur les tendances de mise en œuvre des ODD.....	58
4.2.	Séminaires et conférences .....	59
4.2.1.	Réunion RTT/UEMOA .....	59
4.2.2.	Atelier de sensibilisation des entreprises à la collecte de données STI.....	60
4.2.3.	Audience publique CVJR.....	61
4.2.4.	Environnement, arts et culture .....	61
4.2.5.	Réunion du Réseau francophone d'IBP .....	63
4.3.	Ateliers de validation scientifique.....	64
4.3.1.	Examen technique du Rapport sur les finances locales.....	64
4.3.2.	Examen technique du Profil de pauvreté communale.....	64
4.4.	Café.....	65
5.	Publications .....	66
5.1.	Les Great_Cahiers .....	66
5.2.	Le Great_Savoir .....	67
5.3.	La Great_Formation .....	68
5.4.	Base de connaissances.....	70
6.	Partenariat.....	71
6.1.	Institutions de recherche.....	71
6.2.	Administration publique.....	71
6.3.	Partenaires techniques et financiers.....	71
7.	Fonctionnement institutionnel.....	72
7.1.	Programmation et responsabilisation des activités.....	72
7.2.	Réunions statutaires.....	73
7.3.	Ateliers résidentiels .....	73
8.	Suivi budgétaire.....	74
8.1.	Système de gestion .....	74
8.2.	Structure et évolution des dépenses.....	74
8.2.1.	Structure des dépenses .....	74
8.2.2.	Evolution des dépenses de 2014 à 2021 .....	75
8.3.	Sources de financement.....	75
9.	Programme d'activités 2022 .....	76
	Conclusions .....	78

## Avant-propos

# Et si je perdais du temps en prenant tout mon temps



Je ne sais pas le temps qu'il fait ni à quel temps de conjugaison est chacune des phrases de ce texte ni même si le temps s'écoule uniformément le temps de cette rédaction. Aussi familière que soit la notion de temps, sa perception diffère d'un spécialiste à l'autre, d'une société à l'autre, d'une époque à l'autre, du philosophe à l'économiste, etc. Et que dire des physiciens de la théorie des cordes ou des experts en gravitation quantique. Le temps des philosophes n'est pas celui des physiciens, ni celui des historiens le temps des psychologues ou des biologistes et autres géologues.

Pour le sens commun, le temps n'est qu'une succession du passé, du présent et du futur, perçu comme tel par nous en tant que reflet

Si l'on quitte le domaine de la physique pour celui de la philosophie, le temps est perçu comme dimension de notre rapport au monde, la mesure du mouvement. La philosophie en fait un passage du mythologique à l'évènementiel sous diverses formes, chronologie, évocation, évolution, révolution et durée. Chaque civilisation humaine se dote d'outils de mesure du temps, de calendriers appropriés pour organiser la vie en société. Jadis mesuré par des phénomènes périodiques, cycles lunaires, saisons, déplacements de l'ombre, le temps a ensuite été mesuré par la succession des tâches, la généalogie jusqu'à l'horloge y compris l'horloge atomique d'une extrême précision.

Au plan sociologique, la conception que se fait une société du temps détermine pour une large part sa façon de l'aménager ou de le gérer. Dans les sociétés traditionnelles, l'espace est

d'une réalité subjective objectivée. Il rythme la vie sous forme de durées successives, de mouvements apparents de la matière, y compris de l'homme. Il a pu être mesuré dans de nombreuses disciplines scientifiques, qu'il s'agisse de l'âge de l'univers, de l'apparition de la vie puis de l'homme sur terre en passant par la formation de celle-ci. Il serait vain de spéculer sur la période d'avant formation de l'univers. Aussi, la science s'en tient-elle au big bang comme point de départ, instant zéro ou presque, appelé temps de Plank ( $5.4 \cdot 10^{-44}$  secondes), une sorte de transit entre deux états de la nature.

Du coup, le temps n'est pas une réalité autonome existant en elle-même, ne pouvant être dissocié de la matière bien qu'ayant ses propriétés propres comme peut l'avoir la chaleur, la couleur ou la hauteur. Il est créé par l'entropie tout comme la gravité crée le haut et le bas. Par la loi de la thermodynamique, le temps reste une succession ordonnée d'évènements irréversibles comme l'espace est ordre de coexistences. Il est malgré tout instant et durée, époque et intervalle. Grâce à la constance de la vitesse de la lumière, la distance peut être exprimée en temps. On dira que le soleil est à 8 minutes-lumière de la terre. Plus généralement, le temps est mesuré par divers objets, sous différentes unités de mesure ainsi que par rapport à des lieux, soit les fameux fuseaux horaires.

privilegié au temps vu la conquête de territoire, l'accaparement de terre. Au contraire, dans le monde moderne, ce qui prime c'est le temps voire la vitesse. Hier, le temps était sacré, et donc réservé aux dieux, aujourd'hui il est du capital. Une société peu soucieuse du temps est à dominance agraire, à faible division sociale du travail, à connexions interpersonnelles peu densifiées. Dans un tel environnement, point de souci de connaître l'heure, faute de besoin de coordination avec le reste de la société. Aussi, dans un Mali arriéré, le temps est-il peu important, il est abondant alors qu'ailleurs, hors de nous, il est rare et tout rapport à lui est plus tendu, nerveux. Ailleurs, la technologie et la technique ont fait gagner du temps, gain aussitôt absorbé par la course à la croissance, à l'accroissement du rendement du capital, à l'accélération de la circulation de l'argent. La concurrence est passée de l'espace au temps qui, désormais consacre une part décisive de l'avantage compétitif.

Au moment où la vitesse ou la rapidité est devenue le moteur du dynamisme des sociétés, le Mali se plaint dans la lenteur, la lourdeur et l'inaction face aux impératifs, face même aux tâches quotidiennes pour lesquelles l'on est payé. Pour qui se prend-on quand on prend tout son temps juste pour inaugurer un ouvrage. Que gagne-t-on à laisser le désastre s'installer dans la fourniture de services publics qu'on doit aux usagers payeurs. Quel signal envoie-t-on à distribuer à tout va jours chômés sur jours fériés. Avons-nous seulement conscience que désormais la rapidité dévore la lenteur et non plus le gros, le petit. Au siècle passé, le monde a connu deux guerres et deux révolutions majeures, aujourd'hui il connaît guerre et révolution dans le même événement, c'est dire combien le temps s'accélère. Sa mesure sociale est passée de la semaine à la seconde voire à la nanoseconde.

La relation d'une société au temps est aussi sa relation au développement. Une économie de subsistance ne produit pas la discipline, ni l'accélération ou la précision du temps. Quand un émigré malien revient au pays, il raconte invariablement combien les gens sont pressés à l'autre bout du monde, course sur course, frénésie totale, tandis qu'ici tout le monde est indolent, a son temps, ne se presse jamais. Là-bas, l'on manque de temps, aussi se garde-t-on de le perdre, ici le temps paraît nous obéir, se soumettre à nous. Là-bas, les conseils pour ne pas perdre de temps ou ne pas en gaspiller sont légion, les activités chronophages sont épinglées, celles justement prisées ici telles que rester connecter en permanence, chercher à résoudre tous les problèmes des autres, faire des choses sans aucune conviction juste pour faire plaisir à la société, procrastiner, bavarder sans cesse, vivre dans le passé, etc.

Il existe pourtant une abondante littérature sur la gestion efficace du temps. Invariablement, l'on y trouve 5 règles fondamentales, à savoir (i) se fixer des objectifs, afin de se donner une source de motivation, une direction à suivre et donc se fixer un cap à atteindre, (ii) définir ses priorités en accordant plus de temps aux tâches les plus importantes et moins à celles qui apportent peu, (iii) se fixer une limite de temps, afin de canaliser son énergie et rester concentré sur ce qui est à faire, (iv) planifier, pour avoir une vue d'ensemble de ses activités en distinguant ce qui est à faire aujourd'hui de ce qui est à faire dans la semaine ou dès que possible, (v) réaliser une tâche à la fois, sachant que trop peu d'individus seraient capables d'exécuter plusieurs tâches à la fois tout en restant concentrés et vigilants.

En croisant urgence et importance des tâches, la définition des priorités a été schématisée (matrice d'Eisenhower) pour aider à mieux agir. Encore faudrait-il savoir ce qui est important et éviter que l'urgence ne prédomine notre instinct. Il urge que l'on apprenne à intégrer le temps dans notre référentiel de tous les jours, et comme dirait Einstein, à défaut de travailler vite, au moins travaillons tout le temps.

## Résumé exécutif

Le Rapport annuel décrit les activités et la situation financière en 2021 du Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT). L'année 2021 a été marquée, au Mali, par la persistance de la pandémie de COVID-19 apparue en mars 2020, l'instabilité sociopolitique à la suite de deux coups d'État militaire survenus respectivement en août 2020 et en mai 2021 et des sanctions économiques et financières imposées sur le Mali par la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO) et l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UÉMOA).

La pandémie de COVID-19, en plus de ses 6 184 100 de décès parmi ses 500 850 609 de victimes dans 170 pays à travers le monde au 12 avril 2022, a conduit à l'arrêt total ou partiel des activités économiques dans tous les secteurs. Dans de nombreux pays, plusieurs mesures sanitaires ont été mises en place allant des recommandations sanitaires à la fermeture totale de l'économie dans le but de freiner la propagation du coronavirus (SARS-CoV-2), responsable de la maladie de COVID-19. Au Mali, la COVID-19 a causé la mort de 729 personnes parmi 30 566 personnes infectées à la date du 10 avril 2022. À l'instar d'autres pays, le Mali a mis en place, depuis le 17 mars 2020, plusieurs mesures de prévention dans le but ultime de prévenir et freiner la propagation du coronavirus et d'atténuer ses conséquences sanitaires. Les principales mesures de préventions prises par les autorités politiques maliennes ont été (i) la fermeture des frontières aérienne et terrestre sauf au transport de marchandises; (ii) la fermeture des écoles, bars et restaurants ; (iii) la recommandation de fermeture des lieux de cultes ; (iv) les mesures de comportement-barrière telles que la distanciation sociale ; (v) le couvre-feu nocturne de 21H à 5H et (vi) l'interdiction de tout rassemblement de plus de 50 personnes.

L'année 2021 a également été marquée par une instabilité sociopolitique ayant abouti en mai à un coup d'État militaire. Le fonctionnement des institutions démocratiques a été entravé à la suite d'un soulèvement populaire débuté en juin 2020 et de deux coups d'État militaires survenus les 18 août 2020 et 24 mai 2021. Afin de favoriser un retour à l'ordre constitutionnel, une concertation nationale s'est tenue, une charte de transition a été élaborée, un Président de transition a été désigné. De même, un Gouvernement de transition et un organe législatif ont été mis en place. Le gouvernement de transition a élaboré et présenté au Conseil national de transition un plan d'action comportant quatre axes prioritaires (renforcement de la sécurité ; réformes politiques et institutionnelles ; organisation des élections générales ; promotion de la bonne gouvernance et de l'adoption d'un pacte de stabilité sociale) pour une durée initiale de 18 mois. En janvier 2022, alors qu'il ne lui restait que quelques mois avant le temps imparti, le gouvernement de transition a indiqué l'impossibilité de réaliser son plan d'actions avant l'échéance consentie. Les discussions sont en cours avec les organisations sous-régionales (CÉDEAO et UÉMOA) pour convenir d'une durée supplémentaire pour parachever la transition.

En fin 2021 et début 2022, le Mali a subi de lourdes sanctions économiques et financières imposées par la CÉDEAO et l'UÉMOA pour non-respect du protocole de bonne gouvernance. Ces sanctions, toujours en vigueur, malgré l'ordonnance de sursis émise par la Cour de justice de l'UÉMOA, sont notamment :

- ✓ la fermeture des frontières terrestres et aériennes;
- ✓ la suspension des transactions commerciales (sauf pour les produits de première nécessité, médicaments, électricité, etc.);

- ✓ le gel des avoirs du peuple malien dans la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCÉAO);
- ✓ le rappel des ambassadeurs des États membres de la CÉDÉAO.

Tout comme en 2020, GREAT a mené plusieurs activités dans les domaines des études et recherche, des enquêtes, des formations et renforcements de capacités, des disséminations de résultats, des publications, de l'initiation et l'animation de partenariats, du fonctionnement institutionnel et du suivi budgétaire.

Les études et recherche ont couvert un certain nombre de thématiques à savoir (i) le développement durable, (ii) la santé et l'assainissement, (iii) l'information et les réseaux sociaux, (iv) l'identité sociale, (v) les inégalités de genre, (vi) l'inclusion sociale, (vii) les finances locales, (viii) l'intégration et la mondialisation, (xiv) la gouvernance, (x) l'évaluation de politiques et programmes.

La thématique de développement durable aborde les problèmes et priorités de développement et présente les tendances de mise en œuvre des ODD au Mali. La thématique santé et assainissement porte sur les politiques sociales et de prévention de la Covid-19 au Mali, les impacts de la Covid-19 sur l'économie ainsi que la perception des citoyens sur l'accès au WASH. L'information et les réseaux sociaux s'intéressent aux acteurs et usages des TIC et des réseaux sociaux. L'identité sociale se focalise sur la perception de l'identité nationale et de groupe, la place de la chefferie traditionnelle ainsi que les arts comme vecteur de co-construction du savoir. Les inégalités de genre abordent les problèmes des inégalités entre les sexes et les violences basées sur le genre au Mali, la question des inégalités d'emploi pour les femmes et les jeunes dans les secteurs de l'économie malienne et la question de représentativité des femmes dans les instances de décision au Mali. L'inclusion sociale porte sur la question du chômage et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre au Mali, et la problématique de protection sociale ainsi que la distribution et la redistribution du revenu. Les finances locales traitent de la fiscalité et des dépenses budgétaires des communes en particulier et des collectivités du Mali en général sur la période 2016-2020. L'intégration et la mondialisation portent sur les influences positives de la Chine et mitigées de la région et présentent les résultats de l'étude d'évaluation d'impact de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) réalisée dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale du Mali en matière d'intégration économique continentale. La gouvernance aborde les questions liées à la corruption dans les services publics, à la direction de marche du pays, à la confiance dans les institutions et à la crédibilité des élections. Finalement, la thématique de l'évaluation de politiques aborde les performances du gouvernement dans divers domaines sociaux et économiques, présente la synthèse des résultats sur l'évaluation d'une politique d'assainissement et celle de l'évaluation d'un projet d'autonomisation des femmes. Au total, il a réalisé plus de 20 études et recherches (24) en 2021 contre une dizaine d'études et recherche en 2020. Ce nombre est également supérieur à celui de 2019 (18 études et recherche), période avant la COVID-19. Cependant, GREAT a postulé à 6 marchés qui se sont avérés infructueux.

La direction exécutive de GREAT a mené, en 2021, plusieurs enquêtes aussi bien quantitatives que qualitatives seule ou en collaboration avec divers partenaires (Afrobarometer, BP, World Economic Forum, ONDD, SWEDD, ODHD, AERC, CNDIFE).

Durant l'exercice 2021, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement des capacités au profit de ses partenaires et groupes cibles en élaboration de la Matrice de comptabilité sociale (MCS) et en Excel approfondi. Le personnel de GREAT a aussi suivi une

formation en Excel appliqué à la modélisation macroéconomique pour un renforcement de ses capacités en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

Des activités de communication, on peut retenir deux disséminations respectivement sur "La mesure de la migration au Mali" et "Les tendances de mise en œuvre des ODD", un café sur le thème "Conservation du savoir endogène". GREAT a aussi participé à cinq séminaires et conférences que sont respectivement "la réunion RTT/UEMOA", "sensibilisation des entreprises à la collecte de données STI", "l'audience publique CVJR", "l'environnement, arts et culture " et "la réunion du Réseau francophone d'IBP " ainsi qu'à trois ateliers de validation scientifique que sont "Examen technique du Rapport sur les finances locales", "Examen technique du Profil de pauvreté communale" et "Examen technique du Rapport national sur le développement humain". En termes d'activités de publication, GREAT a publié 5 Great\_Cahiers, 12 Great\_Savoir et 14 Great\_Formation.

De la programmation des activités 2022, GREAT prévoit une quarantaine d'études et recherche et trois enquêtes. De même, sept activités de formation et de renforcement des capacités sont programmées.

## Introduction

Le présent Rapport annuel présente les activités réalisées en 2021 par le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT). L'organisation a ainsi poursuivi d'une part les activités entamées en 2020, d'autre part, elle a initié de nouvelles études et recherche au cours de l'année 2021.

L'année 2021 marque la deuxième année de survenue de la pandémie de la COVID-19 avec ses conséquences sur les activités des ONG en général et celles de GREAT en particulier. En effet, en plus du ralentissement des déplacements à l'extérieur, certains partenaires ont justifié leurs baisses d'activités à destination du Mali pour cause de pandémie, privant du coup GREAT de potentielles opportunités de recherche.

Sur le plan national, à peine étions-nous en train de sortir de la Covid-19 par une stratégie d'adaptation que le Mali a plongé dans une instabilité politique avec comme corollaire le Coup d'Etat militaire de 2020 qui a renversé le régime d'IBK déjà décrié par les populations. A la suite de nombreuses négociations avec la communauté internationale à travers la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO), une échéance de 18 mois devant aboutir à l'organisation d'élections présidentielles, délai également remis en cause par le débarquement du Président de la transition et de son Premier ministre à la suite d'un remaniement ministériel, avait été négocié. Depuis, le Mali subit les conséquences des sanctions aussi bien de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UÉMOA) que de la CÉDEAO par le gel de ses avoirs dans les banques de la sous-région et la fermeture de ses frontières mais aussi la détérioration des relations entre le Mali et la France, l'ancienne puissance coloniale.

Malgré ce contexte international et même national défavorable, GREAT a continué à travailler dans ses domaines de compétences mais beaucoup plus avec des partenaires nationaux, en premier lieu l'ODHD et la CT/CSLP sur financement du PNUD. En 2021, GREAT a réalisé plus de 20 études et recherche (24) contre une dizaine d'études et recherche en 2020, marquant du coup la reprise normale des activités nonobstant la présence de la Covid-19. Il faut noter que ce nombre est même supérieur à celui de 2019 (18 études et recherche) qui coïncidait à une période relativement normale.

Ces études et recherche ont été réalisées conformément aux champs d'activités de GREAT, à savoir, Développement durable, Santé et assainissement, Informations et réseaux sociaux, Identité sociale, Inégalités de genre, Inclusion sociale, Finances locales, Intégration et mondialisation, Gouvernance et Evaluation de politiques. De plus, GREAT a pu mener au cours de l'année 2021, 7 enquêtes qualitatives et quantitatives au compte de divers partenaires.

En plus des ateliers de dissémination des résultats de recherche, GREAT communique également avec les utilisateurs des résultats de recherche à travers son site web ([www.greatmali.net](http://www.greatmali.net)). GREAT assure sa publication par les Great\_Cahiers, Great\_Savoir et Great\_Formation, etc.

Le présent rapport annuel est réparti en 9 parties, à savoir les études et recherche, les enquêtes, la formation et les renforcements de capacités, la dissémination, les publications, les partenariats, le fonctionnement institutionnel, le suivi budgétaire et la programmation 2022.

# 1. Études et recherche

Cette section présente les activités d'études et de recherches réalisées par GREAT durant l'année 2021. Ces activités portent sur plusieurs thématiques dont les plus importantes ont été le développement durable, la santé et l'assainissement, l'information et les réseaux sociaux, l'identité sociale, les inégalités de genre, l'inclusion sociale, les finances locales, l'intégration et la mondialisation, la gouvernance et l'évaluation de politiques publiques.

## 1.1. Développement durable

Cette sous-section porte sur les questions de développement durable au Mali. Dans un premier temps, elle aborde les problèmes et priorités de développement, et dans un second temps, elle décrit les tendances de mise en œuvre des ODD au Mali.

### 1.1.1. Problèmes et priorités de développement



Les résultats des enquêtes d'Afrobarometer (2020) menées au Mali montrent que le gouvernement malien devrait s'attaquer à plusieurs problèmes. Les quatre

préoccupations les plus importantes selon plus de trois maliens sur dix sont les suivantes :

- ✓ le crime et l'insécurité
- ✓ l'éducation
- ✓ la santé
- ✓ l'insécurité alimentaire

Pour ces quatre préoccupations, il ressort que moins de deux maliens sur cinq estiment que le gouvernement malien y répond mal.

Problématique	Les Maliens et maliennes sont préoccupés par divers problèmes auxquels ils/elles attendent des réponses efficaces du gouvernement malien.
Pertinence politique	✓ Asseoir les politiques de développement sur les besoins des populations
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ CSLP (2018), Le Mali à bâtir – Rapport de l'enquête diagnostic de la société malienne, septembre</li> <li>✓ CSLP, PNUD (2016), Identification et opérationnalisation des priorités de développement durable du Mali, décembre</li> <li>✓ République du Mali (2018), Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019-2023), décembre</li> <li>✓ ONU (2015), Transformer notre monde : Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, Résolution adoptée à la 70ème session de l'Assemblée générale le 25 septembre 2015, 21 octobre</li> <li>✓ UA (2014), Agenda 2063 – L'Afrique que nous voulons, août</li> <li>✓ UN Development Group (2016), Reviewing National Plans and Adaptive SDGs to National Contexts, Module 4</li> </ul>
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants et répondantes. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des unités primaires d'échantillonnage et des répondants se fait de façon aléatoire.
Données utilisées	✓ Base de données de l'enquête d'Afrobaromètre 2020, Round 8
Principaux résultats	Les problèmes les plus importants auxquels le Mali fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer sont par ordre d'importance selon plus de 3 maliens

	<p>sur 10 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le crime et l'insécurité ;</li> <li>✓ l'éducation ;</li> <li>✓ la santé ;</li> <li>✓ l'insécurité alimentaire.</li> </ul> <p>En matière de performance du gouvernement pour répondre à ces préoccupations, environ 2 maliens sur 5 estiment que le gouvernement malien répond mal à la plupart des préoccupations importantes.</p>
Recommandations	<p>Les résultats impliquent que le gouvernement devrait fournir davantage d'effort pour répondre efficacement aux préoccupations des Maliens dans les domaines de l'insécurité, de l'éducation et l'insécurité alimentaire. Cependant, il devrait continuer les efforts dans les autres domaines pour lesquels la population considère qu'il performe.</p>

### 1.1.2. Tendances de mise en œuvre des ODD au Mali



En septembre 2015, à New York, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté un programme définissant 17 objectifs assortis de 169 cibles dont l'atteinte contribuera à l'amélioration des conditions de vie de tous et dans tous les pays.

Depuis janvier 2016, les Objectifs de développement durable (ODD) ont pris le relais des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans l'Agenda de développement des Nations-unies et sont

supposés corriger certaines faiblesses des OMD en ayant un caractère universel et en combinant les trois dimensions du développement durable, à savoir l'économique, le social et l'environnemental. Les 17 ODD et les 169 cibles du Programme de développement post 2015 sont suivis et examinés à l'aide d'une série d'indicateurs mondiaux (232 pour l'ensemble des cibles). Les gouvernements élaborent aussi leurs propres indicateurs nationaux afin d'aider à suivre les progrès réalisés sur les objectifs et cibles. Au niveau national, chaque pays se doit de fixer ses priorités et d'élaborer un plan national d'opérationnalisation des ODD afin d'optimiser ses chances d'atteinte des ODD à l'horizon fixé.

Le Mali souscrit aux ODD, s'est engagé à les atteindre en cohérence avec son cadre général de planification et de gestion du développement.

Problématique	<p>En février 2016, la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement a été lancée pour promouvoir l'information, la sensibilisation et l'appropriation des ODD en vue d'assurer un leadership fort du Gouvernement afin d'assurer leur prise en compte et intégration dans les politiques et stratégies de développement garantissant leur opérationnalisation.</p> <p>La mise en œuvre et le suivi-évaluation des ODD s'effectuent à travers le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019-2023), adopté en Conseil des ministres, le 29 mai 2019, et formellement approuvé par le Décret n° 2019-00488/P-RM du 05 juillet 2019, comme document de politique nationale.</p> <p>Le CREDD 2019-2023 est une référence pour la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des différentes politiques et stratégies de développement tant au niveau national que sectoriel et constitue le principal instrument de négociation et de dialogue avec les partenaires au développement. Il capitalise les résultats du CREDD 2016-2018 en vue d'une Stratégie nationale de transformation économique et sociale du Mali et s'inscrit également dans la perspective de l'Agenda 2030 des Nations-unies</p>
---------------	--

	<p>et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine</p> <p>Le Gouvernement a adopté le Décret n°2018-0623 /PM-RM du 08 août 2018 fixant les mécanismes institutionnels de pilotage et de suivi-évaluation du CREDD et des ODD qui assure un dispositif unique de mise en œuvre et de suivi-évaluation du CREDD et des ODD</p>
Pertinence politique	<p>L'année 2020 étant la cinquième année de mise en œuvre des ODD, il s'avère nécessaire d'en faire le bilan de la mise en œuvre à mi-parcours et de dégager les principales tendances avec la participation de toutes les parties prenantes au processus. Cette étude permet d'élaborer le rapport sur les tendances de mise en œuvre des ODD au Mali de 2016 à 2020 et de dégager des orientations pour les années qui restent. Plus spécifiquement, elle vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ décrire l'évolution des cibles et indicateurs ODD de 2016 à 2020 en vue d'apprécier les progrès réalisés ;</li> <li>✓ donner l'état des lieux des indicateurs, objectif par objectif et conformément aux différentes cibles ;</li> <li>✓ faire le bilan des réformes en cours, en vue d'identifier les risques et contraintes qui entravent l'atteinte des ODD ;</li> <li>✓ dégager les défis à relever et formuler des propositions de mesures en vue de mettre en œuvre des interventions prioritaires sous la forme d'un plan d'actions concourant à l'accélération des cibles et indicateurs ODD ;</li> <li>✓ capitaliser/identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques.</li> </ul>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ AEDD (2021), Fonds climat Mali – Rapport annuel 2020 des activités du Fonds d'affectation spéciale du Mali pour le climat, 24 mai</li> <li>✓ CT/CSLP, Rapport intérimaire des ODD, Aout 2017</li> <li>✓ DPR (2017), Objectifs de développement durable – Quel dispositif d'évaluation des ODD?</li> <li>✓ Mahmoud Ghoul (), Examen, suivi &amp; évaluation des objectifs de développement durable –Nouveautés, spécificités et défis</li> <li>✓ GNUD (2020), Suivi et évaluation – Note d'orientation complémentaire relative aux PNUAD</li> <li>✓ INSEE (2020), Indicateurs pour le suivi national des objectifs de développement durable – Chiffres détaillés, 19 décembre, <a href="http://www.insee.fr/fr/statistiques/2654964">www.insee.fr/fr/statistiques/2654964</a></li> <li>✓ PIKETTY Thomas, L'économie des inégalités. – 5e éd. – Paris : La Découverte, 2004. – (Repères ; 216) ISBN 2-7071-4291-3</li> </ul>
Méthodologie	<p>Elle va de la collecte des données et des bases de données au traitement de l'ensemble des données recueillies ou générées en vue de produire des tableaux de résultats et de tracer des courbes d'indicateurs en passant par l'estimation des données manquantes et celle des cibles à l'horizon 2030</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données macroéconomiques de l'INSTAT et de la DNPD</li> <li>✓ Données d'enquêtes budget-consommation et les statistiques d'ordre général des CPS</li> <li>✓ Données spécifiques à des secteurs d'activités au regard des indicateurs ODD des directions sectorielles</li> <li>✓ Données EMOP de l'INSTAT</li> <li>✓ Données EAC de la CPS développement rural</li> <li>✓ Base EDS.</li> </ul>
Principaux résultats	<p>Les résultats enregistrés par le pays dans la mise en œuvre du CREDD et des ODD de façon spécifique ont permis de mesurer les performances et d'apprécier les défis et contraintes sur le chemin de l'atteinte des cibles visées. Ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Progrès en matière de lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté mais beaucoup d'efforts sont encore nécessaires si l'on ne veut laisser personne de côté.</li> <li>✓ Des années de réduction significative de la pauvreté puissent encore être suivies d'années d'augmentation de la pauvreté monétaire en 2019 alors qu'elle baissait depuis 2016.</li> <li>✓ Il faut près de deux fois plus d'argent en 2019 qu'en 2016 pour sortir tous les pauvres de la pauvreté, 857 milliards fcfa contre 464 milliards.</li> <li>✓ Sur la même période l'extrême pauvreté a aussi cru, touchant encore plus d'un malien sur cinq.</li> <li>✓ Plus symptomatique, la pauvreté comme l'extrême pauvreté touche davantage les</li> </ul>

	<p>enfants, indépendamment du sexe. Même la pauvreté multidimensionnelle touche plus les enfants que les autres couches de la société.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ En matière de protection sociale, le Mali est loin de pouvoir prétendre à une couverture universelle pour tous, tant les taux sont bas et la progression très lente, laissant sur le bord de la route surtout les enfants, les pauvres et les chômeurs.</li> <li>✓ L'égalité des sexes demeure encore un défi très important au Mali tellement les femmes sont sous-représentées dans les instances publiques de décision (moins de 10% au parlement et à peine 15% aux postes de direction) et tellement sont élevées les prévalences des VSBG contre les femmes et les filles avec en tête les violences psychologiques ou émotionnelles (plus du quart des femmes en couple).</li> <li>✓ L'électricité reste encore d'un accès très limité au Mali, mais sans doute pas pour longtemps quand on observe le grand boom opéré depuis 2019 suite à l'invasion de l'énergie solaire dans les foyers, y compris en milieu rural, suite à la diminution importante du prix de cette source d'électricité.</li> <li>✓ Le taux d'électrification est passé de 25% en 2018 à plus de 70% en 2019. Seulement les possibilités d'usages multiples (par exemple en dehors du seul éclairage) de cette électricité demeurent faibles et encore plus lorsqu'il devrait s'agir d'usage productif comme dans l'artisanat de production.</li> <li>✓ Le taux de chômage fait moins de 10% de la main-d'œuvre mais demeure plus élevé chez les jeunes de moins de 25 ans et chez les personnes souffrant de handicap comme les infirmes et les handicapés visuels.</li> <li>✓ Une forte proportion de jeunes de moins de 25 ans ne sont ni en emploi, ni à l'école ni en formation, de vrais désœuvrés potentiellement mobilisables pour toute cause pouvant procurer un tant soit peu de quoi survivre.</li> <li>✓ Très faible part de l'industrie manufacturière dans la création de richesse, moins de 18% du PIB de valeur ajoutée manufacturière, pour moins de 1% de l'emploi total de surcroît, en baisse depuis 2017.</li> <li>✓ Plus de 2 maliens sur 5 vivent en 2019 avec un revenu de plus de 50% inférieur au revenu moyen, une proportion encore plus élevée chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. Les inégalités ont fortement augmenté en 2019 et auront augmenté régulièrement sur toute la période 2015-2019.</li> <li>✓ A peine 22% de la population sont des utilisateurs d'Internet, moitié moins en milieu rural (11%) et plus de deux fois plus en milieu urbain (53%), une trop grande inégalité entre les deux milieux.</li> <li>✓ En matière de consommation et de production durable, il a été difficile de disposer de statistiques fiables permettant de mesurer le gaspillage alimentaire ainsi que les pertes post-récoltes.</li> <li>✓ Les données EAC sont assez pauvres pour renseigner correctement ce genre d'indicateurs. Pour la seule année 2019 où des données parcellaires ont pu être exploitées, on enregistre des taux de perte de récoltes très importants en ce qui concerne la pastèque, jusqu'à plus de 25 tonnes pour 10 000 récoltées et plus 2.5 fois plus chez les petits producteurs (moins d'un ha de superficie).</li> <li>✓ Au regard du changement climatique ou de l'environnement, on peut dire que suffisamment de stratégies, plans et programmes sont adoptés et en cours de mise en œuvre même si en soi, cela ne présage pas de capacités réelles de résilience ni de préservation de la biodiversité. Environ 20% de la superficie émergée du pays sont couvertes de forêts et de savanes boisées et arbustives, de même que les aires protégées représentent près de 14% des sites de biodiversité.</li> </ul>
Recommandations	<p>Pour atteindre des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, il est suggéré :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ une meilleure implication de l'ensemble des parties prenantes (Gouvernement, Société civile, Secteur privé et Partenaires au développement) dans la mise en œuvre des ODD</li> <li>✓ la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation performant permettant de produire à date les informations nécessaires au pilotage, au suivi et à l'évaluation du CREDD et des ODD</li> <li>✓ l'amélioration de la couverture de la protection sociale par les structures qui en ont la charge</li> <li>✓ une plus grande exploitation des données d'enquête agricole par un renforcement conséquent des capacités de traitement et d'analyse des structures en charge des dites enquêtes et données</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ l'intégration des données du Système d'alerte précoce et de l'Observatoire du marché agricole dans l'analyse des données permettant d'établir le niveau des indicateurs ODD</li> <li>✓ l'élaboration d'un plan d'actions de mise en oeuvre des ODD en vue de leur atteinte</li> <li>✓ mettre en place une base de données suffisante pour leur suivi régulier</li> <li>✓ assurer une cohérence entre les rapports pour la revue CREDD et pour les ODD voire faire du rapport sur les ODD un élément à intégrer dans la revue CREDD</li> </ul>
--	--

## 1.2. Santé et assainissement

Une eau non potable, un assainissement médiocre et de mauvaises habitudes d'hygiène constituent les principales voies de transmission de maladies féco-orales dont la diarrhée. Cette maladie est l'un des problèmes de santé publique les plus importants au Mali. Selon les données de l'UNICEF, seulement la moitié des écoles dispose d'un point d'eau amélioré et moins de 20% des écoles disposent de toilettes fonctionnelles, suffisantes et séparées pour les garçons et les filles. En outre, plus d'un million de personnes au Mali pratiquent encore la défécation à l'air libre, ce qui a un impact direct sur la santé, la dignité et la sécurité des communautés. Alors que près de 80% de la population malienne ont aujourd'hui accès à des sources améliorées d'eau potable, ce nombre diminue considérablement dans les zones rurales et se tient à moins de 70%. Les déplacements internes dans les zones touchées par le conflit ont limité encore plus l'accès des familles en déplacement à l'eau potable et à l'assainissement. Pour aborder cette thématique importante pour le cadre de vie des maliennes et maliens, GREAT a réalisé 3 études portant respectivement sur les politiques sociales et de prévention de la Covid-19 au Mali, les impacts de la Covid-19 sur l'économie ainsi que la perception des citoyens sur l'accès au WASH sur la base des données d'enquête Afrobarometer.

### 1.2.1. Politiques sociales et de prévention de la Covid-19 au Mali



Les principaux résultats de l'étude sur les politiques sociales et de prévention de la Covid-19 au Mali montrent que l'Etat s'est engagé dès le début de la pandémie à soutenir les ménages vulnérables et a mis en place une série de mesures de soutien économiques qui devraient permettre aux ménages vulnérables de surmonter les effets négatifs des mesures préventives. Toutefois dans la pratique, bien que les ménages pauvres soient les plus touchés en termes de

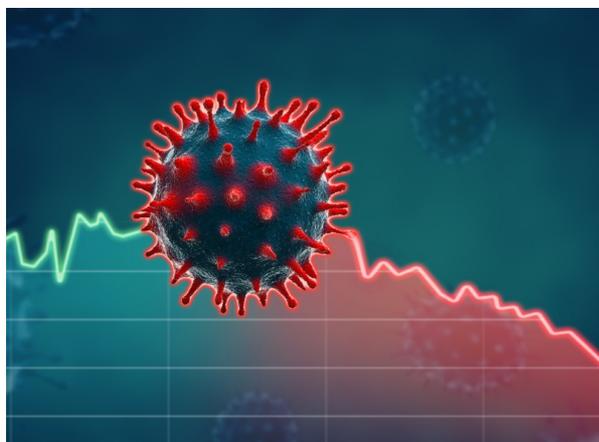
perte d'emploi et de revenu, d'incapacité d'accès aux services de bases (eau potable, alimentation etc.) et d'insécurité alimentaire liée à la COVID-19, ces ménages vulnérables ont le moins bénéficié de l'aide gouvernementale et organismes non gouvernementaux. Ce qui tend donc à accroître les inégalités déjà importantes au Mali.

Les raisons de ce résultat mitigé, sont d'une part le mauvais ciblage des ménages vulnérables et d'autre part la non-inclusivité de ces mesures dans la mesure où les acteurs des différents secteurs touchés par la pandémie et les mesures préventives n'ont été ni consultés, ni associés dans l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures de soutien.

Problématique	La pandémie de COVID-19, en plus de ses millions de victimes dans plus de 180 pays à travers le monde, a conduit à l'arrêt total ou partiel des activités économiques dans plusieurs secteurs (Alfaro and Jeong, 2020). Dans la plupart des pays, diverses mesures sanitaires ont été mises en place allant des recommandations sanitaires à la fermeture totale de l'économie dans le but de freiner la propagation du coronavirus (SARS-CoV-2), responsable de la maladie de COVID-19. Au Mali, la COVID-19 a causé la mort de 137 personnes parmi 3 657 personnes infectées à la date du 6 novembre 2020 (INSP, novembre 2020). Selon OCHA (septembre 2020), la pandémie a touché 9 régions administratives et 36 des 75 districts sanitaires au 30 août 2020. La majorité des cas de contamination à la COVID-19 sont détectées à Bamako (49.6%) suivies par les régions de Tombouctou (18.5%) et Mopti et Koulikoro (8.3%) (UNICEF, septembre 2020). Bien avant la déclaration de l'urgence sanitaire au Mali et l'apparition du premier cas positif le 25 mars 2020, le gouvernement malien, à l'instar d'autres pays africains ou d'ailleurs dans le monde, a mis en place, depuis le 17 mars 2020, plusieurs mesures de prévention dans le but ultime de prévenir et freiner la propagation du coronavirus et d'atténuer ses conséquences sanitaires.
Pertinence politique	Ce rapport contribue d'une part, à documenter les mesures sociales et économiques du gouvernement du Mali face à la pandémie de COVID-19, et d'autre part, à examiner la manière dont l'inclusivité et les inégalités sociales en sont prises en compte. Les recommandations visent à orienter les futures politiques, recherche et pratiques en matière de mesures de prévention et de soutien social en situation de pandémie.
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Articles scientifiques ou académiques en lien avec la pandémie de COVID-19 au Mali ou ailleurs en Afrique ou dans le monde ;</li> <li>✓ Rapports d'institutions nationales ou internationales impliquées dans l'élaboration, la mise œuvre et le suivi des mesures économiques et sociales au Mali ;</li> <li>✓ Articles de presse portant sur la pandémie de COVID-19 au Mali ;</li> </ul>
Méthodologie	La méthodologie de ce rapport se présente en trois étapes. Premièrement, une exploration de la littérature et des documents officiels ont d'abord permis d'identifier l'ensemble des mesures de prévention et des mesures économiques de soutien qui ont été mises en place au Mali pour faire face à la pandémie. Deuxièmement, une enquête semi-dirigée auprès d'informateurs clés de divers secteurs de l'économie malienne qui sont touchés par la crise a été conduite. Cette enquête a permis de collecter l'information sur l'impact de la crise et des mesures de prévention sur les travailleurs, les mesures de résiliences adoptées par les acteurs et leurs implications dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la réponse de l'État. Enfin, une analyse quantitative est effectuée afin de mesurer l'impact de la crise sur les ménages vulnérables.
Données utilisées	Cette analyse utilise les données de l'enquête nationale sur l'impact du coronavirus sur les conditions de vie des ménages au Mali effectuée par l'Institut national de la statistique du Mali en collaboration avec la Banque mondiale.
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les ménages pauvres et les ménages ruraux sont les plus touchés en termes de pertes d'emploi et de revenu liées aux mesures sanitaires contre la COVID-19, de difficulté d'accès aux services de bases (eau potable, alimentation, etc.), d'insécurité alimentaire liée à la COVID-19;</li> <li>✓ A l'inverse, ces ménages vulnérables ont le moins bénéficié de l'assistance gouvernementale et organismes non gouvernementaux. Ce qui tend donc à accroître les inégalités déjà importantes au Mali ;</li> <li>✓ Les raisons de ce résultat mitigé, sont d'une part le mauvais ciblage des ménages vulnérables et d'autre part, la non-inclusivité de ces mesures dans la mesure où les acteurs des différents secteurs touchés par la pandémie et les mesures préventives n'ont été ni consultés, ni associés dans l'élaboration et la mise en place des mesures de soutien.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Améliorer le ciblage de l'aide financière afin de garantir que les ménages vulnérables notamment les ménages pauvres et les ménages ruraux puissent bénéficier de ces aides.</li> <li>✓ Renforcer la collaboration entre l'Etat et les acteurs des milieux professionnels touchés par la crise dans le but de mettre en place des mesures qui prennent en compte les spécificités de chaque secteur ;</li> </ul>

- ✓ Renforcer la coordination de l'assistance financière et l'accès des services sociaux de base aux ménages plus vulnérables avec les organisations humanitaires et les ONG, notamment ceux en insécurité alimentaire et affectés par des pertes d'emploi et de revenu

## 1.2.2. Impacts de la Covid-19 sur l'économie



L'objectif général de cette composante de l'étude d'impact de la Covid-19 est d'évaluer, à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable dénommé SIMALI, les impacts macroéconomiques, sectoriels et microéconomiques de la pandémie de la Covid-19 et des réponses politiques. Depuis son premier cas de Covid-19 survenu le 25 mars 2020, le Mali enregistrera à la date du 08 novembre 2021, 16 406 cas cumulés, 576 décès, 14 746 guérisons et 1084 cas actifs, ce qui correspond respectivement à 78, 3, 70 et 5 pour cent mille habitants, avec un taux de létalité de 3.5%. En août 2021, l'on dénombrait moins de 1% de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin, moins de 0.5% la deuxième dose. Bien que timide, la vaccination a pourtant permis de

ralentir le rythme des décès dès le deuxième mois des premières injections.

Face à la pandémie, plusieurs mesures de prévention et de lutte ont été explorées et mises en œuvre, dont (i) la suspension des vols commerciaux (sauf les vols de fret), (ii) la fermeture des frontières terrestres, (iii) l'instauration d'un couvre-feu de 21h00 à 05h00, (iv) la suspension de tous les rassemblements publics, (v) l'interdiction des rassemblements sociaux, sportifs, culturels et politiques de plus de 50 personnes, ainsi que des ateliers et séminaires, (vi) la fermeture des discothèques et des bars, (vii) la fermeture des sites d'orpillage et (viii) la fermeture des écoles, (ix) la diminution de deux heures des horaires de travail dans l'administration publique, (x) le port obligatoire du masque dans les espaces publics. En contrepartie, le gouvernement va mettre en œuvre un programme de protection sociale d'une valeur de près de 138 milliards de fcfa sous forme d'allègement de la TVA sur l'électricité pendant 3 mois, d'allègement tarifaire sur les importations de riz et de lait, de distribution alimentaire et de création d'un fonds spécial pour les ménages vulnérables.

### Problématique

- La contraction de la demande mondiale et la perturbation des chaînes d'approvisionnements en intrants et en biens intermédiaires ont impacté de nombreuses chaînes de valeur dans pratiquement tous les secteurs au Mali :
- ✓ dans le secteur agricole, la filière coton est très impactée, faisant subir aux producteurs des effets néfastes liés à la baisse des cours du coton (-25,69% au 19 avril 2020, Banque mondiale)
  - ✓ dans l'élevage, sans compter la filière viande, il était à craindre que la chute des exportations du bétail vivant (estimée à 20% par rapport à 2018 soit environ 28 milliards fcfa rien que pour le bovin) fragilise de nombreuses chaînes de valeur dans le sous-secteur et en zone rurale les conditions de vie des ménages pour lesquels ces exportations représentent une source de revenu importante.
  - ✓ A l'instar des autres pays, la pandémie Covid-19 a impacté directement ou indirectement toutes les activités économiques au Mali, certes à des degrés différents, entraînant une baisse du PIB réel de 4,8% en 2019 à -1,2% en 2020 pour un niveau de prévision de 6,3%.

Pertinence politique	La Covid-19 ainsi que les mesures prises par le gouvernement ont impacté un grand nombre d'indicateurs socioéconomiques. Ainsi, la croissance économique est passée de 4,8% en 2019 à -1,2% en 2020 pour un niveau de prévision de 6,3%, avec une baisse de la contribution de tous les secteurs économiques, moins 2 points de pourcentage les secteurs primaire et tertiaire et moins 1 point le secondaire. Le tourisme, l'hôtellerie et la restauration sont les secteurs d'activités qui en auront été les plus affectés négativement, secteurs déjà sous le choc des conséquences néfastes de l'insécurité et de l'extrémisme violent.
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bertrand Achou, Yann Décarie, Raquel Fonseca, Pierre-Carl Michaud, Julien Navaux (2020), La pandémie de COVID-19 et ses effets sur les finances publiques du gouvernement du Québec 2020-2035, Cirano Rapport de projet 2020RP-29</li> <li>✓ Benjamin Hadjibeyli, Guillaume Roulleau, Arthur Bauer (2021), L'impact de la pandémie de Covid-19 sur les entreprises françaises, Trésor-éco, n°282, avril</li> <li>✓ Health Policy Plus (2020), Estimation de l'impact économique du Covid-19 sur l'exportation d'or, la production de coton et la sécurité alimentaire au Burkina Faso, octobre</li> <li>✓ Nations-unies Mali (2020), Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali, 21 mai</li> <li>✓ OFCE (2020), Évaluation de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale, Revue de l'OFCE, 2020/2 166, pp.59-110</li> <li>✓ Patrick Plane (2020), La CEMAC face aux impacts du coronavirus Covid-19, Rapport FERDI avril</li> <li>✓ Karl Pauw, Jenny Smart, James Thurlow (2021), The Short-Run Economic Costs of COVID-19 in Developing Countries in 2020 – A synthesis of results from a multi-country modeling exercise, IFPRI Project note June 2021</li> <li>✓ PNUD (2020), Effets socioéconomiques potentiels du Covid-19 au Cameroun – Une évaluation sommaire, 31 mars</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Cette composante de l'étude d'impact de la Covid-19 porte exclusivement sur la modélisation en équilibre général calculable<sup>1</sup>. Le modèle est une actualisation du modèle SIMALI développé par la Cellule technique CSLP en partenariat avec la FERDI, l'ODHD, l'INSTAT et le GREAT. Au préalable, il y a eu une actualisation de la MCS élaborée à cet effet et qui portait sur les données des comptes nationaux 2013, lesquels comptes comprennent désormais les données agrégées et surtout désagrégées de 2015. Ces données sont relatives au TRE et au TCEI.</li> <li>✓ Une fois le modèle adopté, on l'exécute pour se rassurer qu'il tourne bien en restituant la situation de référence (2015) de l'économie. L'étape de simulation a consisté à déterminer les hypothèses de simulation. Celles-ci ont trait à la maladie elle-même telles les pertes de jours de travail pour raison de maladie ainsi qu'aux mesures prises par le gouvernement dans le cadre de lutte contre la Covid-19 ainsi que les réactions des agents économiques notamment les ménages et les entreprises.</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ MCS_2015 issue de la compilation du TRE et du TCEI tous de 2015.</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les impacts directs de la maladie en termes d'effets de jours de travail perdus par les travailleurs ayant contracté le virus auront finalement été faibles comparativement aux effets induits par les mesures prises par les autorités publiques surtout sanitaires.</li> <li>✓ Enregistrement de faibles effets négatifs, entre -0.02% et -0.01%, sur le PIB au coût des facteurs en volume, la demande de travail qualifié, les subventions publiques à la production, les recettes de TVA et la masse salariale de l'Etat.</li> <li>✓ Une importante baisse de la production est observée dans tous les secteurs d'activités se soldant dans bien de cas par une baisse du prix de la valeur ajoutée et partant du taux de rémunération des facteurs de production surtout le capital et particulièrement dans l'hôtellerie-restauration, les BTP, le commerce et les services de réparation.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La trop grande vulnérabilité du pays au commerce extérieur devrait inciter à</li> </ul>

	<p>davantage de politiques de promotion d'une production domestique autosuffisante car transformatrice de matières premières locales avec des services de réparation et de maintenance très au point</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mise en place d'une politique d'allocation-chômage à tout le moins du chômage technique aurait dû être initiée et expérimentée, ne serait-ce que dans les secteurs particulièrement touchés.</li> <li>✓ Initier une forme de subventions à la production, d'exemption fiscale tous azimuts aux secteurs un peu plus sinistrés que les autres.</li> </ul>
--	--

### 1.2.3. Hygiène, eau et assainissement



L'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène constitue un des défis majeurs des ODD. L'objectif 6 vise à garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable. Malgré les interventions des principaux acteurs, ONG, OSC et PTF, les défis demeurent énormes pour améliorer la situation que ce soit en termes d'infrastructures ou d'approches (formation, sensibilisation, etc.) à la vue de la situation globale. Selon l'enquête récente d'Afrobarometer au Mali, quatre ménages sur 10 manquent d'eau potable au moins

quelques fois, et la plupart des citoyens désapprouvent la performance du gouvernement en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement. La moitié des maliens – et encore plus en milieu rural – n'ont comme source d'eau potable ni le robinet ni la fontaine publique, mais s'approvisionnent par le biais de puits protégés ou non, d'eau de surface, et d'autres. En plus, une partie non négligeable des maliens font face à l'absence de latrines, surtout en milieu rural et dans les régions de Mopti, Kayes et Tombouctou. Face à ces défis, deux tiers des maliens pensent que la performance du gouvernement en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement est « plutôt mal » ou « très mal ». Dans le contexte sanitaire actuel de lutte contre la pandémie de la COVID-19, où une des mesures barrières est le lavage des mains à l'eau et au savon, les données d'Afrobarometer s'invitent dans le débat pour édifier la prise de décision.

Problématique	Malgré de nombreux efforts depuis les OMD, l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène n'est pas une réalité quotidienne pour des maliens, surtout en milieu rural. Lorsque l'on aborde la problématique de l'accès à l'eau, il faut distinguer d'un côté l'accès à des points d'eau améliorés et de l'autre l'assainissement. Le manque d'installations sanitaires de qualité provoque d'importants dégâts de santé publique. Chaque année, des milliers de personnes meurent d'une simple diarrhée.
Pertinence politique	Les résultats de cette étude pourraient aider à éclairer les politiques dans leurs prises de décisions s'agissant de la mise en œuvre des politiques sur le WASH.
Revue de littérature	✓ Rapports des organismes internationaux sur le sujet
Méthodologie	Analyse statistiques des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels en face-à-face
Données utilisées	✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars 2020 au Mali
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Plus de quatre Maliens sur 10 (42%) ont manqué d'eau potable pour les besoins domestiques « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours » au cours de l'année 2019. Cette privation était particulièrement fréquente dans les régions de Tombouctou (66%) et de Koulikoro (56%)</li> <li>✓ La moitié des maliens a accès, comme source d'eau potable, au robinet (25%) ou à la fontaine publique (26%). L'autre moitié obtient de l'eau pour les besoins</li> </ul>

	<p>domestiques aux puits protégés (27%) ou à d'autres sources d'eau (22%)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Plus de huit urbains sur 10 (82%) ont accès au robinet ou à la fontaine publique, contre juste quatre ruraux sur 10 (40%).</li> <li>✓ En matière d'assainissement, la plupart des ménages (87%) ont accès à des latrines fonctionnelles même si dans une large mesure (70%), la latrine est d'usage collectif, soit dans la concession ou en dehors</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le Mali doit pouvoir investir davantage dans les infrastructures d'eau et d'assainissement en vue d'atteindre l'ODD6 et du coup dans la satisfaction d'une des mesures barrières de lutte contre la pandémie de la COVID-19 à savoir le lavage des mains à l'eau et au savon.</li> </ul>

### 1.3. Information et réseaux sociaux

Les TIC et les réseaux sociaux connaissent un succès fulgurant dans notre pays. Ces nouveaux moyens de communication ont offert aux citoyens un nouvel espace d'auto-organisation pour bien mener leurs révolutions. Quels sont les acteurs et les usages des TIC et des réseaux sociaux ? Les résultats des enquêtes Afrobarometer de mars-avril 2020 au Mali révèlent que si une large majorité pensent que les politiciens sont plus susceptibles de diffuser des nouvelles qu'ils savent fausses, les usagers des réseaux sociaux les suivent étroitement. Certes les réseaux sociaux jouent un rôle de plus en plus important dans le processus démocratique, cependant, ils ont aussi bien des avantages que des inconvénients.



Si jadis, un réseau ou groupe social « non-virtuel » permettait à un regroupement de personnes ou d'organisations d'échanger, de communiquer et de partager, tout en respectant les hiérarchies, leurs idées autour d'un sujet commun, aujourd'hui avec l'arrivée du WEB, un réseau social est un espace virtuel permettant aux individus ou aux organisations d'échanger, communiquer et partager des sujets, des événements, en plus de ce qu'il permettait autrefois, de faire leur propre promotion ou la promotion de leurs produits. Ainsi, depuis environ une dizaine d'années, la fièvre des médias sociaux a frappé l'Afrique.

A cet effet, pour porter une analyse sur les sources d'information en général et les réseaux sociaux en particulier, les questions ci-après ont été posées aux citoyens maliens de plus de 18 ans : (i) Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ? A) Radio, B) Télévision,

C) Presse écrite, D) Internet, E) Les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp, ou autres, (ii) A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ? (iii) Dites-moi, s'il vous plaît, à quelle fréquence, dans ce pays, pensez-vous que les membres de chacun des groupes suivants diffusent des informations qu'ils savent fausses ? A) Les membres du gouvernement, B) Les politiciens et les partis politiques, C) Les médias et les journalistes, D) Les usagers des réseaux sociaux, E) Les activistes et les groupes d'intérêt.

Les résultats révèlent que majoritairement, les maliens reçoivent leurs informations par radio (85%) et par télé (67%). Aussi, ils nous renseignent, bien que les réseaux sociaux sont d'actualité, seulement 35% des maliens s'informent par ce biais. Les résultats révèlent également que 70% des maliens pensent que les politiciens diffusent sciemment les fausses informations suivies de 62% pour les usagers des réseaux sociaux. On retient aussi que la grande majorité (91%) pense que ces outils, les réseaux sociaux, rendent les gens plus réceptifs aux fausses nouvelles et (83%) pensent qu'ils rendent les

gens plus intolérants envers ceux qui ont des opinions politiques différentes. Ces résultats sont fiables avec une marge d'erreur de  $\pm 2.5\%$  à un niveau de confiance d'au moins 95%

Problématique	L'enthousiasme des africains pour les réseaux sociaux numériques a non seulement eu des répercussions significatives sur leur façon de vivre en communauté mais a également modifié leur manière d'accéder et de consommer l'information. Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont à l'origine de beaucoup de dérives et de scandales dans notre société. Ces dérives et scandales sont dus au paradoxe qui caractérise les réseaux sociaux. Ces réseaux forment un espace à la fois privé et public. Ce qui, au départ et par essence, est privé, peut être toujours rendu public volontairement ou par mégarde. Les réseaux sociaux sont devenus le nouvel eldorado pour certains déviants de la société et mécontents de notre pays
Pertinence politique	Le bien peut prendre la direction du mal et vice versa. Cette tournure que les réseaux sociaux ont prise dans notre pays interpelle notre responsabilité, la responsabilité de tout un chacun : du Président de la République au citoyen lambda. Il n'y a pas de liberté sans responsabilité sinon, on aboutit au libertinage, au désordre et à l'anarchie. A côté des dérives qu'entraînent les médias sociaux, ils ont une caractéristique de fournir des informations instantanées et en direct par audiovisuel grâce au développement de la technologie. Ce faisant, l'espace médiatique s'est beaucoup agrandi tout en brisant le monopole étatique sur les médias. Cependant, il donne aussi, la voix aux sans voix en leur permettant de s'exprimer sur des plateaux virtuels à travers la diffusion des résultats des enquêtes comme Afrobarometer.
Revue de littérature	✓ Le rapport du grand dialogue de la liberté d'expression et des réseaux sociaux,
Méthodologie	Analyse statistique des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels en face-à-face
Données utilisées	✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars 2020 au Mali
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pendant que 85% des maliens reçoivent leurs informations à travers la radio, seulement 15% reçoivent les leurs par la presse écrite et le quart des maliens par l'internet. Majoritairement, 67% des maliens s'informent par le biais de la télé.</li> <li>✓ Bien que les réseaux sociaux soient d'actualité, seulement 35% des maliens s'informent par ce canal.</li> <li>✓ Un quart des maliens (25%) s'informe au moins par deux autres sources en plus des réseaux sociaux. Les personnes utilisant trois sources d'information en plus des réseaux sociaux sont les plus nombreuses avec un score de 37% et les gens qui combinent toutes les quatre sources pré-énumérées avec les réseaux sociaux sont de 27%.</li> <li>✓ Parmi les 37% des maliens qui ont déclaré s'informer par le biais d'une combinaison de trois sources d'information (la radio, la télé et la presse écrite) en plus des réseaux sociaux, 30% s'informent par les réseaux sociaux + radio + télé + internet.</li> <li>✓ Si les politiciens et les partis politiques sont à la tête de ceux qui diffusent des nouvelles qu'ils savent fausses avec un score de 70%, ils sont dans ce sens suivis par les usagers des réseaux sociaux (62%), les médias et journalistes (59%), les activistes (54%), et les membres du gouvernement (47%).</li> <li>✓ Parmi les 69% des maliens qui ont entendu parler des réseaux sociaux, 41% pensent que ces outils (Facebook, Twitter, et WhatsApp) ont un effet « quelque peu négatif » ou « très négatif » sur la société contre 39% qui pensent le contraire et 20% qui trouvent lesdits effets ni positifs ni négatifs.</li> <li>✓ Toujours dans le même ordre d'idée, la grande majorité (91%) pense que ces outils, les réseaux sociaux, rendent les gens plus réceptifs aux fausses nouvelles.</li> <li>✓ Aussi, ils sont 83% des maliens à penser que ces mêmes outils, rendent les gens plus intolérants envers ceux qui ont des opinions politiques différentes. Malgré que 39% seulement des maliens pensent que les réseaux sociaux ont des effets positifs, ils sont 91% à penser que les réseaux sociaux informent les gens sur l'actualité et 81% à penser que ces outils aident les gens à avoir plus d'impact sur les processus politiques.</li> <li>✓ Les maliens sont plus en faveur de la régulation de l'accès aux réseaux sociaux et à l'Internet (62%) que de la protection de l'accès libre à ces outils (35%), 2% ne</li> </ul>

	<p>sont pour ni l'un ni l'autre et 1% se sont réservés de se prononcer.</p> <p>✓ Plus de huit maliens sur dix sont d'accord voire tout à fait d'accord que le gouvernement limite ou interdise le partage des nouvelles ou informations qu'il estime fausses, de tout discours de haine, c'est-à-dire des nouvelles, informations, ou opinions destinées à attaquer ou à diffamer certains groupes sociaux et des nouvelles, informations, ou opinions qui critiquent ou insultent le Président de la République par contre, seulement, quatre maliens sur dix sont d'accord ou tout à fait d'accord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage des nouvelles, informations, ou opinions que le gouvernement désapprouve.</p>
Recommandations	<p>✓ La mise en œuvre d'une politique de régulation de la diffusion des informations sur les réseaux sociaux qui reste jusqu'à date un moyen de communication dont l'ouverture nécessite plein de formalités administratives.</p>

## 1.4. Identité sociale

La littérature donne plusieurs définitions à l'identité sociale tout dépendant de la discipline scientifique abordée. Ainsi, l'identité sociale est définie par certains auteurs comme un ensemble de catégories ethniques auxquelles des habitants d'une certaine contrée s'identifient mutuellement alors que pour d'autres, elle correspond à tout ce qui permet à autrui d'identifier de manière pertinente un individu par les statuts, les codes, les attributs qu'il partage avec les autres membres des groupes auxquels il appartient ou souhaiterait appartenir. L'identité sociale est ainsi la conscience sociale que l'individu a de lui-même, mais dans la mesure où sa relation aux autres confère à sa propre existence des qualités particulières (Gustave-Nicolas Fischer, 2020). Pour aborder cette thématique, l'on s'est focalisé sur la perception de l'identité nationale et de groupe, la place de la chefferie traditionnelle ainsi que les arts comme vecteurs de co-construction du savoir. Les deux premiers thèmes sont des analyses tirées des enquêtes d'opinion Afrobarometer du round 8 tandis le dernier est un projet collaboratif avec Citizen Voice.

### 1.4.1. Identité nationale et de groupe



Les résultats de la plus récente enquête Afrobarometer (round 8) du Mali menée en mars-avril 2020, auprès de 1'200 individus, dont 50% de femmes, âgés de 18 ans et plus, révèlent que le plus grand nombre des maliens se sentent uniquement maliens (41%) et 33% autant malien que de leur groupe ethnique. Aussi, ces résultats nous renseignent de la fierté des maliens s'agissant de parler leur langue ou de porter leur tenue

traditionnelle ou culturelle en public. Malgré cette fierté identitaire, les maliens sont très favorables à toute forme de cohabitation excepté celle des homosexuels. On retient également de ces résultats que la grande majorité (80%) des maliens prône l'unicité du Mali tout en restant méfiant (à 77%) vis-à-vis de la plupart des gens dans leurs relations.

Les résultats sont issus du traitement des questions qui suivent (i) Quelle est la langue que vous parlez le plus chez vous actuellement ? (ii) A quelle ethnie ou groupe culturel appartenez-vous ? (iii) Supposons que vous ayez à choisir entre être malien(ne) et être de ton groupe ethnique ? (iv) Vous sentez-vous à l'aise : C) En parlant votre langue maternelle en public ? D) En portant votre tenue traditionnelle ou culturelle en public ? (v) De manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des

gens ou que vous devez être très méfiant dans vos relations avec les gens ? (vi) diriez-vous qu'il y a plus qui unit tous les Maliens en un seul peuple ou qu'il y a plus qui les divise ? (vii) Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres maliens sur la base de : B) Votre religion ? C) Votre ethnie ? (viii) Les maliens sont très divers. Ils sont de différentes religions, de différents groupes ethniques, de différents partis politiques, et de différents

milieux socioéconomiques. Dans l'ensemble, diriez-vous qu'il y a plus qui unit tous les maliens en un seul peuple ou qu'il y a plus qui les divise ? (ix) Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : A) Les personnes de religion différente, B) Les personnes d'autres groupes ethniques, C) Les homosexuels, D) Les immigrés ou les travailleurs étrangers, E) Des supporters d'un autre parti politique.

Problématique	Les résultats du round 8 des enquêtes Afrobarometer au Mali révèlent que, le plus grand nombre des maliens se sentent uniquement maliens (41%) et 33% autant maliens que de leur groupe ethnique. Quand il s'agit de la fierté identitaire, plus de neuf maliens sur 10 se sentent à l'aise voire fiers en parlant non seulement leur langue maternelle ou en portant leur tenue traditionnelle en public
Pertinence politique	✓ Les maliens, malgré leur attachement à leur identité nationale (41%) et malgré leur fierté identitaire culturelle ou de groupe (neuf maliens sur dix), ils prônent leur unicité en un seul peuple, avis de huit maliens sur dix.
Revue de littérature	✓ Rapports des organismes internationaux sur le sujet
Méthodologie	✓ Analyse statistique des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels
Données utilisées	✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars-avril 2020 au Mali
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le bambara est la seule langue majoritairement parlée au Mali (51%). D'autres langues comme le sonrhaï, deuxième langue la plus parlée (7%) sont majoritairement plus régionales.</li> <li>✓ Les résultats de l'enquête révèlent qu'aucun groupe ethnique n'est majoritaire au Mali cependant, le bambara s'affiche comme le groupe ethnique dominant au Mali avec 30% suivi du peulh (12%) puis du malinké (10%),</li> <li>✓ Le groupe ethnique sonrhaï, bien qu'il ne soit que moins de 8% de la population, il est majoritaire à Gao-Kidal (75%) et à Tombouctou (55%). Hormis le Bambara et le sonrhaï, aucun autre groupe ethnique n'est majoritaire dans aucune région.</li> <li>✓ Le peulh qui est le deuxième groupe ethnique le plus nombreux au Mali avec 12% de score n'est ni majoritaire ni dominant dans aucune région.</li> <li>✓ A la question de choisir entre être malien ou être de son groupe ethnique, les résultats affichent l'attachement des maliens à la patrie qu'à toute autre identité. A cet effet ils sont 41% des maliens à s'identifier uniquement maliens contre 33% qui s'identifient autant malien que de leur groupe ethnique. Seulement un malien sur 10 se sent uniquement de son groupe ethnique.</li> <li>✓ Les maliens pensent majoritairement qu'ils doivent être méfiants dans leurs relations avec la plus part des gens. Cette méfiance est plus accentuée à Ségou (95%) et plus modérée à Kayes (59%). En plus de Ségou, la méfiance dépasse la moyenne nationale à Tombouctou (93%), Mopti (92%) et Gao (91%). Les autres régions ont une méfiance en deçà de la moyenne nationale (77%).</li> <li>✓ Ils sont 80% des maliens à dire qu'il y a beaucoup qui unit tous les maliens en un seul peuple contre 20% qui pensent le contraire.</li> <li>✓ S'agissant de la cohabitation avec d'autres gens, seule la cohabitation avec les homosexuels est majoritairement détestée soit 93%, toutes les autres formes de cohabitation sont majoritairement acceptées avec la plus grande acceptation dans la cohabitation avec des personnes d'autres groupes ethniques soit 93%.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyser les causes profondes des facteurs de division tels que perçus par les 20% des maliens.</li> <li>✓ Elaborer des politiques de bonne gouvernance pour prendre en compte ces aspects.</li> </ul>

## 1.4.2. Chefferie traditionnelle



Les chefferies traditionnelles en Afrique et au Mali en particulier, ont participé et participent de près ou de loin à la construction de l'Etat. Le Mali précolonial, qui a vu se succéder un nombre impressionnant d'empires et de royaumes, a

été le théâtre de l'émergence de l'Etat sous diverses formes. En effet, les Etats médiévaux de Ghana, Mali, Songhaï, ont mis au point, au fil des siècles, des systèmes politiques très élaborés, qui ont fait leurs preuves en matière d'administration des communautés et de leurs territoires (Camara, Y., 2021). L'autorité coutumière est reconnue, elle est dévolue conformément à la coutume locale, pour autant que celle-ci ne soit pas contraire à la Constitution, à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Problématique	<p>Les enquêtes Afrobaromètre (round 4) au Mali montrent que certaines institutions traditionnelles bénéficient plus de la confiance des citoyens que les institutions démocratiques. En effet les chefs coutumiers et les leaders religieux recueillent respectivement 82 et 85% de taux de confiance parmi les maliens (M. Coulibaly et F. Koné, 2011)</p> <p>Le système de gouvernance décentralisé n'a pas réussi à combler le fossé entre l'État et les citoyens notamment dans les zones rurales, ni à répondre efficacement à leurs demandes de développement durable. La légitimité de l'administration a, bien au contraire, pris un sérieux coup dans tout le pays en 2012-2013 pendant l'insurrection armée au nord du pays et le coup d'État militaire.</p>
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La tradition et la connaissance sont également considérées comme les principaux piliers du développement, la subsistance des communautés et qu'aucune société ne peut progresser en l'absence des deux</li> <li>✓ Les institutions traditionnelles sont parfois plus légitimes que les institutions démocratiques aux yeux des communautés. Elles se retrouvent mieux dans ces institutions que dans celles de la République et leur attribuerait un poids non négligeable dans leurs décisions.</li> </ul>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Massa Coulibaly, François Koné (2011), Démocratie et attachement aux institutions traditionnelles au Mali, GREAT_Cahiers n°38_1</li> <li>✓ Yamadou Camara (2021), La chefferie traditionnelle au Mali: 1930 – 1990</li> <li>✓ SDC/IDS/Helvetas/Swisspeace (2015), Etude de cas 4: autorités traditionnelles et religieuses dans la gouvernance locale au Mali</li> </ul>
Méthodologie	<p>La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau national de 1'200 personnes adultes des deux sexes. Les données recueillies ont subi un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Base de données Afrobarometer</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ils sont plus de 8 maliens sur 10 à penser que les chefs traditionnels ont plus d'influence dans la résolution des conflits locaux et sont plus influents en milieu rural (89%) qu'en milieu urbain (72%).</li> <li>✓ Le milieu, le niveau d'éducation et la pauvreté vécue n'ont pas d'impact sur leur affirmation que les chefs traditionnels défendent les intérêts de leurs communautés (plus de 50%).</li> <li>✓ De toutes les personnes et institutions, les ruraux ont plus confiance aux chefs traditionnels (87%) et moins confiance aux partis de l'opposition (37,5%) et aux cours et tribunaux (37,5%).</li> <li>✓ Quel que soit le sexe, ils sont plus de 8 maliens sur 10 à avoir confiance aux chefs traditionnels.</li> <li>✓ Les citoyens sont un peu critiques de la performance de leurs dirigeants particulièrement de leurs députés (69,8%). Quant aux chefs traditionnels, ils sont beaucoup (75,8%) à apprécier leur façon de faire.</li> <li>✓ La sagesse des personnes âgées est beaucoup appréciée par les répondants</li> </ul>

	<p>(74,5%) et ils sont 22% à dire oui aux idées nouvelles des jeunes et apprécient moins à écouter la sagesse des aînés au fur et à mesure que le niveau s'élève.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'écoute de la sagesse des aînés est plus grande en milieu rural (78%) qu'en milieu urbain (66%).</li> <li>✓ Ils sont presque 8 maliens sur 10 à affirmer que les chefs traditionnels accordent le temps d'écoute à leur peuple et 3/10 à affirmer pour les députés qui ont été élus par leurs communautés.</li> <li>✓ Au Mali, ils sont 76% à affirmer que les chefs traditionnels devraient rester en dehors de la politique c'est-à-dire neutres et 22% à affirmer qu'ils devraient donner des consignes de vote aux personnes de leurs communautés.</li> <li>✓ Dans toutes les régions du Mali (63% - 90%) et selon le milieu (rural (83%) et urbain (64%)), ils affirment plus que les chefs traditionnels travaillent plutôt en coopération avec les dirigeants élus pour faire avancer les choses.</li> <li>✓ Dans tout le pays, plus de 6 maliens sur 10 pensent que les chefs traditionnels renforcent la démocratie contre près de 1 malien sur 10 à penser le contraire.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Peu importe si les autorités traditionnelles ont un impact positif ou négatif dans la gouvernance locale, le constat est qu'elles sont importantes dans la gestion publique locale, ce qui est suffisant pour y prêter une attention particulière.</li> <li>✓ Dans la phase actuelle de sortie de crise au Mali, un renforcement potentiel du rôle des autorités traditionnelles et religieuses dans la gestion publique et la réconciliation doit être bien analysé, localité par localité, en adoptant une approche sensible aux conflits, la résolution des conflits sociaux étant considérée comme le rôle principal des chefs traditionnels.</li> <li>✓ Pour une amélioration de la décentralisation, une augmentation de confiance dans les relations entre l'État, les élus et la société et pour une meilleure gestion publique par les citoyens, il faut créer un lien solide des réalités coutumières aux institutions modernes.</li> </ul>

### 1.4.3. Les arts comme vecteurs de co-construction du savoir (voix citoyenne)



L'idée de « co-construction » va au-delà de la communication d'un groupe à l'autre, et décrit des dialogues entre eux. Cela ne les amènera pas nécessairement à une opinion partagée, mais implique une compréhension partagée de la situation, qui prend en compte l'existence des opinions et des points de vue de chacun. Cette co-construction ou compréhension partagée résulte d'un travail

en commun, par exemple dans une conversation, une activité partagée ou un atelier. Le projet visait à comprendre si une telle co-construction de compréhension peut être construite par différents groupes travaillant ensemble sur une activité artistique, du type qui aurait pu également être utilisé pour une communication à sens unique.

L'objectif principal du projet était de comprendre dans quelle mesure les arts et la narration peuvent être un mode pertinent d'engagement politique citoyen en Afrique de l'Ouest, aidant à relever les défis de développement sur le terrain et faisant progresser les avancées vers les objectifs mondiaux de développement durable.

Problématique	<p>Nombreux citoyens ont peu d'occasions de contribuer aux processus de gouvernance et leurs voix sont rarement entendues dans les espaces délibératifs. Pendant ce temps, des méthodes créatives et artistiques telles que la musique et le dessin ont été utilisées</p>
---------------	---

	ailleurs pour représenter la voix des citoyens dans les politiques, d'une manière qui pourrait être conceptualisée comme une narration, comme la "photovoix", la narration numérique ou la réalisation de films participatifs. La co-création de tels résultats se produit souvent entre les participants et les chercheurs. Comme une riche tradition de narration existe en Afrique de l'Ouest, ce réseau visait à découvrir si les méthodes artistiques et culturelles peuvent être utilisées de la même manière ici et, si l'on va plus loin, si les décideurs politiques eux-mêmes peuvent s'engager avec les communautés et les artistes pour créer ensemble une compréhension mutuelle des questions concernées.
Pertinence politique	L'utilisation de l'art, en particulier de la chanson, semble avoir parfois permis aux gens de dire des choses qu'ils ne peuvent pas dire de manière directe, ou par des moyens conventionnels, aux décideurs politiques.
Revue de littérature	Témoignages et répertoires de chants et dessins du terroir
Méthodologie	Une cartographie des parties prenantes, et des entretiens qualitatifs avec 10 acteurs dans trois pays – Mali, Sénégal, Mauritanie
Données utilisées	✓ Données qualitatives de l'étude
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Il y avait un fort consensus sur le fait que les citoyens doivent être impliqués dans la prise de décision pour qu'elle soit significative. Mais, les expériences étaient largement basées sur une « communication » à sens unique entre différents niveaux et secteurs, plutôt que sur des parties prenantes intéressées à co-créer des compréhensions, à co-concevoir des solutions ou à partager le pouvoir entre elles.</li> <li>✓ Les participants ont conceptualisé un monde où les citoyens ont des préoccupations et les acteurs politiques prennent des décisions.</li> <li>✓ Le rôle de l'art a été conçu comme un outil permettant aux citoyens de faire entendre ces préoccupations et aux décideurs politiques d'éduquer les citoyens sur les décisions qu'ils avaient prises. Il y a eu de nombreux exemples où cela s'est déroulé avec assez de succès.</li> <li>✓ Mais, il n'y avait aucune idée que les arts et la culture pouvaient être une activité conjointe ou que les citoyens pouvaient contribuer à la prise de décision sur un pied d'égalité, ou que les acteurs pouvaient construire une compréhension commune des positions des uns et des autres.</li> </ul>
Recommandations	Pour une bonne stratégie d'éducation des populations, les modes de communication artistique se sont avérés plus efficaces dans certaines situations où les autres moyens de communication conventionnels ne fonctionnaient pas. De plus, il a été prouvé que l'utilisation des médias sociaux pour communiquer avec la population et obtenir un soutien était plus efficace qu'une communication individuelle prolongée avec les acteurs politiques et les fonctionnaires.

## 1.5. Inégalités de genre

Cette sous-section traite des questions de l'inégalité de genre au Mali. Elle comprend trois parties. La première partie aborde les problèmes des inégalités entre les sexes et les violences basées sur le genre au Mali. La deuxième partie traite la question des inégalités d'emploi pour les femmes et les jeunes dans les secteurs de l'économie malienne. La troisième concerne la question de représentativité des femmes dans les instances de décision au Mali.

### 1.5.1. Femmes et VSBG



Les résultats des enquêtes Afrobarometer (2020) menées au Mali montrent que la majorité des maliens préfère que la société garantisse à chacun, quels que soient ses moyens ou ses origines, d'avoir les mêmes chances de réussir que de laisser seulement une minorité de gens réussir pour ensuite assurer une redistribution des revenus par la fiscalité et les prestations sociales. Selon eux, les inégalités les plus injustes sont celles de l'accès à l'éducation, de l'accès aux soins de santé, de l'accès à l'emploi, des revenus et

patrimoines et de genre. La majorité d'entre eux affirme avoir subi un traitement injuste de la part du gouvernement sur la base de sa situation économique. Cette plainte est plus fréquente parmi les personnes les moins éduquées et les habitants des régions de Gao-Kidal et de Ségou. La violence psychologique est la forme de violence la plus répandue au Mali, suivie par le harcèlement sur le lieu de travail, la violence physique, le viol et d'autres violences sexuelles. La pauvreté est citée comme étant la première cause de violence basée sur le genre, suivie par la jalousie et le refus d'écouter l'autre. Les principales séquelles des violences basées sur le genre sont les cicatrices, la perte de confiance en soi et le handicap. La sensibilisation est préconisée comme la principale stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre.

<p>Problématique</p>	<p>Les violences basées sur le genre et la pauvreté sont une grande préoccupation pour la majorité des Maliens. En effet, selon l'enquête d'Afrobarometer (2020):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les Maliens plaident pour l'égalité des chances pour tous et considèrent la pauvreté la première cause de violences basées sur le genre.</li> <li>✓ La grande majorité des citoyens affirme qu'il est préférable que chacun ait la même chance de réussir, quels que soient ses moyens ou ses origines, au lieu de prioriser la réussite de quelques-uns avec l'assistance sociale aux autres. Au rang des inégalités, l'accès à l'éducation est la plus préoccupante, selon les sondés.</li> <li>✓ En plus des inégalités, la violence sous toutes ses formes gangrène la société malienne. Ainsi, la violence psychologique est à la tête des formes de violence subies, avec 21% qui l'ont subi au moins une fois au cours de l'année écoulée, suivie par le harcèlement sur le lieu de travail et les violences physiques et sexuelles.</li> <li>✓ Concernant les violences basées sur le genre, les Maliens citent comme première cause la pauvreté et comme séquelles néfastes les cicatrices, la perte de confiance en soi, les handicaps, l'incapacité de travailler et la consommation d'alcool.</li> </ul>
<p>Pertinence politique</p>	<p>Les inégalités de genre, les violences basées sur le genre (VBG) et les autres pratiques néfastes sont des préoccupations majeures au centre des politiques publiques au Mali. Les VBG constituent une violation des droits humains. La problématique des VBG demeure une réalité préoccupante au Mali. De 2012 à octobre 2020, 25'976 cas de violences liées au genre ont été signalés, pour lesquels plus de la moitié des survivant(e)s n'ont pas eu accès à des services de soins médicaux et psychosociaux (Rapport OCHA - GBV/IMS). De Janvier 2020 à Octobre 2020, du fait des crises récurrentes (les conflits intercommunautaires, les conflits armés et les catastrophes naturelles) qui affectent le nord et le centre du Mali, le système GBVIMS a rapporté 5'205 cas de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) dont 99% des personnes survivantes sont des femmes avec une proportion élevée de filles de moins de 18 ans, soit 61% contre 3'560 cas sur la même période en 2019 (Rapport GBV/IMS 2020). Le recours aux services de prise en charge reste contraint par le faible niveau de dénonciation de cas, de référencement vers les services dédiés et/ou de l'absence de structures de prise en charge holistique.</p>
<p>Revue de littérature</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport Afrobarometer 2020, Round 8</li> </ul>

Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire.
Données utilisées	✓ Base de données de l'enquête Afrobaromètre 2020, Round 8
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Neuf maliens sur 10 (88%) affirment qu'il est mieux que la société permette à chacun, quels que soient ses moyens ou ses origines, d'avoir les mêmes chances de réussir que de laisser seulement une minorité de gens réussir pour ensuite assurer une redistribution des revenus par la fiscalité et les prestations sociales ;</li> <li>✓ Aux yeux des maliens, les inégalités les plus injustes sont celles de l'accès à l'éducation (26%), de l'accès aux soins de santé (23%), de l'accès à l'emploi (21%), des revenus et patrimoines (20%), et du genre (9%) ;</li> <li>✓ Près de quatre maliens sur 10 (39%) affirment avoir subi un traitement injuste de la part du gouvernement sur la base de sa situation économique. Cette plainte est plus fréquente parmi les personnes ayant le niveau postsecondaire (50%) et parmi les habitants des régions de Gao-Kidal (58%) et de Ségou (53%) ;</li> <li>✓ La violence psychologique est la forme de violence la plus répandue au Mali, avec 21% qui l'ont subi au moins une fois au cours des 12 derniers mois, suivie par le harcèlement sur le lieu de travail (12%), la violence physique (7%), le viol (3%), et d'autres violences sexuelles (3%) ;</li> <li>✓ Selon les sondés, la pauvreté est la première cause de violence basée sur le genre (59%), suivie par la jalousie (32%) et le refus d'écouter l'autre (28%) ;</li> <li>✓ Les cicatrices (24%), la perte de confiance en soi (14%) et le handicap (13%) sont les principales séquelles que laissent les violences basées sur le genre ;</li> <li>✓ La sensibilisation (68%) est la principale stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Assurer l'égalité des chances entre tous les maliens et maliennes en matière d'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi, de revenus et de patrimoines.</li> <li>✓ Lutter contre les violences basées sur le genre par des politiques de réduction de la pauvreté et de sensibilisation de la population.</li> </ul>

### 1.5.2. Jeunes et femmes sur le marché du travail



Le chômage est un défi majeur dans la plupart des pays africains. En particulier, au Mali, les résultats d'une étude réalisée par GREAT/CREA (2021) montrent que le phénomène du chômage touche davantage les femmes, les jeunes de 15 à 35 ans, les personnes n'ayant aucun niveau d'éducation et les personnes vivant en milieu urbain. De même, les emplois vulnérables sont majoritairement occupés par les femmes, les personnes n'ayant aucun niveau d'éducation,

et vivant surtout en milieu rural. Les inégalités en matière d'accès des femmes aux emplois sont présentes et persistantes dans tous les secteurs de l'économie malienne. En revanche, ces inégalités sont plus importantes dans le secteur industriel que dans les autres secteurs. Lorsque l'on considère les branches d'activités économiques, on s'aperçoit que les inégalités d'accès aux emplois touchent fortement, voire très fortement les femmes dans 14 des 21 branches d'activités économiques au Mali. Elles touchent fortement, voire très fortement les jeunes dans 7 des 21 branches d'activités et certainement plus encore les jeunes femmes que les jeunes hommes.

Les difficultés des jeunes et des femmes à obtenir un emploi sont liées à des facteurs touchant directement l'offre de travail

(barrières techniques et économiques, normes sociales, barrières politiques et institutionnelles) et indirectement la demande (accès au financement, instabilité politique, pratiques du secteur informel et accès à l'électricité). Les facilités se traduisent principalement par l'existence de programmes d'emploi des jeunes et la disponibilité des partenaires à investir dans la

formation des femmes et des jeunes afin de faciliter leur insertion socioprofessionnelle. Par exemple, il existe des programmes de formation et d'insertion des femmes rurales, les veuves et les jeunes filles déscolarisées. Il y a également un cadre institutionnel fonctionnel et des instruments tels que la taxe emploi jeunes, et la taxe de formation professionnelle.

Problématique	<p>Le chômage est un défi majeur dans la plupart des pays africains. En particulier, au Mali, le phénomène du chômage est relativement plus important chez les jeunes et les femmes. Selon INSTAT/EMOP:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le taux de chômage des jeunes de 15 à 35 ans était de 20,2% en 2019;</li> <li>✓ Les femmes (6,1%) étaient plus touchées que les hommes (4,9%);</li> <li>✓ Les emplois vulnérables sont majoritairement occupés par les femmes (55%), les personnes n'ayant aucun niveau d'éducation (81%) et vivant en milieu rural (80%);</li> <li>✓ Les disparités régionales existent avec des taux relativement plus élevés à Gao (30,5%), Koulikoro (13,1%), Kidal (10,7%) contre Sikasso et Ségou (2,1%) et Tombouctou (1,2%);</li> <li>✓ La COVID-19 a contribué à exacerber le phénomène avec une perte d'emploi évaluée à 12% des emplois précédemment disponibles.</li> </ul>
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les programmes et les instruments de politique d'emploi actuels au Mali ne sont pas définis par secteur économique, région, type d'acteur et nature de barrières. Or, il s'avère que le chômage ne touche pas les femmes et les jeunes dans la même mesure selon les secteurs/branches d'activité économiques, les régions, le type d'acteur sur le marché de travail et la nature des barrières. L'identification et la prise en compte de ces spécificités dans les programmes et les instruments de politique d'emploi peut contribuer à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes au Mali.</li> </ul>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Lois ou tout document de politique nationale en matière d'emploi et de genre au Mali ;</li> <li>✓ Articles scientifiques traitant de la problématique de l'emploi des jeunes et des femmes au Mali ou ailleurs en Afrique ou dans le monde ;</li> <li>✓ Rapports d'institutions impliquées dans l'élaboration et la mise œuvre de la politique nationale de l'emploi au Mali ;</li> <li>✓ Articles de presse traitant de la problématique de l'emploi des jeunes et des femmes au Mali ;</li> </ul>
Méthodologie	<p>L'étude est conduite en suivant une méthodologie combinant deux approches-quantitative et qualitative. L'approche quantitative est basée dans un premier temps sur des analyses descriptives de tendances centrales et de dispersion et sur des analyses graphiques. Dans un second temps, des estimations économétriques d'une fonction de production stochastique de type Cobb-Douglas ont été réalisées pour chaque branche d'activité économique afin de déterminer le potentiel de production et l'emploi potentiel associé. Ensuite, des analyses descriptives de la structure de l'emploi potentiel ont permis d'identifier les branches d'activités économiques ayant le plus fort potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes. L'approche qualitative d'analyse des barrières et des facilités pour l'emploi des jeunes et des femmes au Mali s'inspire du cadre proposé dans Chakravarty et al. (2017). La méthode d'analyse de contenu est appliquée sur des données issues de la littérature et des enquêtes qualitatives réalisées auprès d'informateurs clés.</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les données utilisées sont issues de différentes sources. Il s'agit notamment de données de l'EMOP (2013-2020), des comptes nationaux (2012-2020), des données de la Banque mondiale (World Développement Indicator, WDI) et de l'Organisation internationale du travail (ILOSTAT) (1990-2016). Elles couvrent trois secteurs et vingt-une branches d'activités économiques. Ces données quantitatives sont complétées avec les données issues de la littérature et</li> </ul>

Principaux résultats	<p>d'entrevues qualitatives réalisées auprès de neuf groupes d'informateurs clés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Neuf des treize branches d'activités économiques examinées ont un réel potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes ;</li> <li>✓ Ce potentiel est relativement plus élevé dans les branches d'activités agricoles, de commerce, de transport et d'entreposage ;</li> <li>✓ Il est cependant inexistant dans les branches d'activités financières et d'assurance, d'information et de communication et d'administration publique ;</li> <li>✓ Les investissements et l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes dans ces branches d'activités requièrent pour les autorités maliennes et leurs partenaires de réduire plusieurs barrières structurelles et conjoncturelles touchant directement l'offre de travail et indirectement la demande ;</li> <li>✓ La mise en place des instruments basés spécifiquement sur ces barrières structurelles et conjoncturelles et l'amélioration des instruments actuels de politiques au Mali tels que la taxe emploi jeunes, et la taxe de formation professionnelle peuvent contribuer à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes au Mali.</li> </ul>
Recommandations	<p>L'étude suggère que l'efficacité des politiques d'emploi des jeunes et des femmes au Mali pourrait passer par la mise en place des programmes et des instruments basés sur les spécifiés des secteurs/branches d'activités économiques, des régions, des types d'acteur et nature de barrières. La prise en compte de ces spécificités peut contribuer à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes au Mali. Plus spécifiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les politiques publiques de lutte contre les inégalités d'accès aux emplois au Mali devraient davantage cibler les jeunes de 15 à 35 ans et les femmes et plus particulièrement ceux ou celles n'ayant aucun niveau d'éducation et vivant dans les milieux urbains;</li> <li>✓ Les interventions de politique sont nécessaires dans tous les secteurs de l'économie malienne afin d'atteindre pleinement l'égalité d'accès des femmes et des jeunes aux emplois. Néanmoins, ces interventions publiques pourraient se focaliser davantage sur les barrières liées à l'insertion des femmes dans le secteur industriel;</li> <li>✓ À court terme, les interventions en faveur de l'égalité d'accès des femmes et des jeunes aux emplois pourraient se concentrer sur la réduction ou la suppression des barrières dans neuf des treize branches d'activités économiques. Ces branches d'activités ont un potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes de 15 à 35 ans;</li> <li>✓ À moyen ou long terme, les politiques de formation et des programmes d'offre de stage pourraient faciliter l'insertion des femmes et des jeunes dans les branches d'activités plus productives. Il s'agit notamment des branches d'activités financières et d'assurance, d'information et de communication et des activités d'administration publique.</li> </ul> <p>Les mesures visant à favoriser l'investissement et la création d'emploi dans le secteur des services pourraient se focaliser davantage sur la stabilité politique, la lutte contre la corruption et les pratiques de concurrence déloyales des entreprises informelles. En revanche, elles pourraient efficacement favoriser les investissements et la création d'emploi dans le secteur industriel en améliorant la provision de l'électricité. Par ailleurs, les politiques de facilitation d'accès au financement pourraient s'avérer très utiles pour les deux secteurs économiques.</p>

### 1.5.3. Représentativité des femmes dans les instances de décision



Pour favoriser la prise en compte du genre, le Mali a adopté une Politique nationale genre (PNG), du 24 novembre 2010, dont un des axes stratégiques est la "mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision", la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives, loi qui promet au moins 30% de postes à l'un ou l'autre sexe

dans les fonctions nominatives et électives et dont l'application a amélioré la situation des femmes au niveau des fonctions électives. Malgré cette disposition, les femmes qui représentent 50,4% de la population ont d'énormes difficultés à se trouver de bonnes positions sur les listes électorales leur permettant de se faire élire. Selon le « Bulletin statistique 2009 » du Centre national de documentation et d'information sur la femme et l'enfant (CNDIFE), sur 147 députés, il y a 15 femmes. Sur les 703 maires, il y a seulement 8 femmes. Sur 10.774 conseillers communaux, il y a 927 femmes. Sur les 14 conseillers de la Chambre de commerce et d'industrie Mali (CCIM) il n'y a que 2 femmes. Ces observations montrent très clairement que les femmes sont sous-représentées dans les postes politiques.

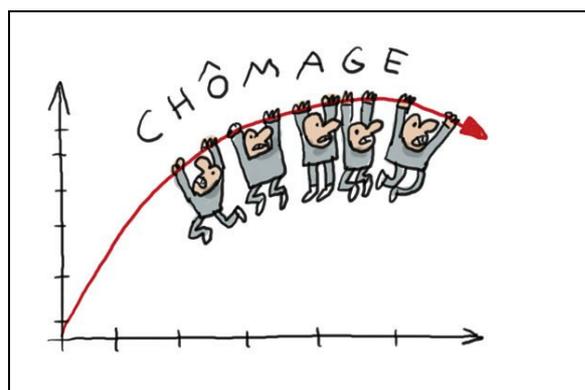
Problématique	Dans la perspective de promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives, le Mali a voté la loi N°2015-052 (instituant les mesures de promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives) qui stipule en son article 1er «à l'occasion des nominations dans les Institutions de la République ou dans les différentes catégories de services publics au Mali, par décret, arrêté ou décision, la proportion de personnes de l'un ou de l'autre sexe ne doit pas être inférieure à 30%». L'article 2 va encore plus loin en précisant que «à l'occasion de l'élection des députés à l'Assemblée nationale, des membres du Haut conseil des collectivités ou des conseillers des collectivités territoriales, aucune liste d'au moins trois personnes, présentée par un parti politique, groupement de partis politiques ou regroupement de candidats indépendants, n'est recevable si elle présente plus de 70% de femmes ou d'hommes»
Pertinence politique	L'objet de la mise en place du programme de collecte et de traitement des données genre dans l'accès aux fonctions de responsabilité dans les services publics est d'assurer le suivi de l'application de la Loi n°052 du 18 décembre 2015 instituant les mesures de promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ainsi que les engagements internationaux que le Mali a pris en matière de participation de la femme à la prise de décision. Aussi, l'objectif général de la présente étude est-il de collecter systématiquement des données sur la représentation des femmes au niveau des différentes institutions depuis les indépendances, à savoir l'exécutif (gouvernement), l'Assemblée nationale, la Cour suprême, la Cour constitutionnelle et de la société civile.
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Politique nationale genre du Mali, 2010</li> <li>✓ Secrétariat général du gouvernement du Mali</li> <li>✓ Direction de l'administration judiciaire</li> <li>✓ Documents du CNDIFE</li> </ul>
Méthodologie	Revue de littérature Interviews auprès des informateurs clés
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Statistiques du CNDIFE</li> <li>✓ Données de l'Assemblée nationale</li> <li>✓ Données du Secrétariat général du gouvernement</li> </ul>

Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données de la Cour suprême</li> <li>✓ Le pourcentage des femmes est passé de 11% à 21% entre 2015 et 2020 (CNDIFE)</li> <li>✓ Le pourcentage des femmes présidentes d'institutions est passé de 12.5% à 0% (CNDIFE) entre 2015 à 2020</li> <li>✓ La part des femmes au gouvernement est passée de 16.5% à 24% entre 2015 et 2019 (CNDIFE)</li> <li>✓ La part des femmes dans l'AN est passée de 9% à 27.9% entre 2015 et 2020 (CNDIFE)</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Respecter tout simplement la loi 2015-052 instituant la promotion du genre dans les postes nominatifs et électifs</li> <li>✓ Mettre l'accent sur la formation des jeunes filles</li> <li>✓ Mettre en place des programmes de renforcement des femmes/filles surtout en leadership</li> </ul>

## 1.6. Inclusion sociale

Cette sous-section traite des questions d'inclusion sociale au Mali. Elle est composée de trois parties. La première partie aborde la question de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre. La deuxième partie traite de la problématique de protection sociale. La troisième porte sur la distribution et la redistribution du revenu.

### 1.6.1. Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre



Le taux de chômage constitue l'indicateur qui fournit la description la plus large de la situation du marché du travail dans les économies qui collectent les informations sur la population active. Le concept de chômeur défini au sens de l'OIT est basé sur trois critères, à savoir une personne sans emploi, à la recherche de l'emploi et disponible à travailler dans un délai précis. Ce dernier

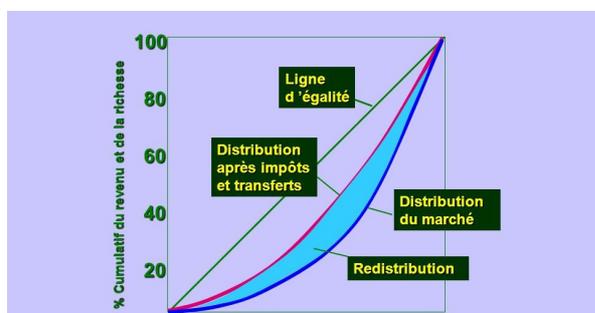
critère est souvent adapté selon les pays. Il peut s'agir d'une disponibilité dans les deux semaines à un mois ou plus de l'individu dès qu'il est saisi d'une offre d'emploi.

La population en âge de travailler regroupe la main-d'œuvre et la population hors main-d'œuvre. La main-d'œuvre comprend les personnes en emploi y compris en situation de sous-emploi lié au temps de travail et les personnes au chômage. La population hors main-d'œuvre comprend la main-d'œuvre potentielle et le reste de cette population. La main-d'œuvre potentielle plus le sous-emploi lié au temps de travail, constitue la sous-utilisation de la main-d'œuvre (besoin non satisfait d'emploi).

Problématique	La création d'emploi, à travers une politique de l'emploi, constitue un objectif majeur du gouvernement dans son programme de lutte contre la pauvreté et de soutien aux groupes vulnérables. Le taux de chômage, en particulier, est l'indicateur du marché du travail privilégié tant par les "professionnels" de la science économique que par les médias. Il est devenu, au fil du temps, le symbole paradigmatique du mal-être d'une économie (P.Phélinas, 2010).
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La sous-utilisation de la main-d'œuvre frappe davantage au Mali les jeunes, les femmes et les personnes les plus instruites. Cela peut être mis en relation avec le caractère primaire de son économie ainsi qu'avec la faible création d'emplois ces dernières années, emplois nouveaux de surcroît plus informels que formels et plus</li> </ul>

	<p>partiels ou précaires qu'autre chose.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Aussi, le Mali fait-il face aux défis de genre, d'adéquation emploi-formation et de transformation structurelle de son économie en faveur du secteur secondaire industriel et de la formalisation de l'emploi.</li> </ul>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ ONEF (2018), Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2017)</li> <li>✓ ONEF (2015), Enquête nationale sur l'emploi, Rapport principal 2015, Enquête modulaire permanente auprès des ménages (EMOP)</li> <li>✓ BIT (2013), Résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 19ème Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 2-11 octobre 2013</li> <li>✓ BIT (1998), Résolution concernant la mesure du sous-emploi et des situations d'emploi inadéquat, adoptée par la 16ème Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 6-15 octobre 1998</li> </ul>
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau national de 1'200 personnes adultes des deux sexes. Les données recueillies ont subi un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Base de données Afrobarometer ?</li> </ul>
Principaux résultats	<p>Sur une population de 100 personnes en âge de travailler</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 73 dont 29 femmes de main-d'œuvre et 27 dont 21 femmes hors de celle-ci</li> <li>✓ 70 personnes dont 28 femmes en emploi pour 3 chômeurs dont une femme</li> <li>✓ 22 individus dont 18 femmes des hors main-d'œuvre constituant de la main-d'œuvre potentielle avec donc 5 personnes dont 3 femmes véritablement hors main-d'œuvre</li> <li>✓ 7 individus dont 3 femmes occupant des emplois à temps partiel.</li> <li>✓ 10 personnes dont 4 femmes soit au chômage soit en sous-emploi</li> <li>✓ 25 individus dont 19 femmes ne travaillant pas contre salaire ou profit alors qu'ils le peuvent et le veulent</li> <li>✓ 32 autres personnes dont 22 femmes n'ayant pas d'emploi qu'elles travaillent ou non ou alors ayant un emploi à temps partiel.</li> </ul>
Recommandations	Les limites des résultats d'estimation des indicateurs ici retenus tiennent aux limites des questions retenues dans les questionnaires Afrobarometer, questions qui n'épuisent pas naturellement toutes les nuances à rechercher dans ce genre de recherche pour placer tous les individus de l'échantillon le plus convenablement possible dans leur catégorie appropriée sur l'échelle du marché du travail. Ces limites peuvent être amoindries voire éliminées dans les prochains rounds de ces enquêtes régulières et périodiques, par extension des questions portant spécifiquement sur la position effective des individus par rapport à l'emploi et au travail. Elles peuvent aussi être par diminution de l'âge minimum à 15 ans au lieu des 18 ans jusqu'ici retenus parce que correspondant à la majorité électorale pour une recherche tournée aussi vers la démocratie et la gouvernance.

## 1.6.2. Distribution et redistribution du revenu



Dans les pays en développement, pour diverses raisons, les politiques de développement élaborées et mises en œuvre

n'arrivent pas à atteindre, dans la plupart des cas, les objectifs à elles initialement assignés. Au Mali, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, une priorité constante du Gouvernement, ne fait pas exception à cette règle. Pour cela, cette étude s'est fixée comme objectif général d'analyser les impacts de la distribution et de la redistribution du revenu sur la pauvreté et sur les inégalités au Mali.

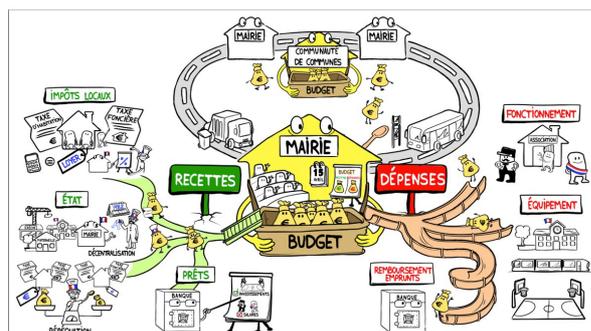
Problématique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La lutte contre la pauvreté et les inégalités fait partie des priorités du Gouvernement du Mali. Depuis 2002, cela apparait dans les différents Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) que sont le CSLP, les CSCRP I et II, les CREDD I et II qui lui accordent tous une place de choix. Ainsi, l'axe stratégique 3 du CREDD II (2019-2023), intégrant les ODD et intitulé "Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie", consacre un objectif spécifique à la promotion d'une croissance réductrice de la pauvreté et des inégalités.</li> <li>✓ Selon Dao et Godbout (2014), pour lutter contre les inégalités, les États utilisent deux instruments, à savoir (i) les dépenses publiques, c'est-à-dire la fourniture des services publics et des transferts en espèces et (ii) la fiscalité. Dans ce dernier cas, il s'agit du niveau de recettes fiscales collectées et de la manière dont celles-ci sont prélevées et dépensées. Dans le premier cas et pour concrétiser sa volonté politique, l'Etat, parfois soutenu par des Partenaires techniques et financiers (PTF), mène des actions pour non seulement rapprocher les populations des services sociaux et économiques à travers la construction d'infrastructures mais aussi pour faciliter l'accès de ces mêmes populations aux services et biens publics.</li> </ul>
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'analyse du système de redistribution et de ses effets sur la pauvreté et les inégalités dans le cas particulier du Mali, objet de cette étude, tire sa pertinence de la multiplicité des prélèvements obligatoires et des transferts avec souvent des logiques contradictoires, de la présence au Mali de nombreux facteurs, pouvant contrarier l'efficacité de la redistribution. Dans ces conditions, bien que les barèmes nominaux d'impôts/taxes laissent croire à des prélèvements obligatoires progressifs, l'issue finale peut s'avérer être au détriment des plus vulnérables ou à l'avantage des plus nantis ; ce qui est contraire à l'objectif recherché.</li> <li>✓ Concrètement, il s'agit de faire un état des lieux du système fiscal et des transferts notamment du point de vue de la progressivité des impôts et taxes, des autres formes de prélèvement obligatoire et des transferts. L'atteinte des objectifs requiert aussi de mesurer la variation des indicateurs de pauvreté et d'inégalité suite au déploiement du système de redistribution.</li> </ul>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Banque mondiale (2007), Tendances et déterminants de la pauvreté au Mali (2001 – 2006), septembre</li> <li>✓ BIT (2005), Pauvreté, inégalité et marché du travail dans l'Union des Comores – Eléments d'analyse fondés sur l'enquête intégrale auprès des ménages de 2004</li> <li>✓ Camille Landais, Thomas Piketty, Emmanuel Saez (2011), Pour une révolution fiscale – Un impôt sur le revenu pour le XXIème siècle, Éd. du Seuil et La République des Idées, janvier</li> <li>✓ David Carey, Josette Rabesona (2002), Ratios fiscaux pour les revenus du travail et du capital et pour la consommation, Revue économique de l'OCDE, n°35, 2002/2, pp. 145-195</li> <li>✓ David Carey, Josette Rabesona (2002), Ratios fiscaux pour les revenus du travail et du capital et pour la consommation, Revue économique de l'OCDE, n°35, 2002/2, pp. 145-195</li> <li>✓ DFI, Oxfam (2018), Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018 – Classement mondial des Etats selon leurs actions concrètes pour s'attaquer à l'écart entre riches et pauvres</li> <li>✓ Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, Gabriel Zucman (2018), Rapport sur les inégalités mondiales 2018, Synthèse</li> <li>✓ Fambon S. (2005), Croissance économique, pauvreté et inégalité des revenus au Cameroun, Revue d'économie du développement, vol. 13 pp. 91-122</li> <li>✓ FIPECO (2016), Les prélèvements obligatoires – La progressivité des prélèvements obligatoires, Les fiches de l'encyclopédie, 07 avril</li> <li>✓ François Vaillancourt, Stefano Polloni (2015), La taxation directe de la consommation – Une simulation des recettes et taux pour le Québec, Rapport de projet, CIRANO 2015RP-12, Montréal, mai</li> <li>✓ GREAT (2015), Inégalités et distribution de revenu au Mali, septembre</li> <li>✓ Jean-Marie Monnier (2000), L'équivalence fiscale des revenus et la réforme de l'impôt sur le revenu, Revue française de finances publiques, n° 69, mars 2000, pp.147-178</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Léa Boluze (2020), Taux marginal d'imposition – Définition et calcul, 29 septembre</li> <li>✓ Li Du, ZhongXiang Zhang (2018), Measuring the Redistributive Effects of China's Personal Income Tax, Asia &amp; the Pacific Policy Studies, vol. 5, no. 2, pp. 220–234</li> <li>✓ Louis Chauvel (1997), La toupie et le sapin – Les inégalités dans les sociétés contemporaines, Sciences humaines n° 72, mai</li> <li>✓ Martin Ravallion (1996), Comparaisons de la pauvreté – Concepts et méthodes, Etude sur la mesure des niveaux de vie, Document de travail n° 122, Banque mondiale, Washington, février</li> <li>✓ Nanak C. Kakwani (1977), Measurement of Tax Progressivity – An International Comparison, The Economic Journal, Volume 87, Issue 345, 1 March 1977, Pages 71–80</li> <li>✓ Thomas Piketty (2013), Le capital au XXIème siècle, Editions du Seuil, septembre, Collection Les livres du nouveau monde</li> <li>✓ Thomas Piketty (2015), L'économie des inégalités, La découverte, Collection Repères, février</li> <li>✓ Thomas Piketty (2019), Capital et idéologie, Editions du Seuil, Collection Les livres du nouveau monde, septembre</li> </ul>
Méthodologie	L'approche méthodologique adoptée a comporté les activités suivantes : la revue de littérature, les entretiens individuels avec des experts en la matière, l'analyse des indicateurs de pauvreté et d'inégalités sur les données secondaires de l'INSTAT, de la DGI, de la DGB et de la DNTCP. Les analyses quantitatives ont été complétées par celle qualitative des données primaires collectées par des entretiens individuels visés ci-dessus.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Enquête qualitative auprès des informateurs clés</li> <li>✓ Les données des enquêtes budget-consommation (EMOP – Enquête modulaire et permanente auprès des ménages)</li> <li>✓ Les données secondaires : le TOFE (Tableau des opérations financières de l'Etat) et les lois de finances.</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dans le cadre de la présente étude, il ressort des analyses effectuées que le revenu comprend trois (3) grandes sources à savoir le travail, le capital et les transferts reçus. Le revenu total d'ensemble est estimé à 3 984 milliards de FCFA dont la plus grande part est tirée du travail (91%).</li> <li>✓ La pauvreté a frappé en 2019 un peu moins de la moitié de la population (47.8%) mais cette incidence est plus grande en milieu rural qu'en milieu urbain. Les régions les plus pauvres sont celles de Sikasso (73.8%), Koulikoro (69.9%), Ségou (59.3%) et Gao (51.8%) et les moins pauvres sont Kidal, Bamako, Tombouctou et Kayes. Le taux de pauvreté baisse nettement avec le niveau d'instruction. L'écart moyen au seuil de pauvreté est de 23% dans l'ensemble et a globalement les mêmes tendances que le taux de pauvreté. Les contributions relatives à la pauvreté sont de 7% pour le milieu urbain et 92% pour le milieu rural.</li> <li>✓ Le niveau global d'inégalité de revenu mesuré par l'indice de Gini est, en 2019, de 44.5%. La distribution du revenu est plus inégalitaire en milieu urbain et parmi la population ayant un homme comme chef de ménage. La composante intra-milieu de l'inégalité de revenu pèse 50.8% contre 31% de composante inter-milieu.</li> <li>✓ La redistribution par les taxes a eu pour effet d'augmenter les indices de pauvreté, aussi bien l'incidence que la profondeur. Le milieu urbain est plus touché que le milieu rural en termes d'augmentation de la proportion de pauvres mais moins touché en termes d'augmentation de l'écart moyen des pauvres à la ligne de pauvreté.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuivre et renforcer les politiques actives de promotion de l'emploi des jeunes diplômés tout en tenant compte du genre e.g. octroi d'avantages fiscaux, accompagnement dans des stages de qualification, assouplissement de certaines charges sociales, etc.</li> <li>✓ Appuyer la création d'entreprises, y compris de micro-entreprises par l'octroi de crédit garanti, le financement de la formation qualifiante et leur assurer la participation au marchés publics de l'Etat et des collectivités territoriales ;</li> </ul>

- ✓ Poursuivre la politique de transfert des ressources aux collectivités territoriales afin de leur permettre de faire face aux impératifs de développement socioéconomique pour participer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités qui sont des problèmes plus infranationaux que nationaux ;
- ✓ Réduire la taxe sur la consommation des ménages et à compenser par une augmentation de l'impôt sur le revenu qui doit être progressif ;
- ✓ Elargir la couverture sociale au secteur informel, accompagné d'une baisse des taux de charges proportionnels au volume d'activités du secteur ;
- ✓ Différencier la politique de lutte contre la pauvreté selon le milieu, en mettant l'accent sur l'incidence en milieu urbain et la profondeur en milieu rural par un accroissement des transferts monétaires vers les ruraux et l'instauration d'un revenu minimum pour les urbains ;
- ✓ Renforcer les politiques de subventions des intrants et du matériel agricoles pour augmenter la productivité agricole et par conséquent le revenu en milieu rural.
- ✓ Mettre en œuvre la politique de revenu minimum universel, financé sur les recettes publiques tirées de l'exploitation minière industrielle, dans un premier temps en faveur des plus démunis avant son élargissement à tous ceux dépourvus de sources de revenu autres que les transferts ;
- ✓ Mettre en œuvre la politique de santé pour tous à travers un régime d'assurance maladie universelle, ce qui réduirait la pauvreté et favoriserait le développement car une population en bonne santé a une productivité plus grande ;
- ✓ Mettre en œuvre la politique de large accès aux services sociaux, notamment l'eau qui doit être considérée comme une denrée de première nécessité à offrir à toute la population

## 1.7. Finances locales

De finances locales, il s'agit essentiellement ici de la fiscalité et des dépenses budgétaires des communes en particulier et des collectivités du Mali en général sur la période 2016-2020 par la méthode de l'analyse financière des comptes de gestion. En effet, cette méthode permet à travers des ratios de mesurer le niveau de santé financière des collectivités en vue de prendre des mesures correctives ou d'atténuation. Il faut noter que le Mali a opté pour la décentralisation comme mode de gestion alternatif pour impulser et favoriser le développement à la base.



Le Mali s'est engagé dans une vaste réforme administrative à partir des années 1990 par le choix de la décentralisation comme outil de développement local. Après plusieurs années de pratique, cette décentralisation est confrontée à des défis importants. Au nombre de ces défis, il faut noter le transfert des compétences et des ressources, la gouvernance locale, la faiblesse de la

participation aux élections locales et la faiblesse de la mobilisation des ressources locales. Ces ressources difficilement mobilisées permettent d'initier, de mettre en œuvre et d'évaluer les programmes et projets de développement local.

D'une manière générale en République du Mali (2017a), les bases juridiques du droit budgétaire reposent sur trois éléments importants (article 213). Il s'agit de la loi portant code de transparence, celle relative aux lois de finances et enfin le règlement général sur la comptabilité publique. Sur la base de ces lois et règlement, Mahe (2020) annonce une vingtaine de principes (10 relevant du droit budgétaire et 8 du droit comptable) du budget d'une collectivité locale ou règles immuables applicables à

toutes les collectivités lors de la création de leur budget qui sont les principes de l'annualité, de l'équilibre, d'unité, d'universalité, de spécialité, d'antériorité, de sincérité, de légalité des impôts d'une part et d'autre part les principes de la séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable, de l'unité de caisse, de l'unité de trésorerie, des droits constatés, de l'intangibilité du bilan d'ouverture, de la permanence des méthodes,

de la transparence, de la prudence, de l'indépendance des exercices et des coûts historiques. De plus, le Code des collectivités énumère les groupes de ressources de ces nouvelles entités que sont les ressources fiscales (impôts et taxes, directs et indirects), les produits par nature, les transferts de l'Etat, les dons et legs et des ressources des partenaires techniques et financiers (PTF).

<p>Problématique</p>	<p>En 1995 puis en 2017, le Mali adopte le Code des collectivités territoriales. Les ressources ont été déterminées par la Loi N°96-051 du 16 octobre 1996 déterminant les ressources fiscales des communes ainsi que les conditions d'une gestion autonome des CT (Loi N°2017-051 du 2 octobre 2017 portant Code des collectivités territoriales). Trois niveaux de CT (commune, cercle et région) en plus du district de Bamako (avec un statut particulier) jouissant chacun de la personnalité morale et de l'autonomie financière et bénéficiant de transfert de compétences par l'Etat ont été créés. Tout comme au niveau national, les collectivités procèdent à l'élaboration, à l'exécution et au contrôle des budgets qui sont les instruments de planification et de mise en œuvre des programmes et projets de développement local. C'est ainsi que différents intervenants participent au processus budgétaire, des élus locaux aux fonctionnaires des collectivités, en passant par les fonctionnaires de l'Etat central et les partenaires techniques et financiers. Les ressources des communes proviennent de quatre (4) sources principales déterminées par la législation, à savoir la fiscalité locale, les produits des domaines et d'exploitation, les subventions de l'Etat et les emprunts (pour les investissements exclusivement).</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>La politique volontariste de décentralisation rime avec, entre autres, la création d'une fiscalité locale adaptée puisque les collectivités ainsi créées doivent faire face aux enjeux de développement par la construction et la réhabilitation des infrastructures sociales de base (écoles, centres de santé, adductions d'eau, etc.) et la réalisation d'investissements productifs. L'objectif général de la présente étude est d'explorer l'adéquation entre la fiscalité des communes et leurs dépenses budgétaires en lien avec le développement humain durable. Plus spécifiquement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ identifier les différents acteurs intervenant dans la fiscalité des communes et leurs rôles respectifs</li> <li>✓ faire une analyse stratégique SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) de la fiscalité des communes</li> <li>✓ analyser le cadre législatif et règlementaire de la fiscalité locale</li> <li>✓ analyser l'évolution des recettes fiscales et des dépenses budgétaires des communes aussi bien en prévision qu'en réalisation</li> <li>✓ déterminer le potentiel fiscal de chaque collectivité ainsi que celui de leur ensemble à partir de taux minima, maxima et moyen</li> <li>✓ faire ressortir le lien entre l'investissement dans les services sociaux de base et les recettes fiscales des communes.</li> </ul>
<p>Revue de littérature</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Abdrahamane F. Bagayoko (2010), Réflexions sur le processus de décentralisation au Mali (2ème partie), SAYONCOUL 6 novembre</li> <li>✓ Alain Guengant (1995), Analyse financière des collectivités locales et incertitude, In Politiques et management public, vol. 13, n° 3, La gestion des collectivités locales et régionales face à l'incertitude – Actes du septième colloque international organisé en collaboration avec l'Ecole Nationale d'Administration Publique – ENAP – du Québec – Montréal – 3/4 novembre 1994 – Tome 1 – Gérer dans l'incertain : mutations du cadre institutionnel et nouveaux outils. pp. 123-139</li> <li>✓ Alexandre Provost (2011), Repères méthodologiques pour la réalisation de diagnostics territoriaux au Québec, Sherbrooke, mars</li> <li>✓ Association Finances-gestion-évaluation des collectivités territoriales (), Manuel pratique d'analyse financière</li> <li>✓ Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly (2010), Processus budgétaire</li> </ul>

	communal, Great_Cahiers n°34, juillet-septembre
Méthodologie	Pour analyser la fiscalité locale, l'on a utilisé la méthodologie fiscalo-financière qui est basée sur le calcul des ratios financiers en vue de réaliser un diagnostic des finances locales communales, selon des grilles d'analyse plus ou moins fines, avec pour objectif d'être à la fois accessible et appropriable, pour et par les élus et agents territoriaux. L'analyse financière utilisée repose sur plusieurs techniques, à savoir (i) l'analyse financière rétrospective basée sur des résultats passés, (ii) l'analyse financière prospective pour analyser la situation fiscale et établir des diagnostics financiers, mesurer le potentiel et construire des scénarios prospectifs, (iii) l'analyse financière temporelle, et (iv) l'analyse financière spatiale (Souki, 2010). Chacune de ces analyses permet d'établir des tableaux de bord, de fournir des instruments de contrôle budgétaire et d'effectuer des comparaisons entre collectivités. En utilisant les comptes de gestions des communes, l'analyse financière rétrospective a été plus ou moins privilégiée.
Données utilisées	Données de la Direction nationale du trésor et de la comptabilité publique
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ De façon générale, les communes du Mali présentent un ratio d'épargne brute inférieur à 8% et est même négatif dans certaines communes</li> <li>✓ Les communes du Mali disposent d'un potentiel fiscal important de 164 milliards de fcfa avec de plus grandes marges de manœuvre pour les communes des régions de Sikasso, Koulikoro et Ségou</li> <li>✓ En moyenne, les communes du Mali en 2020 ont rendu des services de l'ordre de 7'302 fcfa par habitant, les plus forts services rendus étant observés dans les communes des régions de Koulikoro, Kayes et Sikasso avec une moyenne de près de 10'000 fcfa pour la première région, près de 8'700 fcfa pour la deuxième région et un peu plus 7'600 fcfa pour la dernière région</li> <li>✓ Les communes investissent en moyenne 1'180 fcfa par personne en termes de réalisation avec une plus grande proportion pour les communes de Kayes pour un montant de 2'178 fcfa par personne contre seulement 353 fcfa par personne pour les communes de Bamako</li> <li>✓ Enfin, l'on constate que les contribuables des communes payent en moyenne 160 fcfa, le niveau de fiscalité étant le rapport entre les impôts sur les personnes et la population, le plus fort taux étant observé à Kayes avec 322 fcfa par personne contre 3 fcfa par personne et 17 fcfa par personne respectivement à Kidal et à Tombouctou.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcer les capacités d'administration fiscale des collectivités (recrutement et formation d'agents fiscaux)</li> <li>✓ Inciter les CT à mobiliser leur potentiel fiscal</li> <li>✓ Faire des efforts de simplification de la collecte des mêmes impôts à destinations multiples</li> <li>✓ Dissocier les exonérations de l'Etat des prélèvements locaux</li> <li>✓ Etendre le partenariat public-privé aux CT dans la réalisation des investissements.</li> </ul>

## 1.8. Intégration et mondialisation

Cette sous-section présente les résultats des études portant sur des questions d'intégration et mondialisation. Elle comporte deux parties. La première partie porte sur les influences positives de la Chine et mitigée de la région. La deuxième présente les résultats de l'étude d'évaluation d'impact de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) réalisée dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale du Mali en matière d'intégration économique continentale

### 1.8.1. Influences positive de la Chine et mitigée de la région



Selon une nouvelle enquête Afrobarometer, les maliens sont beaucoup plus favorables à la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO en dépit des difficultés de mise en œuvre effective des traités et conventions garantissant cette libre circulation. Près de huit maliens sur dix estiment que le Mali devrait financer son développement sur ses ressources propres. Cette opinion est beaucoup plus prononcée dans la région de Sikasso. Les maliens sont très souverainistes en matière d'utilisation de l'aide. En effet, ils ne veulent pas du tout de

conditionnalités encore moins lier l'aide à la démocratie et au respect des droits de l'homme. Dans le monde des bailleurs, les maliens se sont beaucoup plus prononcés en faveur de la Chine qui serait un partenaire stratégique et poserait moins de conditionnalités aux prêts et aux aides. Cette perception explique la forte propension des maliens à s'inspirer du modèle chinois pour se développer contrairement au modèle européen ou encore russe.

Enfin, les maliens pensent toujours que le français a de longues années devant elle en tant que langue d'avenir. Ils sont encore nombreux à le classer en première position devant l'anglais et l'arabe. Malheureusement, très peu de maliens font cas de leurs langues nationales pour pouvoir amorcer leur développement s'il est reconnu « qu'aucun pays ne peut se développer dans une langue étrangère ».

Problématique	Les relations diplomatiques sino-maliennes remontent au début des années d'indépendance du Mali (25 octobre 1960). Ces relations couvrent tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle e.g. le troisième pont de Bamako inauguré le 22 septembre 2010, la COMATEX, l'hôpital du Mali, des installations sportives (Bougouni, San, etc.). En outre, une importante communauté chinoise réside au Mali, employée dans les entreprises chinoises très actives dans les domaines de la santé, de l'hôtellerie, des BTP, etc.
Pertinence politique	La Chine prend une place de plus en plus importante dans les échanges commerciaux depuis les années 1990. Avec une forte croissance, la Chine offre des opportunités d'accélérer le développement des pays africains en général et du Mali en particulier. Les flux commerciaux entre la Chine et l'Afrique se sont chiffrés à 100 milliards US\$ en 2008 (BAD, 2011). Aussi, la Chine a consenti des prêts et une assistance à des conditions préférentielles afin de financer un large éventail de projets de développement. La Chine tire également des avantages non négligeables de cette relation, qui lui donne accès à des matières premières, élargit les débouchés pour ses exportations de produits manufacturés et lui permet de nouer des relations d'investissement qui pourraient à terme lui apporter des bénéfices significatifs, ainsi qu'une certaine influence diplomatique. Mais si les pays d'Afrique veulent que cette relation avec la Chine contribue à une croissance durable et au recul de la pauvreté, ils doivent exercer leur leadership, en particulier pour renforcer leur politique intérieure et leur gouvernance et pour harmoniser les politiques régionales, afin d'améliorer le poids du continent dans ses négociations avec ce pays.
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ BAD : La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ? 2011</li> <li>✓ Oumou Niogho Sanogo : Evolution de la coopération sino-malienne entre 1960 et 2008, février 2010</li> <li>✓ Abdrahamane Sanogo : Les relations économiques de la Chine et du Mali, AERC, Nairobi, 2008</li> <li>✓ Divers rapports sur la thématique</li> </ul>
Méthodologie	✓ Revue de littérature

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyse statistique des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels</li> </ul>
Données utilisées	Données de l'enquête Afro baromètre de mars 2020 au Mali
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Un peu plus de six maliens sur dix se disent favorables à la libre circulation dans l'espace CEDEAO contre 36% de personnes en faveur de la limitation</li> <li>✓ Plus de neuf maliens sur dix (93% et 91%) estiment qu'il est difficile de traverser les frontières des pays de l'Afrique de l'Ouest en dépit des traités et des conventions d'intégration</li> <li>✓ La majorité des maliens pensent que le pays doit décider librement de l'utilisation des dettes contractées ou de l'aide, soit 57% contre 42% de personnes favorables à des conditionnalités</li> <li>✓ Près de six maliens sur dix estiment que la Chine consent des prêts et de l'aide au pays (soit plus exactement 57%)</li> <li>✓ Aussi, sept maliens sur dix estiment que la Chine a une influence économique importante sur le Mali contre seulement 13% pensant à une influence faible et 9% sans influence</li> <li>✓ Même si la Chine semble moins exigeante sur ses prêts et aide, les maliens sont dans une large proportion favorable au remboursement de la dette chinoise.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les pays ouest africains doivent faire des efforts pour que l'intégration sous-régionale soit une réalité au-delà de la signature et de la ratification des traités et conventions de libre circulation des biens et des personnes</li> <li>✓ Le lancement du passeport africain en 2016 et l'adoption du Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine en 2018 (Union africaine, 2018) semblaient des pas importants, mais l'effectivité de la libre circulation des personnes au niveau africain dépend de l'entrée en vigueur de ce protocole (Shukuru, 2020)</li> <li>✓ En matière économique et d'ouverture aux partenariats internationaux, la Chine devient de plus en plus un concurrent sérieux à l'hégémonie de l'ancienne puissance colonisatrice qu'est la France</li> </ul>

### 1.8.2. Modélisation de la mise en œuvre de la ZLECAf



Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale du Mali en matière d'intégration continentale, GREAT a conduit une étude d'évaluation d'impact de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cette étude vise à permettre au Mali de tirer le maximum de bénéfices économiques et sociaux en identifiant les forces et les faiblesses de ses secteurs économiques et en déterminant les menaces et les opportunités que lui offre l'intégration économique. Les principaux résultats suggèrent que la ZLECAf pourrait entraîner une augmentation

des importations et exportations du Mali ainsi que la demande de travailleurs qualifiés. Cependant, les résultats ne permettent pas de prévoir un changement dans la demande de travail non qualifiés. Par ailleurs, la ZLECAf va certainement entraîner une diminution des recettes de l'Etat à travers une baisse des droits de douane à l'importation, des impôts sur le revenu des entreprises, une baisse des recettes de TVA et une chute des taxes à la production. D'une manière générale, l'application de la ZLECAf sera plus ou moins favorable aux ménages. Les résultats de l'analyse de la compétitivité des produits maliens basée sur l'indice de l'avantage comparatif révéler normalisé (ACRN) montrent que le Mali est compétitif dans plus de deux cents lignes tarifaires à six chiffres. Ces résultats sont basés sur les données de commerce international du Mali entre 2011 et 2017.

En matière de stratégie d'intégration, les résultats suggèrent que le Mali doit aligner sa

stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf sur les plans de développement du pays en vue de contribuer à la création de chaînes de valeurs aussi bien nationales que régionales par le développement de services de soutien au commerce intra-africain des produits, intermédiaires comme manufacturés. La stratégie peut se décliner en 4 axes stratégiques.

Problématique	<p>Les effets d'une intégration économique peuvent s'avérer hétérogènes entre les pays membres. L'intégration peut impliquer des effets potentiellement néfastes pour certains pays membres dépendamment de la spécificité de leurs économies. Par exemple, il peut y avoir des problèmes de polarisation, en l'occurrence la concentration des industries et des activités économiques dans certains pays membres du fait du niveau inégal de dotation factorielle. Elle peut donc provoquer une concurrence avantageuse pour les entreprises les plus efficaces installées dans des pays disposant d'infrastructures de qualité, proches de la mer (transport maritime), bénéficiant de la bonne pluviométrie. Dans les accords commerciaux, il est généralement prévu des fonds de compensation pour aider les pays désavantagés et promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de leurs communautés. Cependant, en raison du caractère non permanent de ces mesures ou de l'incapacité à opérer une meilleure répartition entre Etats membres des flux d'investissement, ces mesures ne sont toujours pas appliquées à hauteur de souhait. En conséquence, les unités industrielles du Mali peuvent faire face à une concurrence des industries des pays côtiers favorisées par le coût réduit de transports de produits intermédiaires. Les industriels maliens attirent fréquemment l'attention des autorités maliennes sur la question d'intégration économique en demandant à celles-ci de prendre des mesures limitant la libre circulation des marchandises, telle que la suspension des intentions d'importation pour certains produits en provenance des pays partenaires.</p>
Pertinence politique	<p>Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale du Mali en matière d'intégration économique continentale. Elle vise à permettre au Mali de tirer le maximum de bénéfices économiques et sociaux en identifiant les forces et les faiblesses de ses secteurs économiques et en déterminant les menaces et les opportunités que lui offre l'intégration économique, plus précisément la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).</p>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Balassa, B. (1961). Patterns of industrial growth: comment. <i>The American Economic Review</i>, 51(3), 394-397.</li> <li>✓ Anderson, J. E., and Van Wincoop, E. (2004). Gravity with gravitas: a solution to the border puzzle. <i>American economic review</i>, 93(1), 170-192.</li> <li>✓ Sarker, R. and Ratnasena, S. (2014). Revealed comparative advantage and half-a-century competitiveness of Canadian agriculture. <i>Canadian Journal of Agricultural Economics</i> 62 (2014) 519-544.</li> </ul>
Méthodologie	<p>L'évaluation des impacts de la mise en œuvre de la ZLECAf a mobilisé des méthodes de simulation et économétrique. Il s'agit précisément (i) du modèle de simulation SIMALI, (ii) de l'estimation économétrique des avantages comparatifs révélés du Mali dans différentes lignes tarifaires, (iii) de l'estimation économétrique d'un modèle de gravité.</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données du système intégré de commerce mondial de la Banque mondiale (UN COMTRADE/WITS). Elles couvrent la période 2010-2017 ;</li> <li>✓ Les données des comptes nationaux à savoir le TRE, le TCEI ;</li> <li>✓ Données de l'EMOP (2015-2016) ;</li> <li>✓ Les paramètres sont obtenus à partir de la littérature.</li> </ul>
Principaux résultats	<p>La mise œuvre de la ZLECAf pourrait impliquer les principaux résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une augmentation de près de 2% des exportations (soit 2% en valeur et 1.57% en volume) et de 1% pour les importations (soit 1% en valeur et 0.95% en volume) ;</li> <li>✓ Une augmentation du PIB au coût des facteurs en valeur et du PIB au coût des facteurs en volume respectivement de 0.19% et 0.09% à la suite du démantèlement tarifaire ;</li> <li>✓ Une augmentation de la demande de travail de 0.67% pour les travailleurs qualifiés et du salaire d'équilibre des non qualifiés de 1.25%, sans changement dans la demande de travail non qualifié ;</li> <li>✓ Une baisse des taux de droits de douane sur les prix à l'importation ;</li> <li>✓ Une baisse de 1.55% des impôts sur le revenu des entreprises,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une baisse de 1.24% des recettes de TVA ;</li> <li>✓ Une chute de -71.41% des taxes d'importation ;</li> <li>✓ Une légère baisse de 0.01% des taxes sur la production ;</li> <li>✓ Une situation moins favorable aux ménages ;</li> </ul> <p>L'analyse de la compétitivité des produits maliens montre que le Mali est compétitif dans plus de deux cents lignes tarifaires à six chiffres sur la scène internationale</p>
Recommandations	<p>En matière de stratégie d'intégration, les résultats suggèrent que le Mali doit aligner sa stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf sur les plans de développement du pays en vue de contribuer à la création de chaînes de valeurs aussi bien nationales que régionales par le développement de services de soutien au commerce intra-africain des produits, intermédiaires comme manufacturés. La stratégie peut se décliner en 4 axes stratégiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la transformation des structures socio-économiques aux fins de diversifier l'économie en vue d'exploiter les avantages comparatifs pour développer le secteur industriel</li> <li>✓ la réforme fiscale par la suppression de certaines barrières, tarifaires et non tarifaires, contraires à la promotion du commerce et des unités de production locales créatrices de richesse et pourvoyeuses d'emplois</li> <li>✓ la rationalisation et la modernisation de l'administration publique en vue d'une meilleure cohérence entre les différentes politiques nationales et régionales</li> <li>✓ la facilitation de l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales par le renforcement de l'accès aux marchés nationaux, régionaux et continentaux grâce au développement des infrastructures de transport et de services logistiques compétitifs.</li> </ul>

## 1.9. Gouvernance

On aborde successivement la direction de marche du pays et la crédibilité des élections de 2018. Ces thèmes sont issus de l'analyse des données Afrobarometer de 2020 recueillies auprès d'un échantillon représentatif de 1'200 adultes maliens des deux sexes sur toute l'étendue du territoire.

### 1.9.1. Direction de marche du pays



Les résultats de l'enquête Afrobarometer menées 2020 révèlent que l'écrasante majorité des maliens estime que la direction

générale et la situation économique de leur pays sont mauvaises. Cette perception de la mauvaise direction de marche du pays ne souffre ni d'effet de milieu de résidence, d'éducation, de religion, de genre, d'appartenance partisane, ni même que le répondant ou la répondante à l'enquête ait pensé ou non que l'enquête fût commanditée par le gouvernement.

En plus, l'enquête révèle que la majorité des sondés surtout à Bamako, Kayes, et Koulikoro juge que la situation économique s'est empirée depuis l'année précédente.

Problématique	Dans le contexte politique actuel, surtout la grave crise qui secoue Bamako depuis les grands rassemblements du M5-RFP (Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques) en juin-juillet 2020, les données Afrobarometer s'invitent dans le débat sur la crise multidimensionnelle que traverse le pays depuis 2012.
Pertinence politique	Dans un tel contexte, sans surprise, les maliens expriment plus de confiance envers les

	chefs traditionnels et religieux qu'envers les leaders et institutions de l'Etat. Cependant, ils accordent en grande majorité leur confiance envers les forces de défense.
Revue de littérature	✓ Connaissances empiriques des auteurs
Méthodologie	✓ Analyse statistique des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels
Données utilisées	✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars-avril 2020 au Mali
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Près de neuf Maliens sur 10 (86%) estiment que leur pays va dans la mauvaise direction.</li> <li>✓ Cette perception négative de la direction de marche du pays va de 78% à Sikasso à 92% à Tombouctou et est forte indépendamment de l'appartenance partisane des personnes interrogées, allant de 82% pour les individus proches de la mouvance présidentielle (Ensemble pour le Mali) à 90% pour ceux dans l'opposition.</li> <li>✓ Ils sont quatre maliens sur cinq (81%) à estimer que la situation économique du pays est plutôt mauvaise. Cette opinion est partagée par la grande majorité indépendamment de leur niveau d'études, genre, âge, ou milieu d'habitation.</li> <li>✓ Plus de la moitié (55%) des Maliens estiment par ailleurs que les conditions économiques actuelles du Mali sont « pires » ou « bien pires » que celles d'il y a un an. Les habitants de Bamako et de Kayes (70%) ainsi que de Koulikoro (64%) ont plus le sentiment que la situation s'empire.</li> <li>✓ Tandis que huit maliens sur 10 expriment avoir « partiellement » ou « beaucoup » confiance envers les chefs traditionnels (83%), les forces de défense (82%), et les leaders religieux (78%), moins de la moitié des sondés font confiance envers le président de la République (47%), les partis de la mouvance présidentielle (38%), l'Assemblée Nationale (37%), et les cours et tribunaux (36%).</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'Etat doit lutter contre l'impunité</li> <li>✓ Il doit développer des mesures de rigueur et transparence</li> <li>✓ Il doit s'attaquer à l'insécurité dans le pays.</li> </ul>

## 1.9.2. Crédibilité des élections

### Mali : Les candidats à la Présidentielle 2018



GREAT a réalisé un sondage d'opinion entre le 16 mars et le 3 avril 2020 sur toute l'étendue du territoire en partenariat avec Afrobarometer sur un échantillon de 1'200 personnes. L'objectif était de recueillir les perceptions des citoyens âgés de 18 ans et plus sur un certain nombre de thématiques, à savoir la gouvernance, l'économie, la démocratie, la marche du pays, etc.

Au Mali, le cadre juridique national assure une base suffisante à la tenue d'élections crédibles mais reste à préciser et à compléter, en particulier en matière de délais et de temps imparti accordé au processus, et en matière de financement des campagnes. Le cadre international est quant à lui complet, le Mali ayant ratifié la grande majorité des textes internationaux et régionaux nécessaires au processus électoral. Une configuration assez complexe qui inclut trois organes (le Ministère chargé de l'administration territoriale, la Commission électorale nationale indépendante – CENI et la Délégation générale aux élections – DGE) avec différentes compétences assure l'organisation de l'élection. Même si les compétences diffèrent, la répartition des tâches et des attributions entre ces trois organismes manquant de coordination ne s'avère pas efficace.

Problématique	Depuis 1992, le Mali s'est engagé dans la voie de la démocratie pluraliste à travers la
---------------	---

	<p>Constitution du 25 février et a organisé des élections successives pour choisir ses dirigeants autant au niveau de la présidence qu'à celui des députés ou encore des conseillers communaux et autres dirigeants. En janvier 2012, le pays a connu une nouvelle rébellion armée marquée notamment par des exécutions sommaires de militaires par des bandes armées et terroristes à Aguek hoc, Ménaka et Tessalit dans les régions de Gao et Kidal. Cette situation, en plus de la mauvaise gouvernance des affaires publiques en général et au sein de l'armée en particulier par les autorités de l'époque, a conduit à une atmosphère de mécontentement général d'une grande partie de la population. En 2020, après des élections présidentielles controversées, le pays replongea dans une série de crises qui vont aboutir à deux coups d'Etat respectivement en 2020 et 2021. Après des négociations infructueuses avec la communauté internationale, le Mali est frappé par des sanctions économiques et la fermeture des frontières. Certaines questions de ce round Afrobarometer étaient relatives à la crédibilité des élections présidentielles de 2018 de façon générale. Plus spécifiquement, l'on a sondé les citoyens sur leurs perceptions des élections de 2018, les parties prenantes, des performances des élus et l'appartenance partisane.</p>
Pertinence politique	<p>En Afrique, il existe un large consensus quant au fait que le régime démocratique est préférable à un régime autoritaire selon des enquêtes. Ainsi, la démocratie représentative semble gagner beaucoup de terrain au cours des dernières années, de sorte qu'on peut maintenant dire qu'elle est le moindre mal, surtout en matière de gouvernance. La tenue d'élections libres et justes est une condition incontournable de la démocratie. La tenue d'élections change-t-elle vraiment ce que les gouvernements font ?</p>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ André Blais : Les élections affectent-elles les politiques gouvernementales ? le cas des dépenses publiques, 2003</li> <li>✓ Claude Fay : « L'urne ne parle pas » : multipartismes et mobilisations électorales des liens sociaux (Mali, Maasina)</li> <li>✓ Christophe Voilliot : pour une analyse configurationnelle des élections. Norbert Elias et le vote, 2008</li> <li>✓ Guy S-Goodwill-Gill : Elections libres et régulières, union interparlementaire, 2006</li> </ul>
Méthodologie	<p>Revue de littérature Analyse des données recueillies auprès des citoyens</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars-avril 2020 au Mali</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le traitement de ces données a montré globalement l'engouement encore vivace des maliens pour la démocratie comme mode de gouvernance. Ils sont ainsi 69% à affirmer voter, avec 90% à Ségou, 78% à Tombouctou et 75% à Mopti.</li> <li>✓ Malgré l'acceptation de ce mode de gestion, très peu de maliens ont participé aux campagnes (34%) et seulement 29% ont affirmé travailler pour un candidat</li> <li>✓ Près de 4 maliens sur 10 (36%) disent avoir été contacté par le représentant d'un parti politique pour 43% de vote favorable et 18% d'abstention</li> <li>✓ Le risque d'intimidation politique ou de violence a été également perçu pendant ces élections, soit 17%</li> <li>✓ Plus de 6 personnes sur 10 (61%) ont estimé que les élections présidentielles de 2018 ont été irrégulières et cela est affirmé beaucoup plus à Bamako (74%), Gao-Kidal (72.5%)</li> <li>✓ Près de 8 maliens sur 10 (77%) sont d'accord avec les performances du chef traditionnel comparativement au Président de la République ou encore au député de la localité contre seulement 22% d'avis contraire.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Préciser le cadre légal des nominations de membres de bureaux de vote pour qu'il permette des adaptations en fonction des candidats en lice et soit susceptible à minima d'un recours administratif auprès des instances de nominations.</li> <li>✓ Améliorer la communication et la transparence, à travers la publication systématique par le Ministère public, sur son site Internet, de l'ensemble des décisions réglementaires et administratives d'intérêt pour les électeurs et les partis politiques/candidats, en assurant ainsi l'accès en temps réel</li> <li>✓ Publier de manière systématique les résultats de la supervision par la CENI à tous les niveaux et dans tous les domaines qu'elle couvre. Effectuer des recommandations tout au long du processus et s'assurer que des améliorations sont apportées</li> </ul>

- ✓ Garantir la liberté d'expression et de la presse
- ✓ Sensibiliser de manière élargie les catégories fragiles de la population, surtout en milieu rural
- ✓ Vulgariser à travers les médias toutes les informations électorales dans les diverses langues nationales, et en particulier les décisions de dernières minutes.

## 1.10. Evaluation de politiques

Cette sous-section porte sur les thématiques d'évaluation des politiques publiques. Elle comporte trois parties (i) les performances du gouvernement malien dans divers domaines sociaux et économiques, (ii) la synthèse des résultats sur l'évaluation d'une politique d'assainissement, (iii) l'évaluation d'un projet d'autonomisation des femmes.

### 1.10.1. Performances du gouvernement



Les résultats de l'enquête Afrobarometer (round 8) menée au Mali (toutes les régions et le district de Bamako) en 2020, auprès de 1'200 individus, dont 50% de femme, âgés de 18 ans et plus, révèlent que l'écrasante majorité des maliens était critique de la

performance de leurs dirigeants. Les résultats dans le présent rapport sont tirés du traitement des questions qui suivent (i) : Etes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? Ils sont fiables avec une marge d'erreur de  $\pm 2.5\%$  à un niveau de confiance d'au moins 95%.

Problématique	Dans un pays déjà confronté à de profonds défis politiques et économiques, et face à la réponse inepte et inefficace du Président de la République, il semble que les maliens ne pensaient pas qu'ils, ou leur pays, pouvaient survivre trois années supplémentaires de la spirale de déclin et montrent le mécontentement des maliens sur la non prise en compte de leurs préoccupations.
Pertinence politique	Les Maliens sont profondément mécontents des performances de leurs dirigeants. L'appréciation de la performance du Président de la République était à son plus bas niveau jamais enregistré par Afrobarometer depuis le début des enquêtes au Mali en 2001.
Revue de littérature	✓ Divers rapports Afrobarometer
Méthodologie	Analyse statistique des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars-avril 2020 au Mali</li> <li>✓ Six citoyens sur 10 (61%) désapprouvaient la façon dont le Président remplissait sa fonction</li> <li>✓ Encore plus (70%) ont donné à leurs représentants à l'Assemblée nationale une mauvaise évaluation de leur travail.</li> <li>✓ Les conseillers communaux ont reçu des critiques plus mitigées (52% de désapprobation), tandis que les chefs traditionnels ont brillé avec un taux d'approbation de 76%.</li> <li>✓ De larges majorités ont déclaré que les Forces armées maliennes protègent « souvent » ou « toujours » le pays contre les menaces de sécurité internes et externes (80%) et qu'elles agissent de manière professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens (69%).</li> </ul>
Recommandations	✓ Améliorer la gouvernance du pays en luttant efficacement contre la corruption

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le Président de la République devrait tenir compte des aspirations des citoyens dans la gestion quotidienne du pays</li> <li>✓ Les élus devraient se rapprocher davantage des citoyens en vue de prendre en compte leurs besoins dans les plans de développement communaux</li> <li>✓ Renforcer le leadership des chefs traditionnels pour une meilleure gestion de la cité</li> <li>✓ Doter l'armée de moyens pour lutter contre l'insécurité et le djihadisme</li> </ul>
--	---

### 1.10.2. Evaluation WASPA de la politique d'assainissement



Alors qu'une attention croissante est accordée à l'assainissement et au renforcement de l'environnement, de nombreux pays africains manquent encore de politiques d'assainissement claires, à jour et applicables et de lois complètes. Les lacunes dans les lois et les politiques ont un impact négatif sur la prestation de services d'assainissement dans les pays africains. Une évaluation des politiques et stratégies d'assainissement dans 26 pays menée par l'AMCOW en 2019 a indiqué

des politiques d'assainissement inadéquates ou inexistantes qui favorisent les inégalités dans la prestation des services d'assainissement et compliquent l'allocation des ressources financières.

C'est pourquoi, dans le cadre du projet "West African Sanitation Policy and Activators" (WASPA), une activité d'évaluation des politiques d'assainissement dans 5 pays francophones d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal) a été menée. Ce projet avait pour objectif de construire et maintenir un leadership politique pour une gestion sûre de l'assainissement dans ces 5 pays africains à travers un plaidoyer soutenu par des données probantes provenant de la recherche.

Problématique	Au Mali, les problèmes d'assainissement se posent avec acuité, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines. L'insalubrité, conséquence d'un incivisme criard et l'insuffisance d'ouvrages d'assainissement entrave le développement socio-économique des populations à travers la dégradation de l'environnement, la propagation des maladies et diverses autres nuisances qui affectent la santé, humaine en particulier. Le conflit connu par le Mali à partir de 2012 a sans aucun doute ralenti la mise en place des activités et de nombreux objectifs n'ont pas été atteints. L'objectif concernant l'accès à un assainissement de base était fixé à 57% pour 2015 (RdM, 2008, p.41) et n'a qu'à peine atteint les 32% (OMS/UNICEF, 2017). La défécation en plein air était encore de 8% en 2015 dont 13% dans le milieu rural (OMS/UNICEF, 2017).
Pertinence politique	Les Directives africaines sur les politiques d'assainissement (ASPG) sont une initiative menée par le Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW). Considérant que plus de 695 millions de personnes en Afrique subsaharienne vivent sans accès à l'assainissement de base, à la fin des OMD en 2015 (OMS/UNICEF, 2017), les ASPG fourniront les directives nécessaires aux États africains pour développer des politiques d'assainissement fonctionnelles et créer un environnement propice pour soutenir la mise en œuvre de politiques d'assainissement et d'hygiène inclusives pour atteindre les objectifs régionaux et internationaux d'ici 2030.
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ AMCOW (2021). Lignes directrices africaines pour les politiques d'assainissement. Abuja, Nigéria;</li> <li>✓ AMCOW (2019), African sanitation policy assessment report, Sub-Committee of the AU Specialized Technical Committee on Agriculture, Rural Development,</li> </ul>

	<p>Water and Environment;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ DNACPN (2018), Rapport diagnostic du sous-secteur de l'assainissement et évaluation de mise en œuvre de la politique nationale de l'assainissement au Mali ;</li> <li>✓ République du Mali (2019), Politique nationale de protection de l'environnement – Adoptée par le Conseil des ministres du 13 novembre ;</li> <li>✓ République du Mali (2019), Document portant Politique nationale d'assainissement, février ;</li> <li>✓ République du Mali (2014), Décret n°2014-0572/p-RM du 22 juillet 2014 fixant le détail des compétences transférées de l'Etat aux collectivités territoriales dans le domaine de l'assainissement et de la lutte contre les pollutions et nuisances ;</li> <li>✓ REACH, Wash Cluster Mali (2021), Evaluation multisectorielle des besoins (msna)/ évaluation conjointe des besoins en eau, assainissement, et hygiène (EHA) – Revue des données secondaires sur le secteur EHA au Mali, juillet ;</li> <li>✓ OMS (2018), Mali – Etude de cas sur les politiques et la planification de l'assainissement (pour discussion)  <a href="https://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/investments/mali-sanitation-and-policy-planning-case-study-for-discussion.pdf">https://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/investments/mali-sanitation-and-policy-planning-case-study-for-discussion.pdf</a>.</li> </ul>
Méthodologie	<p>L'approche méthodologique utilisée pour faire cette évaluation s'inspire de la méthodologie proposée par AMCOW dans le rapport d'évaluation des politiques d'assainissement en Afrique (2019) mais aussi de la méthodologie proposée dans le document des ASPG parce que ces lignes directrices offrent des orientations sur l'élaboration de politiques d'assainissement qui couvrent tous les types et situations de peuplement, allant du milieu urbain au milieu rural en passant par les zones périurbaines et les petites villes. L'assainissement à tout niveau et en toute situation y est traité, ménages, institutions (telles que les écoles et les formations sanitaires), établissements commerciaux, lieux publics (tels que les marchés et les terminaux de transport public) et situation d'urgence. Cette méthodologie va se concentrer essentiellement sur deux grandes phases, à savoir une analyse documentaire des politiques d'assainissement au Mali et une évaluation complémentaire sur le terrain</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La Politique nationale d'assainissement" (PNA)</li> <li>✓ Les 5 stratégies accompagnatrices de la Politique</li> <li>✓ La nouvelle version de la PNA et ses stratégies</li> <li>✓ Les rapports d'évaluation</li> <li>✓ Des politiques d'assainissement dans d'autres secteurs comme la santé et l'éducation</li> <li>✓ Des rapports de mi-parcours des politiques et programmes</li> <li>✓ Données d'entretiens qualitatifs</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une bonne connaissance du cadre juridique et politique du secteur de l'assainissement ;</li> <li>✓ Une cartographie bien détaillée de l'assainissement au Mali ;</li> <li>✓ L'identification des liens entre les politiques d'assainissement et les aspects sanitaires et environnementaux ;</li> <li>✓ Le degré d'inclusion sociale des politiques grâce à une identification des principaux groupes de population ciblés par les politiques en question ;</li> <li>✓ Une meilleure connaissance de la réglementation dans le secteur de l'assainissement ;</li> <li>✓ Un état des lieux des financements du secteur de l'assainissement et de leurs sources.</li> <li>✓ Une maîtrise des mécanismes de suivi et évaluation des politiques d'assainissement mises en place.</li> </ul>
Recommandations	<p>La révision à venir de la PNA doit prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ l'accroissement démographique de la population ;</li> <li>✓ l'urbanisation de plus en plus soutenue et capitaliser les acquis des projets et programmes porteurs comme l'ATPC ;</li> <li>✓ intégrer l'objectif 6 des ODD et inclure également l'approche fondée sur les droits humains (AFDH) et l'approche genre et pro-pauvre à l'horizon 2030 ;</li> <li>✓ l'élaboration d'un rapport semestriel afin apprécier le niveau de mise en œuvre de la politique et d'un rapport annuel pour servir de base de discussion.</li> </ul>

### 1.10.3. Evaluation à mi-parcours d'un projet d'autonomisation des femmes



Cette étude d'évaluation à mi-parcours s'inscrit dans le cadre du projet Autonomisation des femmes du Sahel et dividende démographique (SWEDD). L'étude visait à mesurer rigoureusement l'impact et l'efficacité des interventions en vue de leur mise à échelle, dans le pays. Le processus de l'évaluation d'impact comporte trois étapes essentielles : l'enquête de base, l'enquête à mi-parcours

et l'évaluation finale. GREAT a contribué, entre autres, à calculer le taux d'attrition des ménages et adolescents et à étudier sa relation avec le traitement sur la base des données d'enquêtes de 2017 et 2021. Cette relation a été étudiée à travers une régression linéaire et non linéaire en contrôlant pour les effets fixes communs. Les résultats montrent qu'il n'existe pas de lien significatif entre l'attrition des ménages et des adolescents et leur statut de traitement, et ce pour tous les types de traitement. L'attrition n'affecte pas l'impact des traitements sur les bénéficiaires.

Problématique	L'autonomisation de la femme et la maîtrise de la croissance démographique font partie des défis majeurs au Mali. En vue de relever ces défis, les autorisés du Mali et leurs partenaires techniques et financiers ont financé la mise en œuvre de trois sous projets notamment (i) Projet d'appui à l'apprentissage et à l'autonomisation économique des femmes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et la périphérie du district de Bamako, (ii) Projet de lutte contre l'abandon scolaire des jeunes filles dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Mopti, (iii) Projet de renforcement de la santé Sexuelle et de la reproduction des adolescents et des jeunes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Mopti.
Pertinence politique	Le projet Autonomisation des femmes du Sahel et dividende démographique (SWEDD) contribue à accélérer la transition démographique, afin de soutenir le dividende démographique, et réduire l'inégalité de genre dans la région du Sahel.
Revue de littérature	✓ Rapport d'enquêtes de 2017 et 2021.
Méthodologie	La méthodologie a consisté dans un premier temps à calculer le taux d'attrition des ménages et adolescents sur la base des données d'enquêtes de 2017 et 2021. Dans un second temps, la relation entre le taux d'attrition et le statut de traitement a été étudiée à travers une régression linéaire et non linéaire en contrôlant pour les effets fixes communs.
Données utilisées	✓ Base de données d'enquêtes de suivi de 2017 et 2021.
Principaux résultats	✓ Il n'existe pas de lien significatif entre l'attrition des ménages et des adolescents et leur statut de traitement, et ce pour tous les types de traitement ; ✓ L'attrition n'affecte pas l'impact des traitements sur les bénéficiaires.
Recommandations	✓ Identifier d'autres facteurs pouvant expliquer l'attrition des ménages et des adolescents autres que leur statut de traitement afin de faire un suivi adéquat.

## 1.11. Offres diverses d'études et de recherche

Ce chapitre sur les études et recherches ne serait complet que si l'on parle des offres infructueuses que GREAT a soumis à des partenaires. En effet, dans le cadre de la mobilisation des ressources et de la diversification des partenaires, GREAT a postulé au total à 5 marchés infructueux qui sont l'enquête de perception du CICR dans certaines localités du pays, l'analyse des données « women respond to Covid-19 », le travail des enfants, la réglementation communautaire et l'intégration économique ainsi que l'évaluation de la politique nationale genre du pays.

### 1.11.1. Enquête de perception du CICR

Partenaire	CICR
Contexte	<p>Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) apporte, depuis 1991, des réponses aux besoins des personnes affectées par le conflit armé dans le Nord et le Centre du Mali. Pour accomplir cette mission, le CICR dispose de deux représentations dont une à Bamako et l'autre à Gao. À travers ses deux représentations, le CICR réalise plusieurs activités notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les visites aux personnes privées de liberté</li> <li>✓ Le rétablissement des liens familiaux entre proches séparés à cause du conflit</li> <li>✓ La prise en charge des blessés de guerre</li> <li>✓ La vaccination animale</li> <li>✓ La distribution des semences et matériels agricoles aux paysans</li> <li>✓ La réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau</li> <li>✓ La diffusion du droit international humanitaire (DIH).</li> </ul> <p>Dans le cadre de ses activités, le CICR collabore également avec un partenaire privilégié qu'est la Croix-Rouge Malienne (CRM). Le CICR est l'un des rares acteurs humanitaires présents au Nord et au Centre du Mali.</p> <p>Cependant, malgré sa présente accrue et ses activités de soutien aux communautés et aux populations dans les deux zones affectées par le conflit armé, en septembre 2020, le CICR a été victime d'une attaque contre un de ses véhicules dans le centre du Mali. Cet incident majeur a soulevé plusieurs questionnements. Pour y apporter des réponses appropriées et orienter ses interventions, le CICR initie la présente étude en vue d'évaluer les niveaux de connaissance, de perception et d'acceptation des communautés et des populations cibles des cercles de Bandiagara, Bankass et Koro sur sa mission et ses activités au Mali. Tous ces trois cercles sont situés dans le centre du Mali, plus précisément dans la Région de Mopti.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyser la perception des communautés et les populations cibles de l'organisation sur le CICR et ses activités :</li> <li>✓ Étudier les connaissances des communautés et principaux interlocuteurs sur le CICR</li> <li>✓ Dégager les tendances sur les différentes perceptions sur le CICR</li> <li>✓ Étudier l'acceptation du CICR auprès des communautés et interlocuteurs</li> <li>✓ Identifier les différences faites par les communautés entre le CICR et les autres organisations humanitaires</li> <li>✓ Recenser les attentes des communautés en termes d'actions humanitaire du CICR</li> <li>✓ Mesurer le niveau de satisfaction des communautés vis-à-vis du CICR</li> <li>✓ Évaluer le niveau d'acceptation du CICR dans les zones de l'étude en vue d'établir des priorités d'interventions envers les groupes de population cibles qui doivent être mieux informés et inclus dans les activités</li> <li>✓ Étudier le mécanisme de réception des informations des communautés affectées ;</li> <li>✓ Identifier et répertorier les canaux de communication utilisés par les communautés affectées</li> <li>✓ Identifier et étudier les plateformes que les communautés affectées utilisent pour communiquer entre elles et les plateformes auxquelles elles font confiance</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Identifier les canaux de communication adéquates que le CICR pourrait utiliser pour faire passer ses messages</li> <li>✓ Identifier les médias les plus utilisés par les communautés pour accéder à l'information</li> <li>✓ Vérifier si les réseaux sociaux sont utilisés pour satisfaire les besoins d'information / communication des communautés</li> <li>✓ Recenser les suggestions des communautés pour améliorer l'action humanitaire du CICR ;</li> <li>✓ Informer le niveau de risque présent de perception dans la zone de l'étude</li> <li>✓ Partager les préoccupations avec les départements opérationnels engagés dans des activités de communication avec les bénéficiaires, afin d'améliorer la présentation de l'organisation et de ses actions à tous les niveaux.</li> </ul>
Méthodologie	Pour atteindre les résultats de cette étude, GREAT a proposé une approche méthodologique mixte (quantitative et qualitative) en six étapes. Les deux premières étapes sont consacrées à l'échantillonnage quantitatif et qualitatif, la troisième présente les outils de collecte de données. La quatrième concerne le recrutement et la formation des agents de terrain. Les cinquième et sixième étapes porte respectivement sur la constitution des équipes d'enquête et le traitement et l'analyse des données.
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Protocole de recherche finalisé ;</li> <li>✓ Plan d'analyse soumis ;</li> <li>✓ Rapports provisoire et final soumis ;</li> <li>✓ Base de données soumise ;</li> <li>✓ Présentation PowerPoint disponible,</li> <li>✓ Restitution réalisée et rapport de restitution soumis</li> </ul>

### 1.11.2. Analyse des données “Women Respond to COVID-19”

Partenaire	Care Mali
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dans le contexte du COVID-19, CARE a lancé une initiative mondiale appelée Women Respond, qui vise à entretenir des dialogues avec les femmes en première ligne et à soutenir leurs efforts pour informer et influencer la réponse locale, nationale et mondiale. Par le biais de Women Respond, l'initiative, qui consiste à interroger et parler continuellement avec les femmes, vise à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• comprendre comment elles sont touchées par le COVID-19,</li> <li>• le rôle qu'elles jouent en réponse et</li> <li>• leurs priorités en constante évolution en matière de soutien voulu.</li> </ul> </li> <li>✓ Dans ce cadre, CARE (i) appuie les femmes à contextualiser leurs expériences, à identifier des alliés et à poursuivre une action collective, (ii) informe et influence la réponse des détenteurs de pouvoir et leurs alliés aux niveaux national et international. La mission principale de Women Respond est de s'engager continuellement, entendre et soutenir la réponse des femmes des MJT (Musow ka Jigiya Ton – Association Espoir des femmes, en langue bambara – une des principales langues nationales du Mali) à la COVID-19.</li> </ul>
Objectifs	<p>Les objectifs que CARE recherche dans l'analyse des données collectées sont triples:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ partager les données et analyses de Women Respond avec les femmes, les filles et leurs alliés en vue de leur autonomisation pour faire progresser une réponse transformatrice de genre ;</li> <li>✓ apprendre des femmes pour améliorer la réponse de CARE (y compris celle des partenaires) en mieux calibrant son soutien aux besoins déclarés des groupes ;</li> <li>✓ intégrer les résultats de ce travail dans les efforts de plaidoyer locaux et mondiaux en vue d'influencer la réponse des autres parties prenantes.</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour mesurer et analyser les impacts de la COVID-19 sur les femmes et les filles, L'initiative Women Respond se sert de l'outil RGA (Rapid Gender Analysis) de CARE, aux niveaux nationaux, régional et mondial. Cet outil fournit, à l'aide de conversations et de collecte de données avec plus de 6200 femmes, une connaissance de la situation initiale nécessaire à CARE et à d'autres parties prenantes pour mettre en place des réponses intégratrices de genre.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'étude examinera les questions principales et les sous-questions de recherche au moyen d'une analyse qualitative et quantitative de données collectées auprès des participants aux MJT dans les régions de Ségou, Mopti et Tombouctou. Ces données proviennent d'un échantillon d'environ 330 participants pour l'enquête quantitative et de 30 KII d'entretiens qualitatifs.</li> <li>✓ L'analyse des données sera précédée d'une brève revue de la littérature sur les liens entre les groupes d'épargne / l'autonomisation économique des femmes et la réponse COVID-19. Elle s'appuiera principalement sur les conclusions de la littérature concernant exclusivement le Mali. La collecte des données sera effectuée par CARE et ses partenaires sur le projet GEWEP III (Gender Equality and Women's Empowerment Programme III – Programme d'égalité et d'autonomisation des femmes)</li> <li>✓ Le traitement et l'analyse des données nécessiteront une stratégie mixte combinant à la fois des approches quantitative et qualitative. L'utilisation des deux approches a l'avantage de conduire des analyses de statistiques descriptives, de réaliser des inférences statistiques, de contextualiser et comprendre les mécanismes qui génèrent les résultats.</li> </ul>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Participation de GREAT à la session d'orientation des agents de collecte pour avoir d'amples informations sur les outils conçus au niveau global et leurs utilisations</li> <li>✓ Revue de littérature</li> <li>✓ Conduite de la phase d'analyse des données quantitatives et qualitatives (30 KII et 300 enquêtes par questionnaire à partir d'un questionnaire de 6 pages environ)</li> <li>✓ Analyse, production et prise en compte des observations dans le rapport d'analyse des données de 25 pages maximum</li> <li>✓ Production d'un résumé de 2 pages exactement après validation du rapport.</li> </ul>

### 1.11.3. Travail des enfants au Mali

Partenaire	Organisation internationale du travail
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La première enquête nationale sur le travail des enfants au Mali daterait de 2005, soit déjà plus de 15 ans. Ladite enquête avait été menée par la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) transformée depuis en Institut national de la statistique (INSTAT), en collaboration avec le Bureau international du travail (BIT) dans le cadre du Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC).</li> <li>✓ Dans le cadre de l'actualisation de cette première enquête, il a été mis en œuvre un module Travail des enfants dans l'Enquête modulaire permanente auprès des ménages (EMOP 2020) qui est régulièrement menée au Mali depuis 2011 avec une interruption en 2012 suite à la crise sécuritaire qui avait alors éclaté. On notera que depuis 2014, cette enquête est annuellement conduite sur tout le territoire national y compris en 2020. Aussi, l'Enquête modulaire sur le travail des enfants (EMTE 2020), partie intégrante de l'EMOP 2020, a-t-elle été conduite par l'INSTAT, l'ONEF et le Ministère chargé du travail, en partenariat avec le BIT. L'enquête d'octobre-décembre 2020 a couvert tout le pays et a porté sur un échantillon représentatif de 7200 ménages avec des données sur tous les membres âgés de 5 ans et plus.</li> </ul>
Objectifs	<p>L'objectif général de la mission est double, d'une part analyser les données de l'EMTE 2020 et d'autre part élaborer un rapport national sur le travail des enfants au Mali. Il sera atteint à travers 4 objectifs spécifiques, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ préparer le plan de tabulation des indicateurs pertinents sur le travail des enfants sur la base de la nouvelle résolution concernant les statistiques du travail des enfants</li> <li>✓ préparer les codes ("Do file" sur STATA ou "Syntaxe" sur SPSS) de calcul des indicateurs</li> <li>✓ rédiger le rapport national sur le travail des enfants conformément au canevas joint</li> <li>✓ renforcer les capacités du personnel de l'INSTAT, de l'ONEF et du Ministère en charge du travail à conduire de manière durable l'analyse des données sur le travail des enfants en utilisant les nouvelles normes de statistiques internationales</li> </ul>

	sur le travail des enfants.
Méthodologie	La méthodologie mixte combinera analyse documentaire, recherche de données secondaires, statistiques descriptives et analyse économétrique en particulier la régression Logit. La recherche documentaire permettra dans un premier temps l'appropriation des concepts clés principalement à partir des résolutions des Conférences internationales des statisticiens du travail (CIST),
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revue de littérature faite</li> <li>✓ Collecte des données secondaires effectuées</li> <li>✓ Le plan de tabulation des indicateurs sur le travail des enfants</li> <li>✓ Le programme informatique de calcul des indicateurs ("Do file" sur STATA ou "Syntaxe" sur SPSS)</li> <li>✓ Une présentation PowerPoint des résultats préliminaires</li> <li>✓ Un Rapport provisoire de l'EMTE 2020 du Mali</li> <li>✓ Un Rapport révisé tenant compte des commentaires de toutes les parties prenantes</li> <li>✓ Un Rapport de renforcement de capacité du personnel de l'INSTAT, de l'ONEF et du Ministère chargé du travail.</li> </ul>

#### 1.11.4. Règlements communautaires et intégration économique

Partenaire	Ministère de l'économie et des finances
Contexte	<p>Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale du Mali en matière d'intégration économique régionale. Elle vise à permettre au Mali de tirer le maximum de bénéfices économiques et sociaux en identifiant les forces et les faiblesses de ses secteurs économiques et en déterminant les menaces et les opportunités que lui offre l'intégration régionale. En effet, le Mali, dès son accession à l'indépendance en 1960, a œuvré pour le projet de l'unité africaine au prix de sa souveraineté nationale. Au niveau sous-régional, il est membre fondateur de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) créée en 1975 et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) fondée en 1994. La CEDEAO, regroupant aussi tous les 8 États membres de l'UEMOA, vise à accroître la croissance économique et le niveau de vie des populations de ses États membres à travers la coopération et l'intégration économique. En 2016, elle couvrait un marché de 357 millions de personnes et elle a enregistré durant la même année un produit intérieur brut (PIB) de 686 millions de dollars pour l'ensemble de ses 15 États membres (CEDEAO, 2021). Plus récemment, le Mali a ratifié l'accord de libre-échange continental africain, ce qui lui confère le statut d'État partie de la plus grande zone de libre-échange du monde. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a été lancée à Kigali (Rwanda) le 21 mars 2018 et elle est rentrée en vigueur en 2019 (Tralac 2021a). Son but est d'ouvrir la voie au libre-échange à travers l'Afrique, faciliter l'industrialisation et la diversification des économies des pays membres et assurer une croissance durable, génératrice d'emploi pour l'ensemble de la région (Tralac 2021a). La ZLECAf couvre un marché de 1,2 milliard de personnes avec un PIB de 2 500 milliards de dollars dans l'ensemble des 55 États membres de l'Union africaine</p>
Objectifs	<p>Le but de cette étude est de doter le Mali d'une stratégie nationale d'intégration économique régionale. De façon plus spécifique, il s'agit (i) d'évaluer les impacts des réglementations communautaires (UEMOA, CEDEAO, ZLECA) sur l'économie et les finances publiques du Mali, (ii) et d'élaborer une stratégie nationale d'atténuation des impacts de l'intégration économique régionale. En vue d'atteindre ces objectifs, les activités attendues du Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) dans le cadre de cette mission consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ faire l'analyse d'impacts de la réglementation communautaire (UEMOA, CEDEAO, ZLECA) sur l'économie (commerce, industrie, agriculture, services) et les finances publiques;</li> <li>✓ analyser les contraintes rencontrées par les exportateurs dans les secteurs cibles dans leurs échanges intra-CEDEAO, intra-UEMOA et éventuellement intra-africain;</li> <li>✓ analyser la performance commerciale intra-CEDEAO, intra-UEMOA et éventuellement intra-africaine des exportations maliennes ;</li> <li>✓ identifier les secteurs d'opportunité pour l'économie malienne ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ identifier le potentiel d'exportation en vue d'établir des priorités dans les secteurs cibles d'exportation ;</li> <li>✓ élaborer une politique ou stratégie nationale pour atténuer les impacts négatifs et tirer avantage des impacts positifs de l'intégration économique régionale.</li> </ul>
Méthodologie	<p>Dans le cadre de cette étude, nous avons proposé une approche méthodologique mixte utilisant à la fois des méthodes d'analyse quantitatives et qualitatives selon les objectifs spécifiques de l'étude. Les données issues de diverses sources. Certaines données sont récoltées auprès des producteurs et exportateurs clés dans les secteurs d'opportunité d'exportation pour le Mali.</p>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'analyse d'impacts de la réglementation communautaire (UEMOA, CEDEAO, ZLECA) sur l'économie (commerce, industrie, agriculture, services) et les finances publiques est attendu</li> <li>✓ Les contraintes rencontrées par les exportateurs dans les secteurs cibles dans leurs échanges intra-CEDEAO, intra-UEMOA et éventuellement intra-africain sont identifiées</li> <li>✓ La performance commerciale intra-CEDEAO, intra-UEMOA et éventuellement intra-africaine des exportations maliennes est évaluée</li> <li>✓ Les secteurs d'opportunité pour l'économie malienne sont identifiés</li> <li>✓ Le potentiel d'exportation en vue d'établir des priorités dans les secteurs cibles d'exportation est identifié</li> <li>✓ Une politique ou stratégie nationale pour atténuer les impacts négatifs et tirer avantage des impacts positifs de l'intégration économique régionale est élaborée.</li> </ul>

### 1.11.5. Evaluation de la Politique nationale genre du Mali

Partenaire	<p>Secrétariat permanent de la Politique nationale genre</p>
Contexte	<p>La PNG, instrument de références multisectorielles de portée nationale, adopté par le Gouvernement du Mali en novembre 2010, a pour objectif principal la réduction des inégalités homme-femme avec pour finalité la réduction de la pauvreté, la croissance économique, le développement durable et surtout la promotion des droits humains. Elle a pour vision : l'égalité entre l'homme et la femme qui, elle-même repose sur trois piliers à savoir (i) l'exercice des droits égaux fondamentaux de tout le monde (homme-femme, fille-garçon) dans une société démocratique, (ii) une citoyenneté active et (iii) l'accès équitable aux ressources.</p> <p>Dans l'atteinte de cette vision, on retient un certain nombre d'éléments (huit au total) sur lesquels repose sa mise en œuvre, qui vont de l'élaboration des stratégies de communication et de mobilisation des ressources à la définition de principes directeurs, d'orientations stratégiques et enfin d'axes d'intervention.</p> <p>De son adoption à nos jours, deux plans d'action triennaux glissant couvrant les périodes 2011-2013 et 2016-2018 ont été élaborés et mis en œuvre. Des résultats forts appréciables sont à l'actif de la politique cependant les progrès restent assez timides surtout à travers l'inapplication de certaines mesures institutionnelles.</p> <p>De ce qui précède, on peut retenir trois hypothèses à savoir (i) les inégalités entre les hommes et les femmes constituent un frein à la promotion des droits humains, à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et au développement durable, (ii) les femmes et les filles représentent une forte proportion de la population touchée par les inégalités de genre de manières multidimensionnelle et multisectorielle et (iii) la PNG a pâti de la situation de crise que vit le Mali depuis 2012, avec entre autres l'aggravation des questions d'inégalité femmes-hommes.</p>
Objectifs	<p>L'objectif général de cette étude est d'évaluer la PNG allant de 2010 à 2020. Plus particulièrement, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ voir dans quelle mesure la Politique Nationale Genre et ses plans opérationnels ont contribué à répondre aux objectifs de correction des inégalités femmes-hommes, filles-garçons suivant les axes d'orientations stratégiques ;</li> <li>✓ apprécier la cohérence et la synergie entre la PNG et les politiques et programmes sectoriels, de tous les départements ministériels, des institutions et du secteur privé ;</li> <li>✓ identifier les bonnes pratiques (genre notamment) promues et opérationnalisées</li> </ul>

Méthodologie	<p>par la PNG et susceptibles d'accroître les performances de ses interventions ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ mesurer la contribution des acteurs (ministères, secteur privé, Organisations de défense des droits de l'homme, société civile, PTF) à la réalisation des objectifs fixés pour ses différents volets d'intervention aux niveaux national, régional et des collectivités territoriales,</li> <li>✓ faire des recommandations et des suggestions dans le but d'accroître, d'améliorer la structuration, l'efficacité et l'efficience de la PNG pour un impact optimum pour les bénéficiaire</li> </ul> <p>Dans le cadre de cette étude d'évaluation, nous adoptons une approche participative et inclusive. Cette approche méthodologique a été suggérée par le Groupe des Nations-unies pour l'évaluation (GNUE, 2014) et l'ONU Femmes (2015) dans le cadre des évaluations de politique/programme/projet axées sur l'égalité de genre, l'autonomisation et les droits humains. Elle consistera ici à inclure et faire participer dans le processus d'évaluation, l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de la PNG. Elle permet d'examiner, avec elles, de quelle manière et dans quelle mesure l'égalité de genre, et les facteurs structurels juridiques, institutionnels, économiques et sociétaux et autres sources d'inégalités, de discrimination et d'injustice ont évolué du fait, en l'occurrence, de l'adoption de la Politique nationale genre au Mali en 2010. Selon l'ONU Femmes (2015), une méthodologie d'évaluation de politiques axées sur l'égalité des sexes, l'autonomisation et les droits humains doit prôner une approche participative et inclusive avec des méthodes d'évaluations sensibles au genre et satisfaire à un ensemble de critères. Ces derniers sont les normes à partir desquelles les jugements d'évaluation sont établis et celles-ci doivent être conformes aux lignes directrices du GNUE en matière d'égalité des sexes et des droits humains.</p>
Résultats attendus	<p>Il est attendu de ces investigations, un rapport d'étude et une feuille de route portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ l'évaluation de la PNG 2011-2020</li> <li>✓ la marche à suivre post validation.</li> </ul>

## 2. Enquêtes

Pour l'année 2021, GREAT a eu à mener diverses enquêtes aussi bien qualitatives que quantitatives, portant essentiellement sur la compétitivité des entreprises, l'évaluation du projet d'autonomisation des femmes (SWEDD), les inégalités de revenu, la fiscalité locale, les enquêtes téléphoniques MOVE ou encore le projet FARM.

### 2.1. Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité mondiale

Objet	Rapport sur la compétitivité mondiale des entreprises 2021
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies</li><li>✓ Infrastructures</li><li>✓ Innovation et technologie</li><li>✓ Environnement financier</li><li>✓ Commerce extérieur et investissement</li><li>✓ Concurrence sur le marché domestique</li><li>✓ Conduite des affaires et innovation</li><li>✓ Sécurité</li><li>✓ Gouvernance</li><li>✓ Education et capital humain</li><li>✓ Risque</li></ul>
Partenaire	WEF (World Economic Forum)
Durée	3 mois
Période	février – avril 2021
Echantillon	86 entreprises dans les régions de Kayes, Sikasso, Koutiala, Ségou et Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Correspondance aux entreprises</li><li>✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises</li><li>✓ Récupération des questionnaires remplis</li><li>✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum</li></ul>

### 2.2. Enquête de suivi pour l'évaluation d'impact du projet SWEDD

Objet	Suivi de l'enquête du volet 1.2 du projet SWEDD
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Autonomisation des femmes</li><li>✓ Conditions de vie des ménages</li><li>✓ Scolarisation et maintien des filles à l'école</li><li>✓ Activités génératrices de revenu</li></ul>
Partenaire	SWEDD
Durée	20 jours
Période	1 <sup>er</sup> au 18 avril 2021
Echantillon	11 222 enfants (7463 filles et 3759 garçons) dans les régions de Kayes, Sikasso et Ségou
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Participer à la formation des enquêteurs</li><li>✓ Suivre le déroulement de l'enquête</li><li>✓ Débriefing avec l'ensemble de l'équipe pour échanger sur les difficultés</li><li>✓ Evaluer la qualité des données</li><li>✓ Enregistrer les insuffisances de la qualité des données</li><li>✓ Etablir un plan pour corriger les insuffisances ou lacunes</li><li>✓ Faire des recommandations d'amélioration</li><li>✓ Rédaction un rapport de supervision</li></ul>

### 2.3. Enquête de mesure de la compétitivité africaine des entreprises

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale du Mali pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, un sondage fut mené auprès d'une cinquantaine

d'entreprises dans le district de Bamako pour analyser la compétitivité des entreprises maliennes dans la situation de mise en œuvre de la ZLECAF.

Objet	Elaboration de la Stratégie nationale du Mali pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (SN-ZLECAF)
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ S01 Données générales</li> <li>✓ S02 Activité de production</li> <li>✓ S03 Emploi</li> <li>✓ S04 Consommation d'eau et d'électricité</li> <li>✓ S05 Autres charges</li> <li>✓ S06 Impôts et taxes</li> <li>✓ S07 Sécurité</li> <li>✓ S08 Environnement</li> <li>✓ S09 Financement et investissement</li> <li>✓ S10 Problèmes de développement</li> </ul>
Partenaire	CT/CSLP sur financement UNDP
Durée	2 mois
Période	9 août au 08 octobre
Echantillon	50 entreprises à Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Correspondance aux entreprises</li> <li>✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises</li> <li>✓ Récupération des questionnaires remplis</li> <li>✓ Saisie et traitement des données</li> <li>✓ Rédaction d'un rapport</li> </ul>

#### 2.4. Enquête qualitative sur les inégalités de revenu

Objet	Distribution et redistribution du revenu au Mali et leurs impacts sur la pauvreté et les inégalités
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Accès aux services sociaux de base tels que l'école, la santé, l'hydraulique, etc.</li> <li>✓ Revenu et dépenses</li> <li>✓ Pauvreté et inégalité de revenu</li> <li>✓ Impôts et taxes</li> <li>✓ Transferts publics et transferts privés</li> <li>✓ Protection sociale</li> </ul>
Partenaire	ODHD
Durée	2 semaines
Période	2 au 18 octobre 2021
Echantillon	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ DNPD</li> <li>✓ CT/CSLP</li> <li>✓ DNTCP</li> <li>✓ CMSS</li> <li>✓ DGB</li> <li>✓ Direction nationale du développement social</li> <li>✓ ODHD-LCP</li> <li>✓ CANAM</li> <li>✓ INPS</li> <li>✓ Expert indépendant</li> <li>✓ Institut d'études et de recherche en géronto-gériatrie (IERGGM)</li> <li>✓ CNPM.</li> </ul>
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaboration du Guide d'entretien</li> <li>✓ Mise à disposition des outils de collecte</li> <li>✓ Collecte des données sur le terrain</li> <li>✓ Traitement de données</li> <li>✓ Rédaction du rapport</li> </ul>

#### 2.5. Enquête qualitative sur les finances locales

Objet	Fiscalité et dépenses budgétaires des communes du Mali
Domaines d'investigation	✓ Recettes totales des communes et sa décomposition

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Recettes fiscales</li> <li>✓ Structure des dépenses des communes</li> <li>✓ Charges de personne</li> <li>✓ Perspectives</li> </ul>
Partenaire	ODHD
Durée	2 semaines
Période	2 au 18 octobre 2021
Echantillon	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Commune 3</li> <li>✓ Commune urbaine de Koulikoro</li> <li>✓ Commune rurale de Kéléya</li> <li>✓ Commune urbaine de Bougouni</li> <li>✓ Commune du Mandé</li> <li>✓ Conseil de cercle de Bougouni</li> <li>✓ Conseil régional de Koulikoro</li> </ul>
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaboration du Guide d'entretien</li> <li>✓ Mise à disposition des outils de collecte</li> <li>✓ Collecte des données sur le terrain</li> <li>✓ Rédaction du rapport</li> </ul>

## 2.6. Enquête téléphonique de mesure des violences de genre et de conflit

En collaboration avec l'INSTAT, DIAL et Université Paris-Dauphine, sur financement IRD, un sondage d'opinion a été effectué par appel téléphonique auprès de 1400 maliens adultes dans toutes les régions du Mali et le District de Bamako pour mesurer, les violences de genre observées et subies aussi bien qu'en période de conflit. Les questions sur les expériences de violences étant très sensibles, traumatisant pour les victimes, l'échantillon fut scindé en deux (groupe de test et groupe témoin) avec des questions sensibles et des questions directes.

Objet	Mesurer et Observer les Violences, Violences de genre et de conflits dans les pays en voie de développement
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Introduction</li> <li>✓ Consentement</li> <li>✓ Caractéristiques</li> <li>✓ Traitement Conflits</li> <li>✓ Contrôle Conflits</li> <li>✓ Conclusions</li> </ul>
Partenaire	IRD
Durée	1 mois
Période	✓ 19 juillet au 05 août 2021
Echantillon	1400 adultes à travers tout le Mali
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaboration d'un programme ODK pour la collecte des données,</li> <li>✓ Formation des agents de collecte,</li> <li>✓ Collecte proprement dite des données</li> </ul>

## 2.7. Enquête de mesure d'impact des interventions du projet FARM

Objet	Étude quantitative d'évaluation d'impact de différentes combinaisons d'interventions du projet FARM sur les indicateurs d'empowerment des femmes productrices d'oignon au Mali.
Domaines d'investigation	✓ Agriculture et autonomisation des femmes
Partenaire	Projet FARM/DID, Département d'économie agroalimentaires et des sciences de la consommation de l'Université Laval/Canada
Durée	10 jours
Période	Du 01 au 09 mars 2021
Echantillon	1700 individus membres de 24 groupements repartis dans les cercles de Kati et Kangaba
Principales activités	✓ Prendre connaissance des questionnaires préalablement traduits en bambara

- pour l'enquête quantitative et s'assurer de la compréhension des questions et des choix de réponses ;
- ✓ S'approprier l'application sur les tablettes qui servira à saisir les données de l'enquête ;
  - ✓ Faire une (01) journée de pré-test des questionnaires avec tous les enquêteurs ;
  - ✓ Contacter les responsables de chaque OP pour planifier les descentes sur le terrain ;
  - ✓ Faire l'enquête quantitative auprès de 1050 individus dans les 15 groupements témoins (environ 70 individus par groupement). Saisir les résultats dans les questionnaires électroniques ;
  - ✓ Faire les enquêtes quantitatives auprès de 700 individus dans les 10 groupements de Baguinéda (environ 70 individus par groupement). Saisir les résultats dans les questionnaires électroniques ;
  - ✓ S'assurer de la saisie adéquate des résultats et de la transmission de ceux-ci à l'équipe du projet FARM
-

### 3. Formation et renforcement des capacités

Durant l'exercice 2021, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement des capacités conformément à son programme d'activités et à son plan stratégique. Ces activités concernent dans un premier temps les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et groupes cibles en élaboration de la matrice de comptabilité sociale MCS et en Excel approfondi. Dans un second temps, le personnel de GREAT a aussi suivi une formation en Excel appliqué à la modélisation macroéconomique pour un renforcement de ses capacités en vue de mener à bien ses activités quotidiennes.

#### 3.1. Ateliers de formation

Comment construire sa MCS et Excel avancé ont été les thèmes abordés dans cette section.

##### 3.1.1. Construire sa MCS

Le module sert à documenter la construction de la Matrice de comptabilité sociale (MCS) du Mali pour l'année 2015 en décrivant sa structure générale, les étapes de construction ainsi que les différentes sources de données utilisées. En outre, il décrira les techniques d'équilibrage utilisées à savoir les corrections portées sur la consommation finale privée et publique pour conformer les données du TRE à celles du TCEI dans un premier temps et dans un second temps une correction appelée territoriale est également apportée, il s'agit là d'ajuster les importations et les exportations par, ce qu'on appelle les importations ou exportations complémentaires. Il aborde aussi les méthodes RAS et de l'entropie croisée qui ne sont presque plus utilisées avec la nouvelle structure, des comptes nationaux (TCEI et TRE), utilisée dans la construction de la MCS.

La MCS de 2015 issue bien sûr du TCEI et du TRE de 2015 comporte ainsi 21 comptes d'activités de production, 21 comptes de biens et services, 2 facteurs de production, le capital et le travail, 1 ménage représentatif, 1 société financière, 1 société non financière, 1 État (Administration publique), 2 comptes d'accumulation de capital la FBCF et la variation de stocks, 1 Reste du monde, 1 revenu de propriété, 1 compte d'impôts, 1 compte de cotisation sociale, 1 prestation sociale, 1 autre transfert courant, 1 TVA, 1 subvention sur les produits, 1 autres taxes sur les produits, 1 taxes sur les exportations, 1 taxes sur les importation, 1 taxes sur les productions, 1 subvention sur les productions. Il est bon de savoir que les comptes d'activités de production et les comptes produits sont repris tels qu'ils sont décrits dans le TRE.

Thème	Elaboration d'une Matrice de comptabilité sociale
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Les Sources de données d'une MCS<ul style="list-style-type: none"><li>• Tableau des Ressources et des Emplois (TRE)</li><li>• Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI)</li></ul></li><li>✓ La Matrice de comptabilité sociale<ul style="list-style-type: none"><li>• Structure générale de la MCS</li><li>• La MCS standard</li></ul></li><li>✓ Technique de remplissage d'une MCS standard à partir du TRE et du TCEI</li><li>✓ Technique de désagrégation d'une MCS standard</li><li>✓ Technique de bouclage et d'équilibrage d'une MCS</li></ul>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ I. Fofana 2007, Elaborer une Matrice de Comptabilité Sociale Pour l'Analyse d'Impacts des Chocs et Politiques Macroéconomiques,</li><li>✓ Nlemfu Mukoko, Jean Blaise, 2015. "Matrice de Comptabilité Sociale de 2013 pour la R.D.Congo [2013 Social Accounting Matrix for the D.R.Congo]</li></ul>

	<p>«, MPRA Paper 72407, University Library of Munich, Germany, revised Jan 2016.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ M. Bah et M. Coulibaly (2007): Mali 2001 – Matrice de comptabilité sociale et modèle d'équilibre général calculable, GREAT Cahiers n° 21, Bamako, avril – juin.</li> <li>✓ D. Boccanfuso, F. Cabral, F. Cissé, A. Diagne, L. Savard (2003): Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal – Une approche par la modélisation en équilibre général calculable micro-simulé, Cahier de recherche / Working paper, 03-33, CIRPEE, août</li> <li>✓ Bernard Décaluwé, André Martens, Luc Savard (2001): La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable, Les presses de l'Université de Montréal</li> <li>✓ Savard L (2005): Utilisation des MEGC dans l'analyse de la pauvreté et des inégalités.</li> <li>✓ Alain Sand – Zantman (1994): Modèles d'équilibre général calculable et répartition des revenus dans les pays en voie de développement – Quelques éléments d'évaluation, Document Erudite n° 94-09, Erudite – Université Paris XII et CEDI – Université Paris XIII.</li> </ul>
Auteur	✓ Moussa COULIBALY

### 3.1.2. Approfondir Excel

Thème	Excel avancé
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les fonctions les plus usitées</li> <li>✓ Principales fonctions utilisées <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Mathématiques et trigonométrie</li> <li>☞ Logique</li> <li>☞ Recherche et matrices</li> <li>☞ Texte</li> <li>☞ Statistiques</li> <li>☞ Ingénierie</li> <li>☞ Personnalisées</li> </ul> </li> <li>✓ Quelques applications de fonctions <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ ALEA.ENTRE.BORNES</li> <li>☞ GAUCHE, DROITE, STXT</li> <li>☞ CONCATENER</li> <li>☞ SOMME, SOMME.SI, SOMME.SI.ENS</li> <li>☞ MOYENNE, MOYENNE.SI, MOYENNE.SI.ENS</li> <li>☞ NB, NB.SI, NB.SI.ENS</li> <li>☞ SI, SI(ET(...)), SI(OU(...)), SIERREUR</li> <li>☞ SI Imbriqué</li> <li>☞ RECHERCHEV, RECHERCHEH</li> <li>☞ SOUS.TOTAL</li> <li>☞ Créer des groupes avec des "Sous.total"</li> <li>☞ Coefficient d'asymétrie</li> <li>☞ Extraction de mot</li> <li>☞ Liste déroulante</li> </ul> </li> <li>✓ Calcul matriciel</li> <li>✓ TRANSPOSE</li> <li>✓ Graphiques <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Graphique à secteurs (camembert)</li> <li>☞ Pyramide des âges</li> <li>☞ Tracer une ligne horizontale ou ligne verticale dans un graphe</li> </ul> </li> <li>✓ Tableaux croisés dynamiques</li> <li>✓ Créer, enregistrer et attribuer une forme à une macro</li> <li>✓ Convertir les nombres en lettres</li> <li>✓ Régression, tendance et croissance</li> <li>✓ Télécharger, installer et utiliser Labelchartseries</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	2021
Durée	

Organisateur	CNDIFE
Formateurs	Massa Coulibaly
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	8 agents de CNDIFE et 4 de GREAT
Certification	Sans objet

### 3.2. Renforcement de capacités sur Excel

Thème	Excel appliqué à la modélisation macroéconomique
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Environnement de Excel de Microsoft</li> <li>✓ Référencements bi, tri, quadri dimensionnels des cellules</li> <li>✓ Gestion des feuilles et classeur sur Excel</li> <li>✓ Principales Fonctions utilisées</li> <li>✓ Quelques applications de fonctions</li> <li>✓ Visualisation graphique</li> <li>✓ Analyse des données</li> <li>✓ Tableau Croisé Dynamique (TDC)</li> <li>✓ Modélisation statistique</li> <li>✓ Tableau de Bord</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	10 jours
Durée	02 au 13 août 2021
Organisateur	Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPDP)
Formateur	Ibrahima dit Bouran SIDIBE
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	30 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

## 4. Communication et information

En 2021, GREAT a organisé deux disséminations respectivement sur "La mesure de la migration au Mali" et "les tendances de mise en œuvre des ODD", un café sur le thème "Conservation du savoir endogène". Il a aussi participé à cinq séminaires et conférences qui sont respectivement "la réunion RTT/UEMOA", "sensibilisation des entreprises à la collecte de données STI", "l'audience publique CVJR", "l'environnement, arts et culture " et "Réunion du Réseau francophone d'IBP " à Bamako et ailleurs ainsi qu'à trois ateliers de validation scientifique que sont "examen technique du Rapport sur les finances locales", "examen technique du Profil de pauvreté communale" et "examen technique du Rapport national sur le développement humain".

### 4.1. Dissémination

Cette année, GREAT par son personnel a participé à deux grands évènements de communication, à savoir l'atelier sur la mesure de la migration et la validation de l'étude sur les tendances des ODD au Mali.

#### 4.1.1. Atelier sur la mesure de la migration au Mali

Thème	Mesure de la migration au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Donateur</li><li>✓ Société civile</li><li>✓ Médias</li><li>✓ Université</li><li>✓ Chercheurs</li><li>✓ Gouvernement</li></ul>
Date	22 au 23 juin 2021
Lieu	Radisson Blue, Bamako
Animateur	DGME avec plusieurs communications de différents auteurs
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Les données des pays d'accueil, si elles font l'objet d'une harmonisation comme les données DIOC et, dans une moindre mesure, UNDESA, permettent de rendre compte de l'effectif global des « Maliens » résidant à l'étranger (1 264 000 en 2019, UNDESA), ces chiffres englobent un critère de nationalité et de pays de naissance. De plus, leur utilité pour l'analyse est limitée du fait de leur manque de finesse au niveau de l'origine (Mali).</li><li>✓ La comptabilisation des émigrés depuis le pays d'origine, si elle permet d'inclure les événements migratoires quelles que soient les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, présente l'inconvénient de devoir s'appuyer sur les déclarations des individus restés dans le pays d'origine des émigrés (biais déclaratifs, migration du ménage entier, dissolution des ménages, morts des proches d'émigrés, biais de mémoire).</li></ul>

#### 4.1.2. Atelier de validation sur les tendances de mise en œuvre des ODD

Thème	Validation du rapport sur les tendances de mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au Mali de 2016 à 2020
Public cible	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Départements ministériels,</li><li>✓ Autorités de régulation et de contrôle,</li><li>✓ Structures techniques de l'Administration (Directions, Agences, Observatoires et Cellules),</li><li>✓ Institutions de la République,</li><li>✓ Société Civile,</li><li>✓ Secteur Privé</li><li>✓ Partenaires Techniques et Financiers</li><li>✓ Universités.</li></ul>
Date	18 août 2021
Lieu	Grand Hôtel, Bamako

Animateur	Pr. Massa COULIBALY, Directeur exécutif GREAT
Compte rendu	<p>L'atelier s'est déroulé en trois étapes, à savoir : la cérémonie d'ouverture ; le déroulement des travaux ; la cérémonie de clôture</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux interventions, à savoir, celle du représentant du PNUD qui a mis l'accent sur l'importance de ce rapport de suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Mali et le représentant du Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances qui a interpellé les acteurs à tous les niveaux (Gouvernement, PTF, Secteur privé, Société civile, Collectivités), en vue d'atteindre les objectifs suffisamment ambitieux, notamment une croissance économique forte et durable, la réduction rapide de la pauvreté et la préservation de l'environnement</li> <li>✓ Les travaux se sont déroulés en séance plénière et travaux de commissions. Le projet de rapport sur les tendances de mise en œuvre des ODD au Mali de 2016 à 2020 a fait l'objet d'une présentation par le Consultant, Professeur Massa COULIBALY, Directeur Exécutif du Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), suivie de débats</li> <li>✓ Les séances de discussions qui ont suivi la présentation du rapport se sont tenues en plénière et ont permis aux participants de formuler des commentaires et observations sur le rapport</li> <li>✓ A toutes les questions soulevées, des réponses satisfaisantes ont été données par le Consultant appuyé par le Coordonnateur de la Cellule Technique CSLP et l'équipe technique ayant participé à la rédaction du rapport.</li> <li>✓ Trois commissions thématiques correspondant aux trois dimensions du développement durable, à savoir : l'économique, le social et l'environnemental ont été mises en place et avaient pour mandat : <ul style="list-style-type: none"> <li>- examiner et partager le contenu du document et y apporter des contributions pour l'enrichir et l'améliorer ;</li> <li>- faire des propositions et des recommandations en vue de la finalisation du document ;</li> <li>- valider le contenu du document.</li> </ul> </li> <li>✓ Les débats ont porté, entre autres, sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la formulation d'indicateurs en lien avec l'autonomisation des femmes ;</li> <li>- la proposition à faire pour l'organisation de la filière pastèque ;</li> <li>- les éclaircissements sur le Plan National de Réponse en ce qui concerne l'ODD 2 ;</li> <li>- la prise en compte dans les défis de l'accès à l'eau potable au niveau local ;</li> <li>- la problématique de la synergie et du dialogue entre les différents acteurs de mise en œuvre des ODD ;</li> <li>- la prise en compte de l'interrelation entre les ODD ;</li> <li>- le renforcement des capacités institutionnelles des parties prenantes au processus</li> </ul> </li> </ul>

## 4.2. Séminaires et conférences

Cette section rend compte des séminaires et conférences auxquels le personnel de GREAT a participé au cours de l'année 2021.

### 4.2.1. Réunion RTT/UEMOA

Thème	Réunion RTT/UEMOA
Public cible	✓ Représentants des pays concernés (Sénégal, Niger, Mali, Burkina et Bénin)
Date	11 février 2021
Lieu	
Animateur	Laure Tall
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ce programme est une action de IPAR qui a obtenu un financement sur la thématique Assainissement auprès des institutions de plaidoyer SU et NYEL qui à leur tour ont des financements de la fondation Bill et Melinda GATES</li> <li>✓ Cinq pays sont concernés par le programme : Sénégal, Mali, Benin, Burkina-Faso et Niger</li> </ul> <p>Il y a deux objectifs majeurs attendus des réseaux think tank :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le plaidoyer</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la recherche pour appuyer et renforcer les politiques en matière d'assainissement</li> </ul> <p>La durée du programme varie entre 3 et 4 ans avec des montants autour de 10 à 15 millions/an et par institut de recherche s'articulant autour de deux volets.</p> <p>Le premier volet concerne deux questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Que peut faire la recherche pour appuyer le plaidoyer?</li> <li>✓ Enfin, pouvoir produire des évidences pour accompagner les politiques.</li> </ul> <p>Deuxième volet : À terme conduire des activités de recherche par les RTT à travers le financement des jeunes chercheurs (en Master et/ou Doctorat) sur la thématique de l'assainissement. L'accent a été mis aussi sur un troisième élément qui est l'assainissement des villes secondaires qui sont moins surpeuplées que les capitales. La recherche sur l'assainissement urbain et périurbain va s'étaler sur trois ans. Le monde rural n'est pas concerné pour le moment.</p>
--	--

#### 4.2.2. Atelier de sensibilisation des entreprises à la collecte de données STI

Thème	Sensibilisation des entreprises à la collecte de données STI
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Enseignants-chercheurs</li> <li>✓ Représentants des faitières des entreprises</li> <li>✓ Représentants de l'INSTAT</li> <li>✓ Un représentant de Great</li> </ul>
Date	04 et 05 mars 2021
Lieu	Bamako
Animateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Monsieur Modibo TRAORE, INSTAT</li> <li>✓ Monsieur Seydou KONARE, INSTAT.</li> </ul>
Compte rendu	<p>Trois présentations ont été faites à savoir</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Comment mesurer l'innovation – les indicateurs fréquemment utilisés. Cette présentation a porté sur : les définitions/concepts de l'innovation, la structure du questionnaire selon le manuel d'Oslo 2018, la couverture sectorielle de l'innovation, la classification institutionnelle de l'innovation et les procédures d'enquête</li> <li>2) Questionnaire innovation. Le questionnaire innovation comprend douze parties qui peuvent être résumées en trois : Information générale sur l'entreprise et son fonctionnement (toutes les entreprises échantillonnées), Innovation (entreprises innovantes) et non-innovateurs (entreprises non-innovantes).</li> <li>3) Questionnaire R&amp;D du secteur des entreprises. Le questionnaire R&amp;D du secteur des entreprises est renseigné par les entreprises ayant réalisé des activités de R&amp;D intra-muros ou extra-muros pendant la période de référence de l'enquête (2019). Il permet de recueillir les données sur les intrants (ressources humaines et financières) utilisés dans les activités de R&amp;D. dans ce questionnaire, on cherche à capter le temps réellement consacré aux activités de recherche en estimant l'équivalent plein temps de l'ensemble du personnel ayant participé aux activités de R&amp;D</li> </ol> <p>Ces présentations ont été suivies de questions et discussions qui ont entre autres porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les critères de choix des entreprises concernés par la collecte de données</li> <li>✓ Les innovations faites des particuliers et les petites entreprises qui ont moins de 10 employés</li> <li>✓ La différence entre la recherche &amp; développement et l'innovation ;</li> <li>✓ Les difficultés du remplissage par les entreprises vu la longueur et la technicité des questionnaires</li> <li>✓ Les entreprises informelles dans l'échantillon</li> <li>✓ Le rôle des faitières pour faciliter la collecte auprès des entreprises</li> <li>✓ La différence entre les questionnaires R&amp;D des quatre secteurs.</li> </ul> <p>Des propositions ont été faites par les participants afin de faciliter l'introduction et le remplissage des questionnaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Passer des communiqués dans les médias d'Etat pour montrer l'importance de cette collecte et le caractère confidentiel des données individuelles</li> <li>✓ Informer officiellement les faitières qui vont à leur tour informer les entreprises affiliées sur le passage des agents enquêteurs</li> <li>✓ Passer par le Conseil National du Patronat du Mali, qui va informer les faitières des entreprises sur le passage des enquêteurs</li> </ul>

### 4.2.3. Audience publique CVJR

Thème	Audience publique CVJR
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'ONU femme</li> <li>✓ Le GIZ</li> <li>✓ La MUNUSMA</li> <li>✓ Le président de CVJR</li> <li>✓ Les parents des victimes</li> <li>✓ Les chercheurs</li> </ul>
Date	03 avril
Lieu	CICB, Bamako
Animateur	Le président de CVJR
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'audience publique portait sur les 11 témoignages des parents de 14 victimes dont deux en groupe et deux femmes portées disparues depuis l'indépendance jusqu'à nos jours.</li> <li>✓ L'association des parents des victimes a été créée en 2016 et est accompagnée par l'ONU femme, le GIZ et la MUNUSMA</li> <li>✓ Le représentant de l'association a déploré qu'aucune commission d'indemnisation des victimes n'ait été mise en place.</li> <li>✓ Il a aussi sollicité d'accorder une facilité aux parents des victimes d'accéder au cabinet du ministère de la paix, de la justice et de la réconciliation car un proverbe bambara le dit "On ne peut pas raser la tête de quelqu'un en son absence"</li> <li>✓ Selon le président de CVJR, c'est six audiences publiques qui sont programmées et la présente n'est que la troisième</li> </ul> <p>Quatre groupes ont témoigné au cours de cette audience</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le premier groupe était composé des parents des trois grandes figures de l'indépendance du Mali à savoir Amadou Dicko, Fily Dabo Sissoko et Kassoum Touré qui ont été arrêtés le 12 février 1964 et le 30 juin de la même année, ils ont été assassinés.</li> <li>✓ Le deuxième groupe fut les frères d'Abdou Karim Camara dit Kabral recherché depuis le 10 mars 1980, il a été retrouvé le 16 mars 1980. Le même jour, il a été forcé à faire une déclaration mettant fin à la grève. Le 17 mars 1980 il a été porté disparu. Son décès a été annoncé à la famille par un ami du père de Kabral le 19 mars 1980. Les frères de Kabral recommandent à la CVJR de trouver un moyen pour mettre les victimes dans leurs droits (soigner un peu la plaie) et demandent de leur montrer la tombe de leur frère Kabral.</li> <li>✓ Le troisième groupe fut le témoignage de Mme Fatoumata Traoré sur l'enlèvement de son mari par les bandits armés jusqu'à date d'aujourd'hui aucune suite. La revendication de la dame est qu'on arrive à lui dire si son mari est vivant ou non, si oui est-il possible de chercher sa libération, si non, qu'on lui montre là où repose son mari.</li> <li>✓ Le quatrième groupe fut le témoignage de Mohamed Oul sur la disparition de son frère et de son cousin dans un intervalle de trois mois depuis 2018 jusqu'à la date d'aujourd'hui. Les familles des portés disparus sont à la charge de Mahamed Oul. Vu la charge et ses moyens limités, il était obligé de quitter la ville pour aller s'installer à la campagne où la vie est un peu moins chère.</li> </ul>

### 4.2.4. Environnement, arts et culture

Thème	Sensibiliser aux questions environnementales par le chant, la poésie et le dessin
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Décideur politique</li> <li>✓ Agent technique de l'environnement et de l'assainissement</li> <li>✓ Chercheurs</li> <li>✓ Artistes</li> </ul>
Date	1 <sup>er</sup> juin 2021
Lieu	Bamako
Animateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dr Sountoura, enseignant-chercheur à l'université, chercheur associé à GREAT</li> </ul>
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le projet Citizen Voice est également, en plus du Mali, au Sénégal et en Mauritanie.</li> <li>✓ La nécessité d'une prise de conscience par tout le monde de la question environnementale et surtout du bien fondé d'un tel projet qui regroupe en plus de GREAT au Mali, d'autres centres de recherche tels que l'IPAR au Sénégal, l'AGD en Mauritanie, le tout porté par l'IDS au Royaume uni.</li> <li>✓ La coordonnatrice du projet Citizen Voice au Royaume uni avait deux préoccupations à</li> </ul>

savoir : comment les citoyens peuvent faire entendre leur voix par les politiques sur des questions de plus en plus sensibles comme par exemple la préservation de l'environnement, la lutte contre le changement climatique etc. et si les arts et la culture peuvent être un moyen par lequel les citoyens, les artistes et les acteurs politiques peuvent créer ensemble une compréhension mutuelle de ces problèmes en tenant compte de la richesse et de la variété de la culture dans le Sahel.

- ✓ Elle a aussi rappelé que ce projet vise à développer un réseau sahélien de chercheurs qui puisse nous aider à faire avancer ce travail.
- ✓ L'artiste chanteuse Mariam Koné a fait vibrer la salle par sa voix d'or sur la sécheresse et la poussée du désert. Interprétation assez forte et surtout pleine d'engagement d'une citoyenne d'abord avant d'être une artiste qui a ému l'ensemble des participants et surtout qui planta le décor pour le reste de la journée.
- ✓ Présentation des objectifs de l'atelier et du programme de l'atelier qui ont été adoptés par les participants. Il a été rappelé que cet atelier était initialement prévu à Dakar avec l'ensemble des trois pays mais à cause de la COVID-19, il s'est tenu ici à Bamako. Les résultats sont à peu près semblables dans les trois pays ce qui montre une certaine homogénéité de ces derniers sur certaines questions.
- ✓ Il y a eu des témoignages, récits et partage d'expérience de nos artistes peintres et décoratrices qui ont bien voulu nous expliquer les différents tableaux qui ornent la salle et de leur source d'inspiration
- ✓ Les deux premiers tableaux de Ferimata Diakité, artiste peintre, décoratrice racontent un peu le calvaire que des enfants talibés qui vivent au quotidien sous la chaleur caniculaire qui peut banalement dépasser les 47 degrés Celsius à l'ombre. Au même moment sur la chaîne de télé française TV5, les européens crient à la canicule avec des températures d'à peine 40 degrés au soleil. Certains de ces tableaux racontent la destruction de la faune et de la flore pour construire les belles maisons et cités et ensuite essayer de les restaurer. Un autre tableau parle des usines qui sont de plus en plus nombreuses avec leur corolaire de pollution atmosphérique qui à la longue seront construites sur nos têtes si on ne prend garde selon elle. Un dernier tableau montre un oiseau assoiffé qui cherche à s'abreuver à travers le cran d'un robinet. Elle termine son récit par deux interrogations : Au lieu de vouloir restaurer la faune et la flore, pourquoi ne pas simplement les détruire ? et On veut tous le confort, mais à quel prix ?
- ✓ Selon Mariam Diarra artiste peintre, décoratrice son inspiration est venue quand elle constate l'inexistence de certains instruments traditionnels à cause de la disparition des arbres qui servaient à les confectionner. C'est ainsi qu'une grande partie du patrimoine socioculturel du pays et de beaucoup d'autres pays du Sahel est en voie de disparition à cause de la déforestation avancée. Ces tableaux représentent ces différents instruments quasiment perdus pour la jeune génération. Après avoir travaillé avec des artistes des pays voisins tels que le Burkina Faso elle remarque que c'est le même constat à la différence près que, ce pays essaye de mieux s'en sortir face à cette situation comparativement au Mali.
- ✓ Monsieur Ibrahim Ag, enseignant-chercheur à l'IPR de Katibougou dans son témoignage a parlé de l'utilisation des sketchs pour convaincre les paysans dans leur usage quotidien des pesticides et autres produits chimiques dans leur champ. Dans son département, ils apprennent aux paysans les techniques de fixation des dunes, de maintien de l'eau à travers les trous dans les zones arides, l'utilisation rationnelle de l'eau etc.
- ✓ Selon le chef de département études et recherche de GREAT Boubacar Bougoudogo, durant la décennie 1980-1990, dans la région de Sikasso la coopération Suisse a financé et aidé à exécuter un projet qui consistait à déboiser tous les arbres dits de type "essence locale" pour planter ceux dits de type "industriel". Cependant vers le milieu des années 90, on s'est rendu compte qu'on avait tout faux. Ainsi un autre projet fut mis sur pied pour reboiser les premiers types d'arbres. Mais hélas le mal est déjà fait. Il fit le constat que la cotonculture est pour beaucoup dans la dégradation de l'environnement au Mali car d'année en année les villageois défrichaient de nouveaux champs réputés fertiles.
- ✓ Selon Mariam Koné, artiste musicienne, chanteuse, compositrice et enseignante, son inspiration est venue quand elle était enseignante à Kolokani. Le travail en classe était impossible à un certain moment de l'année à cause des vents violents. Elle pensa que s'il y avait des arbres et/ou des forêts, ils auraient constitué un rempart contre ces vents et contre l'avancée du désert. Pour elle le désert n'est plus que les trois régions du Nord

	<p>comme jadis on le pensait mais tout près. Et que dans sa chanson (interprétée juste avant) si on écoute bien, elle attire l'attention sur ces faits : le désert approche, les arbres sont coupés, les fleuves tarissent, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Quant à Monsieur Koné environnementaliste, agent à l'Agence nationale pour l'environnement et le développement durable (AEDD) il tire son inspiration du Ghana qui l'a véritablement impressionné en termes de propreté et de préservation de l'environnement jusqu'à qualifier le Ghana comme le pays africain le plus propre. Il dit que tous les travaux de développement qui engendrent des déboisements, les auteurs desdits travaux sont appelés à repiquer autant sinon plus qu'ils ont détruit. Pour terminer son intervention, il nous révèle que le Mali alloue moins de 2% de son budget à l'environnement contrairement à certains pays de la sous-région comme le Ghana.</li> <li>✓ Selon Dr Sacko conseiller technique au ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable (MEADD), l'article 15 de la constitution de 1992 stipule que "Toute personne a droit à un environnement sain. La protection, la défense de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour tous et pour l'Etat". Il a insisté sur le fait que les activités d'assainissement reviennent aux collectivités territoriales comme élément de décentralisation du pouvoir amorcé par le Mali depuis trois décennies. Il a insisté que l'artiste doit aussi faire des recherches pour mettre en exergue des choses que les autres ignorent et savoir proposer des pistes de solution.</li> </ul>
--	--

#### 4.2.5. Réunion du Réseau francophone d'IBP

Thème	Développer un cadre de coopération et d'apprentissage dynamique et efficace entre les pays d'Afrique francophone partageant des intérêts communs
Public cible	Membres du Réseau d'Afrique francophone (RAF)
Date	20 au 24 septembre 2021
Lieu	Dakar, Sénégal
Animateur	Monsieur Fossar SOUANE, Responsable de programme du RAF
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'objectif de cette rencontre est de mettre en place un cadre de collaboration et d'action dynamique, qui renforcerait le potentiel des organisations membres du réseau ainsi que l'impact de leurs actions. Plus spécifiquement faire le diagnostic des organisations membres ainsi que celui du réseau afin de recueillir les préoccupations, les intérêts et les besoins des pays membres, définir une vision commune et une stratégie du réseau et élaborer un plan d'action</li> <li>✓ Chaque organisation a partagé avec les participants son secteur d'interventions, ses forces et faiblesses</li> <li>✓ Des groupes de travail ont été formés pour réfléchir sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du réseau et la théorie du changement. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cet exercice consistait à susciter en eux la définition du changement qu'ils souhaiteraient au sein de leurs organisations respectives mais également au niveau du réseau et les actions qu'ils vont y mener</li> <li>- La réflexion sur la théorie du changement a permis aux groupes de travail d'élaborer la vision, les missions et les domaines d'intervention du réseau.</li> </ul> </li> <li>✓ Trois axes stratégiques ont été retenus (Données, budget, genre, Services sociaux essentiels et Gouvernance des ressources naturelles et environnement). Selon leurs centres d'intérêts les participants ont travaillé dans les groupes thématiques pour élaborer un plan d'action avec la proposition des activités spécifiques, mesurables, atteignables, réalisables et inscrits dans un horizon temporel précis.</li> <li>✓ Les travaux des groupes ont favorisé une collaboration fructueuse et ont permis aux participants de proposer les activités du plan d'action. Les plans d'actions ont été amendés et adoptés en plénière afin de dégager les propositions d'activités et plan d'action prioritaire.</li> <li>✓ Présentation des outils de gestion des subventions par les membres de IBP chargé des subventions et de la stratégie et de l'appui-conseil essentiels pour une bonne gestion des financements, les documents clés pour les critères d'éligibilité aux subventions IBP et enfin, comment rédiger une proposition.</li> <li>✓ Un organigramme fonctionnel léger a été adopté, composé d'un président, du secrétariat technique (assuré par le SPO du RAF) et de leaders pour chaque groupe</li> </ul>

	thématique pour une durée d'un an de façon tournante. ✓ Une charte a été élaborée afin de fixer les règles de fonctionnement du réseau et d'indiquer les droits et devoirs de chacun au sein du réseau.
--	--

### 4.3. Ateliers de validation scientifique

#### 4.3.1. Examen technique du Rapport sur les finances locales

Auteurs	ODHD, GREAT Mali
Participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Membres du comité scientifique élargi de l'Observatoire</li> <li>✓ Personnes ressources</li> </ul>
Date	02 septembre 2021
Lieu	Bamako
Présentateurs	M. Boubacar BOUGOUDOGO, GREAT Mali
Compte rendu	<p>La méthodologie adoptée a été de formuler globalement les observations de fonds, qu'elles soient générales ou spécifiques</p> <p>Au titre des observations générales on peut retenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le titre devait préciser la période de l'étude ;</li> <li>✓ corriger les coquilles ;</li> <li>✓ insérer un chapitre contexte et insérer un chapitre sur le lien entre l'investissement dans les services sociaux de base et les recettes fiscales ;</li> <li>✓ insérer un point sur les difficultés rencontrées ;</li> <li>✓ mieux prendre en compte les objectifs de l'étude ;</li> <li>✓ faire ressortir dans les analyses la budgétisation des CT sensible au genre ;</li> <li>✓ améliorer la présentation du document ;</li> <li>✓ retravailler la conclusion ;</li> <li>✓ renvoyer les grands tableaux à l'annexe et maintenir les autres dans le corps du texte ;</li> <li>✓ mettre les sources des données ;</li> <li>✓ le lien entre les objectifs de transferts des ressources de l'Etat en lien avec la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger ;</li> <li>✓ améliorer les indicateurs utilisés dans le document principal avec les éléments de la présentation ;</li> <li>✓ insérer la DGB et la DNCF parmi les acteurs à consulter ;</li> <li>✓ le « SWOT » porte plus sur la décentralisation que sur la fiscalité locale ;</li> <li>✓ parler des autorités intérimaires prévues par l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger ;</li> <li>✓ pour les recommandations, en faire pour chaque type de collectivités</li> <li>✓ harmoniser l'utilisation des concepts : retenir « collectivités territoriales » et non « Collectivités locales » ;</li> <li>✓ détailler les recommandations, les rendre opérationnelles et préciser les destinataires.</li> </ul>

#### 4.3.2. Examen technique du Profil de pauvreté communale

Auteurs	ODHD, GREAT Mali
Participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Membres du comité scientifique élargi de l'Observatoire</li> <li>✓ Personnes ressources</li> </ul>
Date	06 septembre 2021
Lieu	Bamako
Présentateurs	Dr. Lassine Sountoura
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ D'une manière générale, le rapport n'analyse pas les politiques de mises en œuvre</li> <li>✓ La revue de la littérature n'aborde aucune étude sur la fiscalité du Mali. Essentiellement des auteurs français. Regarder les cas des pays scandinaves, les USA et autres cas maliens</li> <li>✓ Comment le seuil de pauvreté est déterminé et par qui ?</li> <li>✓ Donner la signification des indices en « français facile » (indice de Gini, indice d'entropie, etc.)</li> <li>✓ Définition des concepts à mettre dans le document</li> <li>✓ Parler du secteur informel et de la pauvreté des hommes ?</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Un raisonnement statique sur 2018</li> <li>✓ Raisonnement dynamique. Voir l'évolution des inégalités dans le temps en tenant compte des transferts et de la redistribution</li> <li>✓ On ne parle de Ménaka, de Taoudéni qui sont opérationnels depuis 2018 mais n'apparaissent pas dans votre papier. Il faut mettre non disponible</li> <li>✓ L'insécurité est donnée comme une hypothèse explicative</li> <li>✓ 85% de la contribution fiscale sont les grandes et les moyennes entreprises de Bamako. En 2018, les entreprises ont refusé de faire des déclarations d'impôts à souhait</li> <li>✓ Les conclusions et recommandations ne sont pas en phase avec l'étude, trop générales</li> <li>✓ Conclusions et recommandations (séparer les 2)</li> </ul>
--	--

#### 4.4. Café

Thème	Comment le savoir endogène est conservé
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les agents de GREAT</li> <li>✓ Des chercheurs</li> <li>✓ Des universitaires</li> </ul>
Date	01 novembre 2021
Lieu	Bamako
Présentateurs	Docteur Fodé Moussa Sidibé
Compte rendu	<p>Le savoir endogène c'est une forme de révolte pour la simple raison que notre savoir c'est-à-dire le savoir africain a souffert du déni d'existence et des influences diverses puisqu'on a tout pris chez les autres finalement on se demande si on a encore quelque chose de profondément nôtre. Il faut savoir que le savoir endogène est très théorique car ça porte sur la société, la base de ses recherches est centrée sur les spiritualités africaines et leurs incidences sur le savoir endogène. Qui parle de savoir africain de façon générale parle de la vision africaine du monde et cette vision conditionne le comportement par rapport au savoir. L'africain de façon générale a une forte vision de la divinité. La terre africaine est favorable à la vie. On ne peut pas découvrir tant qu'il n'y pas la nécessité.</p>

## 5. Publications

Comme à son habitude, GREAT a informé son public cible à travers ses traditionnelles revues, à savoir les Great\_Cahiers, le Great-Savoir, la Great\_Formation mais aussi par la base de connaissances qu'elle alimente par des données aussi bien nationales qu'internationales. Au-delà de la distribution via un mailing list, ces documents sont accessibles sur le site Internet de GREAT qui a commencé à faire sa mue depuis quelques mois en vue de correspondre aux standards internationaux en termes de design et de contenus.

### 5.1. Les Great\_Cahiers

Titre	Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre
Numéro	75
Date de publication	Janvier – Mars 2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	36 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Les Maliens, favorables à l'intégration régionale et aux investissements étrangers, soutiennent l'influence positive de la Chine
Numéro	76_1
Date de publication	Avril – Juin 2021
Auteurs	Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	24 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Les Maliens, autant désireux de changement de leur économie et de l'Etat que demandeurs de démocratie
Numéro	76_2
Date de publication	Avril – Juin 2021
Auteurs	Carolyn Logan, Massa Coulibaly, Brian Howard
Nombre de pages	25 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	La sécurité au Sahel à travers la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion du Partenariat public-privé – Impacts de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé –
Numéro	77
Date de publication	Juillet – Septembre 2021
Auteurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly
Nombre de pages	87 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Même satisfaits de ses avantages, les Maliens prônent la régulation des réseaux sociaux
Numéro	78
Date de publication	Octobre – Décembre 2021
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	28 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

## 5.2. Le Great\_Savoir

Titre	Différentiel macroéconomique des budgets de la santé et de l'éducation
Numéro	121
Date de publication	Janvier 2021
Auteurs	Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Analyse microéconomique des budgets sociaux du Mali
Numéro	122
Date de publication	Février 2021
Auteurs	Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Analyse des allocations budgétaires des secteurs sociaux du budget 2020 du Mali
Numéro	123
Date de publication	Mars 2021
Auteurs	Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Evolution de l'extrémisme violent et de l'insécurité au Mali
Numéro	124
Date de publication	Avril 2021
Auteurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Impacts de l'insécurité sur le secteur privé
Numéro	125
Date de publication	Mai 2021
Auteurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Main-d'œuvre, emploi et chômage au Mali
Numéro	126
Date de publication	Juin 2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Du sous-emploi à la sous-utilisation globale de la main-d'œuvre
Numéro	127
Date de publication	Juillet 2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200

Support de publication	Papier, internet
------------------------	------------------

Titre	Travail, inactivité et désœuvrement au Mali
Numéro	128
Date de publication	Août 2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Les maliens, favorables à l'intégration régionale ouest africaine
Numéro	129
Date de publication	Septembre 2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	De l'influence chinoise au Mali
Numéro	130
Date de publication	Octobre 2021
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Manque fréquent d'eau potable et de service d'assainissement au Mali
Numéro	131
Date de publication	Novembre 2021
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Réseaux sociaux et information
Numéro	132
Date de publication	Décembre 2021
Auteurs	Massa Coulibaly, Moussa Coulibaly
Nombre de pages	pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

### 5.3. La Great\_Formation

Titre	Mathématiques pour économistes tome 2 : Calcul intégral
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques pour économistes tome 2 : Théorie des ensembles
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques pour économistes tome 2 : Calcul matriciel
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Analyse microéconomique – L'équilibre du consommateur
Public cible	Enseignants chercheurs
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Eléments de calcul économique
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques pour économistes tome 2 : Equations différentielles
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques pour économistes – tome 1 : Etude de fonctions
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques pour économistes – tome 1 : Fonctions à plusieurs variables
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Analyse microéconomique – Les fonctions de production
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Analyse microéconomique – L'équilibre du marché
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques de la décision : L'analyse des données
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques de la décision : Préférences individuelles
Public cible	Enseignants chercheurs
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques pour économistes tome 2 : Suites et Séries
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

Titre	Mathématiques de la décision : Théorie des choix collectifs
Public cible	Enseignants chercheurs étudiants
Date de publication	2021
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre d'exemplaires	Version électronique
Support de publication	Version électronique

#### 5.4. Base de connaissances

Conformément à son objectif qui est de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tout moyen propre au développement des sciences sociales et plus particulièrement de la science économique pour un développement durable du Mali et de l'humanité dans son ensemble, GREAT publie des résultats de recherche et d'études.

Les publications de GREAT sont distribuées en copies dures, toutes disponibles sur le site web de GREAT ([www.greatmali.net](http://www.greatmali.net)) dans les rubriques Great\_Publication, [http://www.greatmali.net/spip.php?page=liste\\_publication](http://www.greatmali.net/spip.php?page=liste_publication) pour les Great\_Cahiers et Great\_Press pour le Great\_Savoir et la Great\_Formation. De même, le Great\_Savoir est accessible sur abonnement

## 6. Partenariat

En dehors d'un financement public durable, GREAT réalise son programme d'activités à travers un partenariat fiable avec des institutions de recherche, des services de l'administration publique mais aussi des partenaires techniques et financiers. Ce partenariat est scellé sur la base d'un contrat précis déterminant les mandats de chaque partie prenante.

### 6.1. Institutions de recherche

IDS	✓ Interview dans le cadre du projet Citizen Voice dont le titre est "Façonner les processus politiques par la voix des citoyens en Afrique de l'Ouest francophone : les arts comme vecteur de co-construction du savoir"
PEP	✓ Renforcement de capacité
IPAR	✓ WASH : Evaluation de la politique d'assainissement
AERC	✓ Etude sur le genre et l'emploi des jeunes
ESJ	✓ Représentativité des femmes dans les instances de décision

### 6.2. Administration publique

DNPD	✓ Formation en logiciel MME
CT/CSLP	✓ Enquêtes en évaluation d'impact, et Elaboration de la Stratégie nationale du Mali pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine
ONDD	✓ Service Sociaux de base
SWEDD	✓ Evaluation d'impacts
ODHD	✓ Fiscalité et dépenses budgétaires des communes ✓ Distribution et redistribution des revenus

### 6.3. Partenaires techniques et financiers

IBP	✓ Transparence budgétaire
WEF	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
IRD	✓ Enquêtes téléphoniques
Citizen Voice	✓ Les arts comme vecteur de co-construction du savoir au Mali
INCLUDE	✓ L'étude de cas sur la COVID-19 au Mali
FARM	✓ Enquêtes de caractérisation et Enquête quantitative

## **7. Fonctionnement institutionnel**

GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 et signataire d'Accord cadre n°001079 avec l'Etat, dispose de trois niveaux d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La Direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

### **7.1. Programmation et responsabilisation des activités**

GREAT, ONG de recherche, en plus de cette recherche, a pour vocation la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et de la culture. En 2021, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur (i) Développement durable, (ii) Santé et assainissement (iii) Information et réseaux sociaux, (iv) Identité sociale, (v) Inégalités de genre, (vi) Inclusion sociale, (vii) Finances locales, (viii) Intégration et mondialisation, (ix) Gouvernance, (x) Evaluation d'impacts de programmes et politiques publiques. En plus des travaux des études et recherche effectivement menées, à l'instar des années précédentes, GREAT a postulé à diverses offres d'études et de recherche sans succès dans un certain nombre de cas.

A l'instar des années précédentes, GREAT a mené des enquêtes courant 2021 avec 7 enquêtes contre 9 en 2020 et 8 en 2019. La première a porté sur la compétitive globale des entreprises qui est une enquête annuelle depuis une vingtaine d'années. La deuxième a traité le suivi pour l'évaluation d'impact du projet SWEDD. La troisième portait sur l'enquête de mesure de la compétitivité africaine des entreprises. La quatrième respectivement la cinquième était une enquête qualitative sur les inégalités de revenu respectivement sur les finances locales. La sixième traitait la mesure des violences de genre et de conflit, la septième et la dernière était une enquête de mesure d'impact des interventions du projet FARM.

S'agissant de la formation, courant 2021, GREAT n'a réellement pas assuré de formation, mais, cependant, il a élaboré deux manuels de formation (i) Manuel de construction d'une MCS et (ii) Manuel de formation en Excel approfondi. Quant au renforcement de capacités, GREAT a participé à un seul atelier de renforcement de capacité en Excel.

Comme en 2020, en 2021 GREAT a organisé 2 ateliers de disséminations. La première portait sur la mesure de la migration au Mali et la deuxième traitait la validation sur les tendances de mise en œuvre des ODD. Aussi, il a pris part à cinq séminaires et conférences, trois ateliers de validation scientifique. Contrairement aux autres années, en 2021, un seul Café intitulé "Conservation du savoir endogène" fut organisé par GREAT.

En matière de publication, 5 Great\_Cahiers, 12 Great\_Savoir sont à l'actif de GREAT. En plus des Great\_Cahiers et des Great\_Savoir, une base de données permanemment actualisée est disponible sur le site de GREAT. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

## **7.2. Réunions statutaires**

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 27 mai 2021. Il a statué sur le Rapport d'activités de l'année 2020 et le Programme d'activités 2021 pour examen, adoption et validation desdits documents suscités. A l'instar, des années précédentes, la direction exécutive de GREAT se donne la tâche de traduire les actualités brûlantes en des sujets d'études et recherche notamment les études sur le développement durable et sur l'évaluation d'impacts. Durant l'année 2021, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Au total trois réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution. Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis.

## **7.3. Ateliers résidentiels**

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels, souvent avec des partenaires externes, pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 17 ateliers de 3 à 5 jours chacun qui se sont tenus durant l'année 2021 tous à Koulikoro contre 07 en 2020.

## 8. Suivi budgétaire

Le suivi budgétaire porte sur le système de gestion mis en place pour assurer le rapportage correct des opérations financières de GREAT mais aussi sur la structure des dépenses de l'organisation.

### 8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet de :

- ✓ enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ faire des prévisions et projections
- ✓ évaluer les besoins de trésorerie
- ✓ établir un rapport financier à tout moment.

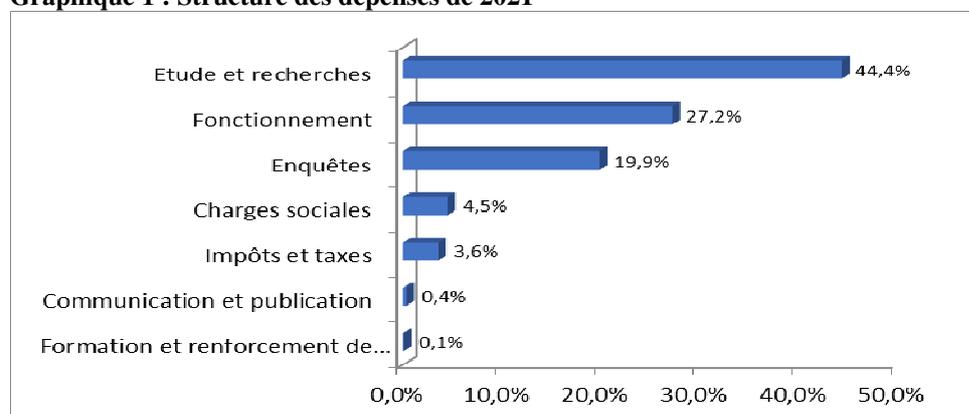
Le suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

### 8.2. Structure et évolution des dépenses

#### 8.2.1. Structure des dépenses

Les dépenses de GREAT se structurent en sept types de dépenses principales : (i) Fonctionnement institutionnel, (ii) Enquêtes, (iii) Communication et Publication, (iv) Etude et recherches, (v) Charges sociales, (vi) Impôts et taxes, (vii) Formation et renforcement de capacités. Les dépenses d'études et de recherches constituent le premier poste de dépenses avec un taux de 44%, suivi de la rubrique fonctionnement avec 27% puis le poste des enquêtes avec 20%. Les charges sociales et les impôts et taxes se partagent la quatrième et cinquième place avec respectivement 4,5% et 3,6%. La communication-publication avec ses 0,4% et la formation et renforcement de capacités avec ses 0,1% se classent en sixième et septième position.

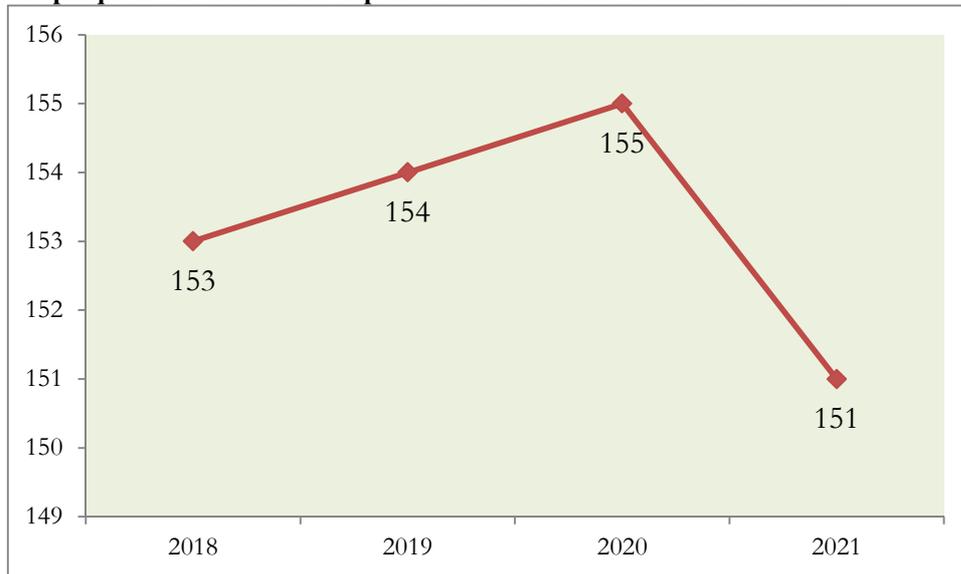
Graphique 1 : Structure des dépenses de 2021



### 8.2.2. Evolution des dépenses de 2014 à 2021

Entre 2018 et 2020, les dépenses de GREAT ont augmenté d'à peu près 1 million de fcfa par an pour ensuite baisser de 4 millions de fcfa entre 2020 et 2021.

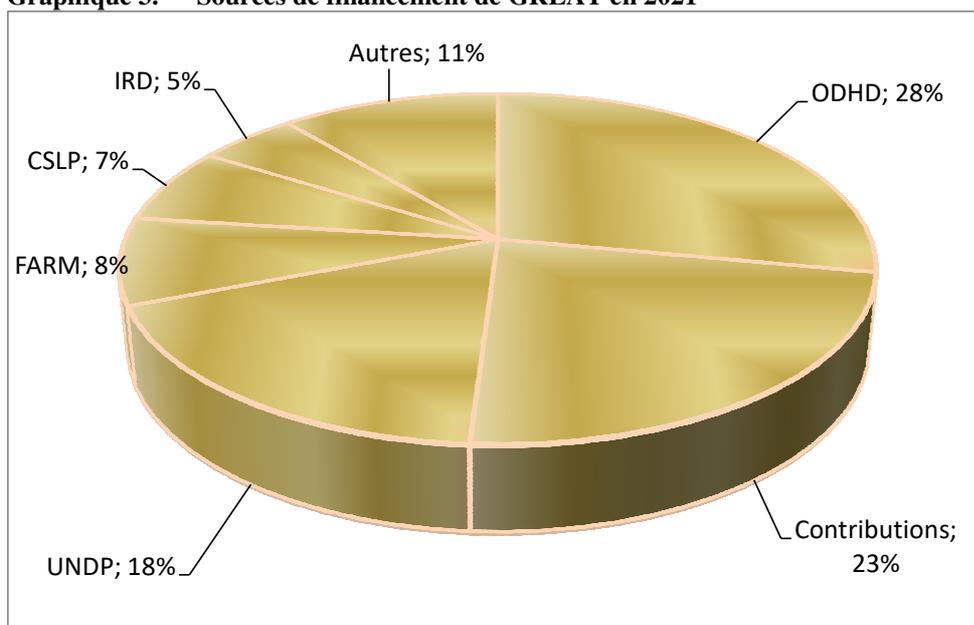
**Graphique 2 : Evolution des dépenses de 2014 à 2021 en million de francs**



### 8.3. Sources de financement

En 2021, les activités de GREAT ont été financées par une dizaine de partenaires, la plus grande contribution a été celle de l'ODHD avec 28%. Ce partenaire stratégique a été suivi respectivement par la contribution des associés qui s'est chiffrée à 23% et du PNUD avec 18%. Les autres partenaires se répartissent le reste du financement (Graphique 3).

**Graphique 3. Sources de financement de GREAT en 2021**



## 9. Programme d'activités 2022

Le tableau ci-contre donne les activités programmées au cours de l'année en fonction des domaines de recherche. Cette programmation peut évoluer en fonction de l'actualité économique du pays mais aussi des partenariats éventuels que GREAT serait appelé à nouer sur des enjeux bien précis.

### ☞ Programme prévisionnel d'activités 2022

1. Etudes et recherche	
Croissance et développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Tendances générales d'évolution de l'économie</li> <li>✓ La transformation structurelle de l'économie</li> <li>✓ La question monétaire</li> <li>✓ Production, marché et sécurité alimentaire</li> <li>✓ Rendement et productivité agricole</li> </ul>
Intégration et mondialisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Crise du système économique mondial</li> <li>✓ Quel processus d'intégration pour la sous-région</li> <li>✓ ZLECAf</li> <li>✓ Perceptions des partenaires techniques et financiers</li> </ul>
Prix et pouvoir d'achat	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Evolution des prix au plan mondial et au plan national</li> <li>✓ Le cours des devises</li> <li>✓ Les canaux de transmission des prix des produits énergétiques et alimentaires</li> </ul>
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Education environnementale et gestion des ressources naturelles</li> <li>✓ Economie de l'environnement</li> <li>✓ Agriculture durable</li> <li>✓ Perceptions du changement climatique au Mali</li> <li>✓ Préoccupations environnementales</li> </ul>
Genre	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Genre et fonctions nominatives et électives</li> <li>✓ Genre et temps de travail</li> <li>✓ Autonomisation des femmes</li> <li>✓ Perceptions sur les femmes leaders</li> </ul>
Paix et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'évolution de l'insécurité au Mali</li> <li>✓ Les parties prenantes à la résolution de la crise du Mali</li> </ul>
Prospective	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaboration d'une méthodologie d'analyse prospective</li> <li>✓ Inventaire des stratégies sectorielles</li> </ul>
Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Perceptions de la Covid-19</li> <li>✓ Démographie et santé</li> </ul>
Démocratie et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Confiance aux institutions</li> <li>✓ Corruption</li> <li>✓ Attachement à la démocratie</li> <li>✓ Gestion des pouvoirs publics face aux préoccupations des citoyens</li> <li>✓ Electorat et mouvance partisane</li> </ul>
Analyse budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Transparence budgétaire</li> <li>✓ Primes et avantages sociaux</li> <li>✓ Analyse des finances locales</li> </ul>
Pauvreté et inégalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Potentiel fiscal et développement local</li> <li>✓ Subventions publiques et lutte contre la pauvreté</li> <li>✓ Accès aux services sociaux de base</li> </ul>
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Evolution du marché du travail</li> <li>✓ Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre</li> <li>✓ Travail des enfants et éducation</li> </ul>
Evaluation d'impacts	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Evaluation d'impacts de projets</li> <li>✓ Impacts de la crise dans le reste du monde sur l'économie</li> <li>✓ Impacts de l'insécurité sur l'économie</li> </ul>
2. Enquêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Enquête sur démocratie, gouvernance et réformes économiques</li> <li>✓ Compétitivité des entreprises</li> <li>✓ Enquêtes de suivi-évaluation</li> <li>✓ Etudes de cas de collectivités territoriales</li> </ul>
3. Formation et	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manuel ODK</li> </ul>

renforcement de capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manuel MEGC</li> <li>✓ Manuel Budget programme</li> <li>✓ Manuel GRD</li> <li>✓ Manuel Excel</li> <li>✓ Manuel simplifié NTA</li> <li>✓ Formation en bambara</li> </ul>
4. Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les Great_Cahiers</li> <li>✓ Le Great_Savoir</li> <li>✓ La Great_Formation</li> <li>✓ Le Great_Café</li> <li>✓ Actualisation de la Base de connaissances de GREAT</li> <li>✓ Plaidoyer</li> <li>✓ Dissémination des résultats d'études</li> <li>✓ Conférences et colloques (Great_Université, etc.)</li> </ul>
5. Publications	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les Great_Cahiers</li> <li>✓ Le Great_Savoi"</li> <li>✓ Le Great_Café</li> <li>✓ La Great_Formation</li> <li>✓ Rapport d'activité 2022 de GREAT</li> </ul>
6. Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ INSTAT et CPS</li> <li>✓ Afrobarometer</li> <li>✓ CPM (Comité de prévision et de modélisation)</li> <li>✓ CSLP</li> <li>✓ Universités</li> <li>✓ IBP</li> <li>✓ World Economic Forum</li> <li>✓ ONDD</li> <li>✓ SWEDD</li> <li>✓ ODHD</li> <li>✓ AERC</li> <li>✓ PNUD</li> <li>✓ OMS</li> <li>✓ CNDIFE</li> <li>✓ Secteur privé</li> <li>✓ CNRST</li> </ul>
7. Fonctionnement institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Révision du plan stratégique</li> <li>✓ Révision du plan de plaidoyer</li> <li>✓ Révision de plan de communication</li> <li>✓ Révision de plan de mobilisation de ressources</li> <li>✓ Réunions régulières des instances</li> </ul>

## Conclusions

Pour l'année 2021, GREAT a eu à travailler conformément à sa vision qui est de "produire du savoir" et à ses axes de recherche qui sont l'économie du développement, la politique économique, l'économie locale, l'économie de l'environnement, l'économie internationale et la microéconomie malgré le contexte défavorable de la Covid-19 qui a impacté les activités aussi bien au plan international que national. Néanmoins, des Etats et même des partenaires techniques et financiers ont cherché à comprendre les impacts de la Covid-19 sur l'économie mais aussi sur d'autres domaines, donnant ainsi l'opportunité à GREAT d'utiliser une méthodologie déjà éprouvée pour estimer les impacts de cette pandémie.

Au-delà de la Covid-19, GREAT a pu aider l'Etat du Mali dans l'élaboration de sa Stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf afin d'en tirer le maximum de bénéfices socioéconomiques par l'identification des forces et faiblesses des secteurs économiques ainsi que des menaces et opportunités que lui offre cette intégration économique. Pour ce faire, GREAT a fait l'état des lieux de l'économie nationale, en prélude à l'entrée en vigueur du libre-échange continental avant de proposer la Stratégie proprement dite.

Après dix ans d'existence, GREAT demeure confronté à des défis de mobilisation des ressources à long terme pour sécuriser le travail de recherche qui n'est pas bien payé dans notre pays. De plus, GREAT doit également prendre le temps de standardiser les modules de formation pour les proposer à des partenaires œuvrant dans ce sens en plus de l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer venant compléter le travail de recherche ou encore d'évidence qu'il fait avec efficacité. Toujours dans le cadre de la diversification, GREAT pourra commencer dès cette année à soumissionner à différentes offres d'exécution de projets/programmes en faveur des citoyens, cela entrant bien dans son domaine d'activités en tant qu'ONG nationale. Un autre défi important pour GREAT est la mise en place d'un mécanisme interne efficace de suivi-évaluation des activités de GREAT en vue d'un meilleur rapportage.

En 2022, l'enquête Afrobarometer qui sera menée par GREAT portera sur les questions de gouvernance, de démocratie, etc. Ses résultats vont fournir à GREAT des opportunités d'interagir avec l'opinion publique, les médias et les décideurs publics à travers la publication de communiqués de presse et de dépêches tirés des résultats de l'enquête, mais aussi l'organisation d'ateliers, de rencontres. GREAT va poursuivre un programme ambitieux d'études et de recherche dans les domaines de la croissance et du développement, de l'intégration et de la mondialisation, du prix et du pouvoir d'achat, de l'environnement, du genre, de la paix et de la sécurité, de la prospective, de la santé, de la démocratie et de la gouvernance, de l'analyse budgétaire, de la pauvreté et inégalités, de l'emploi et de l'évaluation d'impacts.

A son habitude, GREAT a procédé à une programmation annuelle des activités à réaliser en 2022 dont la réalisation dépend de la mobilisation d'un financement long sous forme de subventions ou d'appui institutionnel.